

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ACTION COLLECTIVE ET TRAVAIL SOCIAL :  
APPORTS DES ACTEURS ET ACTRICES DES GROUPES AUTONOMES  
ANTIAUTORITAIRES.

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR  
MARJOLAINE LORD

OCTOBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Mes plus profonds et chaleureux remerciements à François Huot, d'abord pour ce qu'il a pu m'apporter comme professeur, ensuite pour son soutien comme directeur qui m'aura permis de réaliser l'objectif principal de cette démarche, soit avoir du plaisir.

Merci aux camarades de classe, pour les conseils et le partage des angoisses.

Merci, à ma famille pour l'amour et la confiance.

Merci aux amies et amis pour le partage, l'intensité et l'ivresse.

Merci à Hubert, pour les conseils, l'inspiration et la poésie.

Merci enfin, et surtout, à celles et ceux qui luttent, qui pensent, qui créent...

*Pour Gisèle Gouin.*

*À nouveau l'expérimentation, à l'aveugle, sans protocole ou presque. Si peu nous a été transmis ; c'en pourrait être une chance. À nouveau l'action directe, la destruction sans phrase, l'affrontement brut, refus de toute médiation : ceux qui ne veulent pas comprendre n'obtiendront de nous aucune explication. À nouveau le désir, le plan de consistance de tout ce qui avait été refoulé par plusieurs décennies de contre-révolution. À nouveau tout cela, l'autonomie, le punk, l'orgie, l'émeute, mais sous un jour inédit, mûri, pensé, débarrassé des chicanes du nouveau.*

*-Tiqqun*

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
1. PROBLÉMATIQUE.....	6
1.1 L'action collective en travail social une méthode, une pratique ou autre chose ? .....	11
1.2 Discours structurants .....	13
1.2.2 L'histoire	
1.2.3 Le financement	
1.2.3 La théorie	
1.3 Discours émergents .....	25
1.4 Objectifs et question de la recherche.....	29
2. CADRE THÉORIQUE.....	32
2.1 Perspective post-structurelle.....	32
2.2 La recherche engagement.....	35
2.3 Projet ou programme ? .....	38
2.4 Paradigme complexe .....	39
2.5 Incertitude.....	40
2.6 Contexte (pratiques d'action collective organiques) .....	42
2.7 Territorialisation, surfaces d'affectation et « être ensemble » .....	44
2.8 Contre-pouvoir et développement de la puissance d'agir .....	46
2.9 Conclusion.....	47
3. MÉTHODOLOGIE .....	49
3.1 La stratégie générale de recherche .....	49
3.2 La population à l'étude .....	50

3.3 La méthode et les instruments de collecte des données .....	51
3.4 Les critères de sélection des sujets, les modalités de recrutement et les personnes rencontrées .....	52
3.5 La méthode d'analyse des données .....	54
3.6 Pertinence et limites de l'étude .....	56
3.7 Les considérations éthiques .....	57
3.7.1 Risques et avantages de la recherche pour les sujets	
3.7.2 Respect de la confidentialité des données	
4. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS .....	59
4.1 Les définitions de l'action collective.....	60
4.1.1 L'action : formes et caractéristiques	
4.1.2 Le collectif : formes et caractéristiques	
4.2 Les pratiques d'action collective.....	69
4.2.1 Formes et moyens d'action	
4.2.2 Modes organisationnels	
4.2.3 Action en situation	
4.2.4 Expérimentation	
4.2.5 Affinités et communautés	
4.2.6 Théories et pratiques	
4.2.7 Place des personnes concernées	
4.2.8 Sens, communauté, rapport à soi et aux autres.	
4.3 Similitudes et différences .....	89
4.4 Synthèse des résultats .....	95
5. DISCUSSION .....	98
5.1 L'action comme finalité de l'action .....	100
5.1.1 Le projet, l'action et la situation : un tissage.	
5.1.2 « Des moyens sans fin ».	
5.1.3 La question du changement.	

5.2 L'expérimentation .....	107
5.2.1 La situation un laboratoire pour l'action.	
5.2.2 L'expérimentation et le développement de la puissance d'agir.	
5.2.3 Être affecté source de puissance?	
5.3 Des communautés de désirs.....	112
5.3.1 Le commun comme alternative.	
5.3.2 Des communautés d'affects.	
5.3.3 La situation « nouveau » sujet de l'action?	
5.4 De possibles apports pour le travail social? .....	120
CONCLUSION.....	125
ANNEXES .....	129
Annexe A : Canevas d'entrevue	
Annexe B : Formulaire de consentement	
BIBLIOGRAPHIE .....	135



## RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse à l'action collective et tente de réfléchir à cette pratique à travers le prisme de la pensée post-structurelle. Au regard des difficultés de mobilisation largement documentées en travail social, cette recherche propose de s'intéresser à des actions collectives qui prennent forme à l'extérieur des pratiques d'action collective traditionnelles ou officiellement reconnues.

L'organisation communautaire et son volet d'action collective font partie des pratiques du travail social depuis les débuts de sa forme professionnalisée. Cependant, dès la fin des années 80, on estime dans les milieux de pratique et académique que la restructuration de l'État providence et les réorientations politiques qui en découlent auraient contribué au déclin de cette pratique. Néanmoins, plusieurs discours émergent et suggèrent que les difficultés rencontrées ne seraient pas uniquement dues aux mutations des politiques sociales et aux difficultés de financement. En parallèle, le début des années 2000 est marqué par ce que certains et certaines nomment un renouveau contestataire. De plus en plus de personnes s'organisent en marge des espaces traditionnellement associés à l'engagement et à la lutte sociale. Au cœur de ce mouvement, on remarque la prolifération de groupes qui s'organisent de façon autonome et non autoritaire et qui multiplient les alternatives et pratiques originales.

Ce mémoire part de l'intuition que ces groupes et collectifs, ainsi que les actions qu'ils mènent peuvent ouvrir un espace de réflexion permettant à la fois de sortir des discours structurants habituellement utilisés dans le domaine du travail social pour comprendre le déclin de cette pratique, mais aussi s'articuler aux discours émergents afin d'ouvrir un espace réflexif permettant la prise en compte d'autres visions et rapports à l'action collective.

Afin d'aborder ces questionnements une méthodologie qualitative a été adoptée et des entrevues ont été réalisées avec des personnes impliquées et/ou membres de collectifs ou groupes autonomes antiautoritaires. Les résultats obtenus ont été analysés à la lumière d'un cadre théorique ancré dans la pensée post-structurelle (Benasayag et Del Rey, Deleuze, Healy, Soulet).

Les résultats suggèrent une vision du changement social et de l'action complexe, qui sans perdre son caractère radical, n'est pas prédéterminée et ne se veut pas entièrement saisissable, elle serait plutôt multiple et s'inscrit d'abord dans la

situation. La discussion permet de dégager ce qui apparaît être un autre rapport à l'action, rapport qui peut se comprendre comme une nouvelle éthique de l'action. La discussion des résultats propose des pistes de réflexion en ce qui a trait à quelques idées qui apparaissent être au cœur de cette éthique de l'action, c'est-à-dire : l'action comme finalité de l'action, l'expérimentation comme méthode et les affects partagés comme source du commun. Finalement, quelques pistes de réflexion sont soulevées quant aux implications de ces résultats pour le travail social.

Mots clés : Action collective, organisation communautaire, travail social, pensée post-structurelle, groupes autonomes antiautoritaires, anarchisme.

## INTRODUCTION

*Nous montrons que qui nous sommes  
est moins important que ce que nous voulons.  
et nous voulons tout pour tout le monde  
-Anonyme*

*Nous sommes ruisseaux qui débordent.  
-Julie Blanche*

*Défriché jusqu'à la clôture  
Pour voir qu'il n'y avait rien derrière  
Banquise de plâtre et de poussière  
L'écho est rare dans le désert.  
-Stéphane Lafleur*

Comme étudiante au baccalauréat en travail social, j'ai toujours été intéressée et stimulée par l'action collective et l'organisation communautaire. Cela venait répondre aux motivations de justice sociale qui m'avaient poussée vers ce domaine. Pouvoir travailler dans une perspective de transformation sociale, avec les personnes concernées, quelle possibilité stimulante! De plus, les analyses mises de l'avant m'apparaissaient beaucoup plus intéressantes que celles étudiées dans d'autres cours. Tellement, que je ne comprenais pas pourquoi mes collègues de classe s'intéressaient si peu à ces questions. Qui plus est, j'en venais même à m'interroger sur la manière dont on nous l'enseignait. Souvent avec nostalgie, on nous présentait cette méthodologie d'intervention comme le produit de l'âge d'or de l'action collective : les années soixante et soixante-dix. Les enseignements s'inspiraient grandement des pratiques de cette époque et elles n'étaient que très rarement critiquées. Dans le cours de mobilisation et action collective, une méthode d'intervention nous est présentée, celle de Lamoureux, Lavoie, Mayer et Panet-Raymond (2008), vraisemblablement la seule, en dix étapes bien définies.

D'un même souffle on parlait des difficultés actuelles : les intervenantes et intervenants étaient pressurisé-e-s, la recherche de financement difficile, les attentes des bailleurs de fonds de plus en plus contraignantes et le temps imparti à la mobilisation se raréfiait. Devant les difficultés de financement, plusieurs questions se posaient par rapport à l'autonomie des groupes. L'intervention individuelle et la prestation de services directs prenant de plus en plus de place, l'organisation communautaire était devenue l'enfant pauvre du communautaire. Le portait qu'on dressait des CLSC n'était guère plus flatteur, les moins critiques avançaient que les organisateurs et organisatrices communautaires en CLSC agissaient surtout à titre de gestionnaire ou de facilitateur à la concertation. Cela semblait faire échos à certaines critiques qui voulaient qu'une partie des difficultés soit le fait de la professionnalisation de ces pratiques, alors qu'elles étaient auparavant le fait de militantes et militants.

Pour ce que j'ai pu en percevoir, les actrices et acteurs sur le terrain adoptaient un discours similaire, auquel illes<sup>1</sup> ajoutaient certaines difficultés supplémentaires en fonction de la réalité des participants et participantes ou de leur domaine d'intervention. Néanmoins, on insistait sur le fait que les conditions de vie et la situation des populations n'étaient pas plus faciles qu'auparavant, même qu'elle continuait à se précariser et à devenir de plus en plus complexe. Malgré les difficultés, l'action collective semblait toujours aussi pertinente voire nécessaire, cependant les formes qu'elle devait et pouvait prendre n'apparaissaient pas aussi clairement.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> D'emblée, la féminisation de ce mémoire nous apparaissait essentielle et le choix d'un mode de féminisation nous a conduits à différents questionnements. Néanmoins, nous avons opté pour l'épicène ille-illes, ainsi que ille-eux et ceux afin de « dégenrer » le sujet. Si nous jugions nécessaire de minimiser la domination du genre masculin dans le langage, ils nous apparaissait tout aussi important de l'ouvrir plus largement qu'au genre féminin. Par ailleurs, nous tenons aussi à préciser qu'il s'agit tentative et que nous n'avons pas réussi à éliminer tous les traits patriarcaux, sexistes et hétéronormatifs de la langue. Il est à noter que l'usage de cet épicène se limite aux personnes.

Pour l'étudiante que j'étais, le tableau n'était pas très reluisant et les moyens à mettre en action semblaient s'articuler principalement autour de la question du financement. Les réflexions m'apparaissaient se limiter au domaine du travail social, on puisait, à mon avis, dans les mêmes registres. Je persistais malgré tout à croire qu'il pouvait en être autrement, voyant dans l'action collective et la mise en commun des capacités qu'elle implique la possibilité de vivre et de créer du commun qui puisse être porteur de vie, d'émancipation et de nouveaux possibles.

Au même moment, j'ai commencé à m'intéresser aux théories anarchistes-libertaires ou d'inspiration anarchiste, ainsi qu'aux pratiques des groupes qui s'en « revendiquent ». Bien entendu, il ne s'agit pas d'un mouvement homogène, qui ne forme que rarement des groupes formalisés et qui évite généralement les classifications. Néanmoins, il existe des similitudes dans leurs modes de lutte et d'organisation, ainsi que dans les aspects éthiques et moraux qui les guident. Parmi ceux-ci, notons l'expérimentation et l'action directe qui sont au cœur de leurs pratiques, et ce, dans une volonté de développer des façons de lutter qui s'inscrivent dans la réalité des personnes qui y prennent part et des lieux qu'elles investissent. (Day, 2005; Sarasin et al., 2012 ; Lambert-Pilotte et al., 2007 ; Dupuis-Déri, 2008) Tout comme la critique de l'institutionnalisation, du formalisme et de la hiérarchie qui vise entre autres à transformer les rapports entre les membres et à favoriser une plus grande liberté d'action. Il en va de même du rapport différent à l'action qu'elles proposent à travers la remise en question de l'idée de fins et moyens, ainsi que l'idée de préfiguration qui vise la création d'alternatives concrètes dans l'immédiat. En somme, elles proposent de se mettre en action et de vivre maintenant le monde dans lequel elles désirent vivre, plutôt que de militer dans l'attente de la réalisation de l'histoire et dans la projection de « lendemains qui chantent ».

La mise en place de ce projet alternatif se réalise progressivement, au gré des expériences concrètes d'organisation collective vécues ici et maintenant. Ce

volet préfiguratif est une dimension importante de la stratégie de résistance déployée par la communauté antiautoritaire [...] (Sarasin et al., 2012, p.156)

C'est ainsi qu'au fil du temps, mon contact avec ces groupes et perspectives théoriques m'ont conduit à questionner les pratiques d'action collective en travail social et à réfléchir aux possibles apports que ces pratiques basées sur une perspective antiautoritaire pourraient avoir. En ce sens, ce type d'expérience, ces formes différentes d'action méritent une documentation, une analyse et une appréciation et sont susceptibles d'apporter du nouveau aux modèles utilisés en travail social.

Cependant, ce n'est que plus tard que l'association entre les théories et pratiques anarchistes et la perspective post-structurelle a eu lieu. Des liens se sont alors faits entre les concepts de préfiguration et d'expérimentation et l'importance, accordée au contexte et au local chez plusieurs penseurs et penseuses de tendance post-structurelle, puis avec la critique du pouvoir et des réponses totalisantes. Finalement, c'est en lisant l'ouvrage de Karen Healy (2000) qui propose une critique post-structurelle des pratiques d'action collective en travail social que j'ai pu articuler ces trois idées ensemble. D'ailleurs, c'est cette articulation ce que je souhaite explorer dans ce travail de recherche. Dans un premier temps, comment la perspective post-structurelle peut ébranler les vérités consacrées de l'action collective en travail social et ouvrir sur de nouvelles possibilités (Healy, 2000), puis dans un second temps comment les pratiques de groupes dits anarchistes peuvent venir informer cette réflexion.

Dès lors, l'idée d'étudier les groupes et collectifs à la marge des mouvements sociaux s'est imposée. Comme il s'agit de milieux et de pratiques peu documentés, particulièrement en travail social, l'objectif principal était d'ordre exploratoire. En ce sens, je souhaitais surtout dégager une vision large de ce que l'action collective représente et surtout de comment elle prend forme pour ceux qui y prennent part. Pour des raisons de faisabilité, il n'était pas indiqué de contacter directement des

groupes ou des collectifs, rappelons que les groupes tendent à avoir un minimum de structure et refusent généralement d'adopter un discours unitaire ou représentatif, mais surtout, car j'estime que ces réalités se documentent principalement à travers l'expérience concrète qu'une entité constituée ne pourra jamais vraiment rendre. Ainsi, il semblait que cette première incursion devait se faire auprès des militantes et militants ayant pris part à des actions qui s'inscrivent dans ce que nous identifions comme la marge du mouvement d'action collective institutionnalisée. C'est donc autour de leurs expériences que s'articulera ce mémoire.

Dans cette perspective, ce mémoire présente en premier lieu une section sur la problématique qui portera sur l'action collective en travail social. Nous aborderons son histoire, les enjeux de son financement et l'ancrage théorique de cette pratique, afin d'en faire ressortir les principaux discours structurants. Ce qui nous permettra par la suite de mettre en lumière certains des discours émergents sur les pratiques d'action collective en travail social. Nous terminerons cette section avec notre question et nos objectifs de recherche. En second lieu, nous vous présenterons le cadre théorique qui s'inscrit dans une perspective post-structurelle à travers différents concepts relatifs à l'agir ensemble sélectionnés pour approfondir notre réflexion. Dans le troisième chapitre, nous aborderons les aspects méthodologiques et éthiques de cette recherche. Finalement, c'est à travers les expériences d'action collective des personnes engagées dans les groupes autonomes antiautoritaires que nous avons choisi d'explorer les discours émergents et leurs éventuelles implications pour le travail social. Ainsi, les chapitres quatre et cinq présentent les résultats obtenus à partir de sept entrevues qualitatives réalisées auprès de personnes impliquées dans des groupes autonomes antiautoritaires et l'analyse de ceux-ci à la lumière de notre cadre théorique. En conclusion, des pistes de réflexion sur les apports possibles pour les pratiques d'action collective en travail social seront soulevées.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE

Au Québec et ailleurs, plusieurs s'accordent pour parler d'un déclin de l'organisation communautaire et de l'action collective dans le domaine du travail social, déclin qui aurait débuté dans les années 80. (Shragge, 2006 ; Hanley, 2010 ; Duval et al., 2011 ; Healy, 2003)

Since the 1980s, academics have been lamenting the demise of community organizing, especially class-based neighbourhood organizing. According to some, the late 1960s and early 1970s were the height of neighbourhood organizing, and it has been declining (or at least changing to be less of a challenge to status quo) ever since. (Hanley, 2009, p.296)

Ce déclin prend plusieurs formes, principalement celle d'une désaffectation des espaces traditionnels d'engagement et de mobilisation. Esther Fillion (2005) avance que tout en étant une des pierres d'assises de l'action communautaire autonome, la participation démocratique est menacée par la professionnalisation et la perte d'autonomie des groupes. Elle souligne ainsi les enjeux spécifiques à la participation des membres aux processus démocratiques, enjeux qui peuvent à la fois être perçus comme une manifestation des problèmes de mobilisation en action collective ou bien comme une résultante de ceux-ci. Par ailleurs, d'autres auteurs et auteures traitent davantage des difficultés de mobilisation, c'est-à-dire de recrutement dans les organismes qui mettent de l'avant un modèle d'action collective plus conflictuel. (Shragge, 2006 ; Hanley, 2009 ; Duval et al., 2011) En ce sens, illes parlent de la transformation du rôle de l'organisateur ou organisatrice communautaire et du contexte de pratique. « En milieu institutionnel comme en milieu communautaire, la tendance à devenir gestionnaires de programmes plutôt que mobilisateurs de citoyens serait bien réelle. » (Duval et al., 2011, p.28) Ce qui aurait des impacts importants sur



les pratiques, notamment sur la place des personnes concernées dans le processus d'action collective.

« Il s'agit là d'un constat effectué à maintes reprises lors de nos discussions, à savoir que ce sont les intervenants plutôt que les personnes elles-mêmes qui prennent la parole. » (*Ibid*, p.30)

Ainsi, le milieu communautaire, incluant les organismes ayant un mandat d'action collective, aurait vu son rôle transformé, se centrant davantage vers la dispensation de services, qu'on associe parfois « à une consolidation de la sous-traitance néolibérale ». (Gagnon et Rioux, 1998, p.107) En effet, plusieurs auteurs et auteures associent ces difficultés à l'émergence du néolibéralisme et au démantèlement progressif de l'État providence qu'il entraîne. La collaboration avec l'État qui en résulte favoriserait des pratiques qui reposent sur des stratégies consensuelles et conduirait à terme à une dépolitisation et une démobilisation du mouvement. (Shragge et Krusynski, 1999)

Parallèlement à ces discours, on retrouve aussi dans la littérature différents textes proposant que le début du 21<sup>e</sup> siècle est porteur de ferments nouveaux. (Sarasin et al., 2012 ; Lambert-Pilotte et al., 2007 ; Dupuis-Déri, 2008 ; Lamoureux, 2008) D'importantes mobilisations et de nouveaux groupes s'organiseraient en opposition à la mondialisation néolibérale, mais aussi autour d'enjeux divers.

Il est généralement admis que les pays occidentaux connaissent en leur sein une désaffection citoyenne sans précédent. Si le faible taux de participation électorale témoigne du désabusement actuel face à la politique des partis, on note également une diminution de l'implication dans certains milieux associatifs comme le mouvement syndical ou les groupes communautaires. Pourtant, les initiatives militantes qui prennent forme à l'extérieur des voies de participation institutionnalisées se multiplient. (Sarasin et al., 2012, p.141)

On situe généralement l'émergence de ce renouveau à la fin des années 1990, pour certains et certaines, elle serait reliée au mouvement zapatiste au Mexique (Aubenas et Benasayag, 2002), alors que pour d'autres, l'évènement déclencheur serait les mobilisations ayant eu lieu à Seattle contre l'organisation du commerce mondial.

(Lamoureux, 2008) Le Québec n'y fait pas exception, le sommet des Amériques en 2001 en serait la figure emblématique, voire le catalyseur. Ces groupes ou collectifs s'organisent en marge des courants plus institutionnalisés et adoptent des formes plus fluides, moins centralisées et très souvent non hiérarchiques. (Sarasin et al., 2012, Lambert-Pilotte et al., 2007) Leurs revendications portent sur une :

[...]diversité d'enjeux dont les droits des immigrant-e-s, des réfugié-e-s, des gaies, lesbiennes et queer, la guerre, la colonisation, l'environnement, l'embourgeoisement, la culture, le sexisme, la malbouffe, la répression policière, le contrôle de l'État, la désinformation des médias, le pouvoir démesuré des groupes économiques ici et ailleurs dans le monde. (Lambert-Pilotte et al., 2007, p.1)

Les formes de mobilisation qui en découlent sont multiples, néanmoins la littérature rapporte que beaucoup d'entre elles rompent avec les modes traditionnels d'engagement. (Quéniart et Jacques, 2002 ; Dubé, 2007 ; Sarasin et al., 2012, Lambert-Pilotte et al., 2007) D'aucuns et d'aucunes parlent même de cette rupture comme l'une des principales caractéristiques de cette nouvelle radicalité.

Ce faisant, elles constituent un nouveau «champ militant» dont la radicalité se mesure à son degré de différenciation et d'autonomisation par rapport aux espaces d'engagement plus traditionnels. (Sarasin et al., 2012, p.141)

La question entourant le nom ainsi que les caractéristiques pouvant qualifier ce nouveau « champ militant » demeure problématique, elle est attribuable à la « nature » même de ces groupes qui refusent les étiquettes réduisant et simplifiant la diversité et la complexité du mouvement.

À ce stade du travail, nous adopterons, par souci de clarté, le terme de groupes autonomes antiautoritaires, bien que nous soyons conscients qu'il ne fait pas l'unanimité et qu'il soit contestable. Dans les lignes qui suivent, nous vous présenterons les caractéristiques que nous associons à ce vocable. Notons, néanmoins, qu'elles sont non-exclusives et qu'elles ne prétendent pas être représentatives de

l'ensemble du mouvement. Elles serviront à tout le moins à constituer un ensemble auquel nous pourrions nous référer. En effet, s'il ne s'agit pas d'un mouvement homogène pouvant être réuni sous un même terme, l'autonomie est présentée chez plusieurs auteurs et auteurs comme une particularité largement partagée. (Sarasin et al., 2012 ; Lambert-Pilotte et al, 2007 ; Dupuis-Déri, 2008 ; Lamoureux, 2008 ; Aubenas et Benasayag, 2002) Ces groupes s'opposent à toutes formes de domination et de discrimination, en ce sens, ils rejettent formellement le capitalisme, l'impérialisme, le patriarcat et les institutions, envers lesquels ils adoptent ouvertement une attitude de confrontation. Leurs modes organisationnels sont fluides, décentralisés, non hiérarchiques, souvent informels et une vaste partie d'entre eux se regroupent sur une base affinitaire. (Sarasin et al., 2012 ; Lambert-Pilotte et al., 2007 ; Dupuis-Déri, 2008 ; Delisle-L'heureux, 2008) Leurs luttes prennent forme à travers l'expérimentation de différents types d'actions, principalement l'action directe et la préfiguration.

Composée majoritairement de « jeunes », une frange de ce mouvement, tente de développer des alternatives libertaires autogestionnaires qui leur permettent de préfigurer, dans l'ici et le maintenant, la société à laquelle ils aspirent. (Lambert-Pilotte et al., 2007, p.2)

Finalement, plusieurs groupes autonomes antiautoritaires supporteront les luttes des mouvements sociaux, cependant illes se distancieront de ces éléments réformateurs, réaffirmant cette volonté de rupture avec les modes traditionnels d'engagement et ses formes institutionnalisées.

Tout aussi intéressants que puissent être ces nouveaux mouvements, ils ne semblent pas ou peu pénétrer les discours et les pratiques en travail social. En effet, les enjeux entourant l'action collective et l'organisation communautaire en travail social demeurent et sont généralement pensés dans les mêmes termes, que sont les transformations du contexte de pratique en raison de l'essor de l'idéologie néolibérale et du déclin de l'État providence. En effet, un pan important des publications rapporte

encore des difficultés au niveau de la participation et de la mobilisation des personnes concernées, faits qui sont aussi soutenus par plusieurs acteurs et actrices du milieu. Comme en témoigne ce numéro de la revue *Nouvelles Pratiques Sociales* s'intitulant *Intervenir pour favoriser l'agir ensemble*<sup>3</sup>, dans lequel un groupe de formateurs et formatrices spécialisé-e-s dans l'intervention auprès des communautés dirigé par Michelle Duval se sont réunis afin d'avoir une réflexion collective sur cette pratique et les enjeux qui en découlent. En effet, l'article fait référence à différentes difficultés que le groupe associe à la mutation du contexte de la pratique de l'action collective, dont

[...] la difficulté d'abord à définir qui sont ces premiers concernés et aussi quelles activités peuvent être considérées comme des actions collectives, difficulté enfin à cerner le sens des interventions et leur finalité, au sein d'équipes souvent démunies lorsque vient le temps de mobiliser et susciter la participation des personnes concernées. (Duval et al., 2011, p.28)

Au regard de cette situation, nous aimerions nous intéresser davantage aux pratiques d'action collective en travail social et aux discours utilisés pour expliquer les enjeux qui les traversent, notamment ce que l'on pourrait nommer la « panne » de l'engagement. Nous croyons que les discours dominants utilisés pour expliquer cet état de fait occultent d'autres discours, notamment les discours situés à la marge ou ceux qui ne s'inscrivent pas formellement dans le champ du travail social. Ainsi, nous nous proposons de questionner certaines mobilisations extérieures, plus spécifiquement celles des groupes autonomes antiautoritaires afin d'en relever les discours et les pratiques. En effet, en interrogeant les rapports qu'elles entretiennent avec les discours dominants et leurs propres pratiques et en les analysant à l'aune des perspectives post-structurelles, nous souhaitons dégager certaines pistes de réflexion pour repenser les pratiques d'action collective en travail social.

---

<sup>2</sup> Duval, Michelle, Esther Filion et Pierre Fournier. 2011. «Intervenir pour favoriser l'agir ensemble». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 23, no 2, p. 26-46.

Dans ce chapitre, nous souhaitons approfondir cette réflexion. Dans un premier temps, nous tenterons de définir et situer brièvement l'action collective en travail social. Par la suite, nous présenterons ce qui représente, selon nous, trois discours structurants de l'action collective en travail social, c'est-à-dire l'histoire, financement et la théorie. Nous poursuivrons avec les discours émergents, qui nous permettront finalement de formuler notre question de recherche.

### 1.1 L'action collective en travail social une méthodologie, une pratique ou autre chose?

L'action collective fait partie des pratiques d'intervention en travail social depuis les débuts de sa professionnalisation. Les approches et méthodes mises de l'avant ont varié et se sont transformées à travers les époques. Il n'en demeure pas moins que l'intervention auprès des communautés, comme le volet d'action collective qu'elle comporte, est considérée comme l'une des trois méthodologies d'intervention en travail social. Son enseignement fait aujourd'hui partie du cursus régulier des collèges et universités québécoises. Au Québec, il existe aujourd'hui une définition qui fait largement consensus dans les établissements d'enseignement et les milieux de pratique. Ainsi, le RQIIAC (Regroupement québécois des intervenants en action communautaire en CSSS) propose la définition suivante de l'organisation communautaire:

Une intervention de soutien professionnel et d'influence dans une communauté donnée qu'elle soit territoriale, d'identité ou d'intérêt; s'adressant prioritairement aux communautés affectées par les inégalités, la dépendance, la marginalité, l'exclusion et l'appauvrissement, dans une perspective de justice; pratiquée en soutien au processus planifié d'action communautaire par lequel la communauté identifie ses besoins mobilise ses ressources et développe une

action pour y répondre; orientée vers le changement social par le renforcement de l'autonomie de la communauté, de la solidarité de ses membres et de leur participation sociale dans le cadre de pratiques démocratiques. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011, p. XIII)

Cependant, il est intéressant de noter qu'un survol des écrits (Bourque et Lachapelle, 2010; Bourque et al., 2007; Lavoie et Panet-Raymond, 2011) à ce sujet permet de constater des changements à propos des nomenclatures et des définitions qui semblent avoir évolué parallèlement au courant de professionnalisation que connaît le travail social et plus spécifiquement l'organisation communautaire. Selon Bourque et Lachapelle, il est toutefois important de noter que l'organisation communautaire en tant que pratique se distingue de son objet, soit l'action communautaire ou action collective.

L'action communautaire est donc synonyme d'action collective et citoyenne, alors que l'organisation communautaire est une forme d'intervention professionnelle qui vise à agir sur l'action communautaire à différents niveaux (démarrage, stimulation, soutien, structuration, évaluation, etc.). L'action communautaire existe donc en elle-même indépendamment de l'organisation communautaire, mais elle gagne à être soutenue par l'expertise et les ressources de cette pratique professionnelle. (Bourque et Lachapelle, 2010, p.9)

Ainsi, il existe des liens étroits entre l'organisation communautaire et l'action collective sans qu'ils ne soient des synonymes. Bien que la pratique de l'organisation communautaire soit très présente au sein des organismes communautaires, l'usage de ce terme fait principalement écho à sa pratique dans le milieu institutionnel, plus spécifiquement dans les CSSS (Centre de santé et de services sociaux). C'est pourquoi dans le cadre de ce travail nous utiliserons principalement le terme pratique d'action collective en travail social afin d'englober les différentes nomenclatures. En ce sens, nous souhaitons faire référence aux différentes pratiques professionnelles d'intervention qui misent sur « l'action collective et la participation comme vecteur de changement social ». (Bourque et Lachapelle, 2010, p.8)

Pour la suite de ce travail, il semble néanmoins important de signaler une certaine difficulté à trouver une définition de la pratique d'action collective spécifique au travail social qui soit dépourvue d'ambiguïtés. On observe en fait un manque de consistance, certains auteurs et auteures utilisant indistinctement différents termes faisant référence à une méthode, à un objet ou une pratique. Les termes d'action collective, d'organisation communautaire, d'action communautaire et d'intervention auprès des communautés ayant des définitions propres, mais étant souvent utilisés de façon interchangeable. En fait, il semble que dans bien des cas, c'est le contexte dans lequel on fera usage de ce terme qui permettra de déterminer plus clairement ce qui est entendu.

## 1.2 Les discours structurants

Au cours de nos recherches, nous avons identifié ce qui nous semble être des discours structurants dans le domaine de l'action collective en travail social. Nous en présentons trois ici, mais tenons à préciser qu'il en existe possiblement d'autres, et que ceux-ci peuvent changer et être nommés différemment en fonction d'autres discours, mais aussi du contexte. Il s'agit de discours qui sont liés à l'histoire de l'action collective au Québec, à son financement et aux modèles théoriques qui sont utilisés avant et dans l'action. Selon nous, ces discours sont structurants puisqu'ils sont majoritairement diffusés et utilisés dans les milieux académique et de pratique, mais aussi très rarement questionnés et remis en cause.

Ainsi, nous tenons à marquer une certaine distance par rapport à ces récits sur les pratiques d'action collective en travail social au Québec. En effet, comme dans bien des cas, nous pensons que l'histoire mais aussi de nombreuses disciplines telles que les sciences économiques et politiques dépeignent des visions partielles et partiales

des évènements. En ce sens, nous croyons que certaines caractéristiques de la production des discours sur les pratiques d'action collective en travail social permettent cette remise en question. D'emblée, il existe peu d'auteurs et auteures qui ont écrit sur ce sujet. En fait, il existe, dans le milieu francophone québécois, trois principaux ouvrages de référence qui très sont majoritairement utilisés dans le milieu universitaire (qui ont fait l'objet de quelques rééditions)<sup>4</sup>. Les sources documentaires utilisées sont peu nombreuses et l'histoire est souvent racontée à la manière d'une histoire orale. Ceci peut s'expliquer par le fait que les auteurs et auteures ont souvent pris part à cette histoire. De plus, la chronologie choisie par les auteurs et auteures semble organisée autour de la professionnalisation du travail social. De fait, certains évènements sont mis de côté, alors que ce qui est spécifique au travail social est magnifié et dans certains cas on a l'impression que l'association est un peu forcée. En effet, on la présente comme prenant racine dans le mouvement des *Settlement house*, puis elle reprend avec les années soixante, n'abordant que très rapidement les mobilisations ayant eu lieu entre les deux. Ainsi sans rejeter cette histoire, nous l'abordons comme un discours sur ce qu'est et devrait être le travail social. À l'instar de Karen Healy, nous croyons que son étude pourra nous permettre de mieux comprendre les pratiques actuelles.

« By situating social work practices within their historical context, poststructural theories demand analysis of the relevance of activist practice goals to contemporary practice settings. » (Healy, 2003, p.123)

Il en va de même du financement, qui peut être considéré comme un élément constitutif du discours historique. En effet, il est intrinsèquement lié au récit

---

<sup>3</sup> Lavoie, Jocelyne et Jean Panet-Raymond. 2011. *La pratique de l'action communautaire*, 3e éd. Québec: Presses de l'Université du Québec, xx, 416 p.

Bourque, Denis, et al. 2007. *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 556 p.

Bourque, Denis, et René Lachapelle. 2010. *L'organisation communautaire en CSSS : service public, participation et citoyenneté*. Coll. «Collection Initiatives». Québec: Presses de l'Université du Québec, 165 p.



historique sur le développement des pratiques d'action collective en travail social et il est invoqué massivement depuis le début des années quatre-vingt, période identifiée comme le début du déclin des pratiques d'action collective en travail social. Par ailleurs, le discours théorique apparaît quant à lui plus implicite, mais tout aussi lié à celui de l'histoire. En somme, il ne s'agit pas de prétendre que ces discours sont faux ou mensongers, mais bien qu'ils représentent une vision ou pour paraphraser Karen Healy (2003) une *des* vérités sur les pratiques de l'action collective en travail social.

### 1.2.1 L'histoire

Ainsi, afin de bien saisir l'état actuel des pratiques d'action collective en travail social, nous croyons qu'il est nécessaire de faire un bref retour sur l'histoire de ce champ de pratique du travail social. Néanmoins, nous sommes conscients qu'il s'agit d'une histoire complexe, impliquant de nombreux acteurs et actrices et que l'histoire en elle-même constitue un discours qui en exclut souvent d'autres, c'est davantage pour la présenter en tant que tel et en comprendre ses effets que nous l'abordons ici. En effet, puisque c'est au regard de cette histoire que plusieurs acteurs et actrices, praticiens et praticiennes et chercheurs et chercheuses se basent pour faire un état des lieux.

Le contexte dans lequel s'exerce cette pratique, tant en milieu institutionnel que communautaire, s'est considérablement modifié depuis 50 ans. Les auteurs sont nombreux à s'être penchés sur ces transformations et à avoir examiné leurs incidences sur la pratique. (Duval et al., 2011, p.28)

De façon générale, l'histoire des pratiques d'action collective en travail social au Québec est présentée comme débutant dans les années soixante dans la mouvance de la Révolution tranquille et se subdivisant en quatre grandes étapes qui coïncident tout compte fait aux quatre décennies qui ont suivi. Jocelyne Lavoie et Jean Panet-Raymond (2011) précisent que les racines des pratiques d'action collective en travail

social remontent aux années 1880-1910 avec le «mouvement des résidences sociales» (*Settlements Houses*). Bien qu'au Québec ces pratiques furent marginales et concentrées dans les milieux anglophones, elles eurent des échos dans la création de différents groupes laïques ainsi qu'au sein des organisations populaires, syndicales et coopératives.

Néanmoins, ce sont les années soixante qui sont associées à l'émergence des pratiques d'action collective en travail social au Québec et cette période est souvent identifiée comme celle de l'animation sociale. Sous l'impulsion de la Révolution tranquille de nombreux changements touchant les structures et les modes d'intervention de l'État, conduisent à des transformations majeures dans la façon dont on perçoit et intervient face aux problèmes sociaux. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011) Bien entendu, il est possible de faire des rapprochements entre les facteurs qui ont rendu possible la Révolution tranquille et le développement de mobilisations qui ont conduit à :

[...]l'émergence du mouvement communautaire actuel, dont le projet initial est largement inspiré par l'idéologie de la participation citoyenne, qui promeut l'affirmation du pouvoir et de la responsabilité citoyenne comme complément à l'action de l'État et des autres acteurs sociopolitiques. Cette idéologie sera portée principalement par l'approche de l'animation sociale [...] (Lavoie et Panet-Raymond, 2011, p.17)

Ainsi, l'animation sociale au Québec prendra principalement la forme de comités de citoyens et citoyennes à travers lesquels illes se mobiliseront afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les revendications s'étendent des activités de loisir pour les jeunes, à la gestion collective de services, tels que des cliniques juridiques ou de santé, jusqu'à la contestation de fermeture de localités en milieu rural. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011) Si les différentes expériences d'animation sociale portent des fruits et contribuent à la création de services pour les citoyennes et citoyens, la littérature rapporte que plusieurs des participants et participantes considèrent qu'« ils ont peu de prise réelle sur les programmes et les politiques qui les concernent » et leur

participation sert surtout à légitimer les initiatives du gouvernement. (Mayer cité dans Lavoie et Panet-Raymond, 2011, p.21) Pour certains et certaines, l'animation sociale et les groupes de citoyens et citoyennes ne sont pas suffisamment radicaux et donnent plutôt dans les activités récréatives. De plus, certaines critiques soutiennent que ces pratiques découlent davantage d'innovations en terme de pratiques d'intervention, plutôt que de la mobilisation des personnes concernées, qui seraient elles, à la remorque des animateurs sociaux et des animatrices sociales. Soulevant une idée, qui reviendra souvent par la suite, qui veut que la professionnalisation soit un des enjeux importants en ce qui a trait à la participation. En somme, les comités de citoyens et citoyennes n'auront pas le succès escompté et dès la fin des années soixante, on tentera de développer de nouvelles formes d'action qui donneront le ton à la décennie suivante.

Ainsi, dans le contexte d'un climat politique en effervescence (élection du Parti Québécois, crise d'octobre, forte présence des syndicats) l'animation sociale cèdera la place dans les années soixante-dix, à ce que l'on nommera les groupes populaires. Deux tendances se distinguent alors, une première qui visera à assurer des services par une prise en charge par les personnes concernées et une autre qui s'inscrit explicitement dans l'action politique. D'ailleurs, cette période sera fortement marquée par la pensée marxiste et de nombreux groupes revendiqueront des changements sociaux majeurs. (Bourque et Lachapelle; 2010, Shragge, 2006; Lavoie et Panet-Raymond, 2011) Il est à retenir que le début des années soixante-dix est reconnu comme la période de consolidation de l'État providence. Ainsi l'État sera un interlocuteur et un acteur important par rapport à l'évolution des pratiques d'action collective en travail social, notamment, avec la création des CLSC (centre locaux de services communautaires) qui comprendront un volet d'organisation communautaire dès leur mise sur pied. Ces réformes gouvernementales sont perçues comme ayant à la fois une incidence sur la place de l'organisation communautaire dans le milieu

institutionnel, mais aussi dans les organismes communautaires puisqu'elles ont un impact sur leur rapport à l'État. (Bourque et Lachapelle, 2010)

Dans ces années, on voit aussi apparaître les CLSC : pour la première fois le titre d'emploi *organisateur communautaire* est reconnu dans la convention collective d'employés du secteur public. (Duperré, 2007, p. 201)

Ce qui pave ainsi la voie à sa professionnalisation. Pour plusieurs, il s'agit d'une institutionnalisation de l'organisation communautaire, qui conjuguée aux interventions de l'État dans de nombreux secteurs lui permettront d'apaiser le climat social tout en éliminant le caractère politique des groupes populaires. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011) Bien que cette implication de l'État ne réjouisse pas tout le monde, notamment les plus radicaux, ce dernier, dans une perspective d'universalisation rend accessible toute une gamme de services de première ligne (santé, services sociaux, juridiques...)

Néanmoins, cette prise en charge directe par l'État des services sociaux sera freinée par la crise économique de 1982 qui marquera fortement l'évolution de l'organisation communautaire dans la décennie suivante. Cette période est associée à la montée du néolibéralisme et conséquemment à une révision à la baisse du rôle interventionniste de l'État. Ce qui ne sera pas sans influencer l'organisation communautaire. Premièrement parce que le financement des groupes et organisations deviendra un enjeu de taille, alors que les besoins sont en constante augmentation.

L'accroissement des besoins sociaux intensifie la pression sur les groupes communautaires qui sont confrontés à une augmentation de la demande, alors qu'ils connaissent déjà d'importantes difficultés de financement. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011, p.36)

Ensuite, parce que le partenariat et la concertation avec l'État, introduits par ces nécessités économiques, deviendront une avenue incontournable.

Motivés par des considérations économiques dramatisées par le diktat du déficit des finances publiques, les politiciens et les technocrates vont élaborer un nouveau discours tout orienté vers la concertation et le partenariat, la prise en charge par le milieu, le recours au communautaire et le bénévolat. (*Ibid*, p.36-37)

Par ailleurs, si ces modifications ont des répercussions importantes, la décennie 80 sera aussi marquée par des nouveautés et des innovations. Ainsi, le milieu communautaire développera de nombreuses initiatives de type économique, permettant le développement de l'économie sociale. Par ailleurs, dans les groupes issus de la communauté, la conjoncture favorisera la création de services sur une base identitaire plutôt que territoriale, comme en témoigne la création de nombreux groupes de femmes, de maisons des jeunes et de services pour les personnes immigrantes. (Shragge, 2006; Lavoie et Panet-Raymond, 2011) Alors que de façon plus générale, on assistera à l'organisation des services en fonction de groupes désormais désignés comme des clientèles.

En continuité avec la décennie précédente, le Québec et le Canada poursuivront la lutte au déficit, ainsi que la réduction importante de leurs engagements dans le secteur des services sociaux, de l'assurance chômage, de l'aide sociale et de la santé. Les années 90 sont présentées comme celles qui parachèvent le contrat liant l'État et les organismes communautaires, qui se manifestera par une reconnaissance légale et financière des organismes communautaires. (Shragge, 2006; Lavoie et Panet-Raymond, 2011) Si dans certains cas, cela assure une plus grande stabilité aux organismes, le partenariat avec l'État ne fait toutefois pas l'unanimité et l'on réaffirme les enjeux reliés à l'autonomie et au respect de la mission de changement social.

Toutefois, ce nouveau discours suscite un certain scepticisme chez bon nombre de groupes. En effet, plusieurs chercheurs et intervenants militants et salariés soulèvent le fait que la coopération et la collaboration entre les organismes

communautaires et l'État se révèlent très souvent un exercice parsemé d'embûches et d'écueils difficiles à surmonter. (*Ibid*, p. 48 )

Difficultés qui s'avéreront plus marquées pour les organismes de défenses de droits et d'action collective qui ont traditionnellement recours à des pratiques de confrontation à l'État.

Malgré le peu de temps qui nous sépare de cette période, il semble possible d'affirmer que le début du siècle s'inscrit en continuité avec la décennie précédente. Ainsi, les pratiques de partenariat et de concertation avec l'État se poursuivent. En ce sens, l'adoption de la politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire (PSOC) fut perçue comme un gain important pour les organismes communautaires, incluant les organismes ayant des visées de transformation sociale. Néanmoins, son application semble aussi avoir fait ressortir des difficultés importantes quant au financement. (Lavoie et Panet-Raymond, 2011) De plus, si les enjeux autour du financement étatique demeurent, la montée en importance du financement venu du secteur privé en ajoutera de supplémentaires, et l'introduction d'une logique marchande dans le domaine communautaire apportera son lot de débats. Par ailleurs, les années 2000 seraient marquées par un retour de l'intérêt envers la participation citoyenne, « notamment dans la perspective de développement local, mais aussi beaucoup dans les grands mouvements sociaux [...] ». (*Ibid*, p.61-62) En somme, les conclusions par rapport à l'évolution de l'organisation communautaire et parallèlement des pratiques d'action collective en travail social sont variées. Certains considèrent le modèle québécois comme une référence, alors que d'autres y perçoivent une instrumentalisation du communautaire, allant jusqu'à parler de soustraction bon marché. (Shragge, 2006) Néanmoins, la littérature en travail social semble véhiculer l'idée qu'il s'agit d'un domaine qui connaît de grandes transformations et que parmi celles-ci, le partenariat avec l'état représente à tout le moins un défi majeur.

Si la contribution de l'action communautaire a plus de visibilité et de reconnaissance formelle, il demeure par contre que la réalité économique et les marges de manœuvre pour des initiatives citoyennes sont toujours difficiles. (*Ibid*, p.63)

### 1.2.2 Le financement

Cet examen historique du développement des formes de l'action collective et du rapport entretenu avec l'État permet d'identifier cette relation comme une des causes principales des difficultés rencontrées. Cette relation avec l'État, particulièrement au niveau du financement, est également décrite comme un carcan qui détermine les possibilités de renouvellement des pratiques. Discursivement, cette crise du financement, causée par l'influence grandissante de politiques de type néolibéral et jumelée à des transformations importantes de l'organisation communautaire, l'amène à délaisser son mandat d'action sociale.

En effet, si les enjeux liés aux financements touchent tous les organismes, ceux qui mettent de l'avant des actions collectives le sont davantage, car leur mission même est remise en question.

Les organes qui fournissent du financement n'aiment pas appuyer des projets et des initiatives qui sont étiquetés « politiques », qui s'en prennent ouvertement au statu quo en mobilisant directement les gens. (Shragge, 2006, p.27)

Ainsi, les pratiques d'action collective, qui reposent sur la mobilisation et la participation des personnes concernées, seraient grandement affectées par ces transformations.

De cette perte d'autonomie découle une perte de sens de l'action

communautaire, car elle limite une action sociale plus englobante et préconise un allègement au quotidien de la misère des personnes, mais sans en chercher les causes. C'est dans ce même contexte que des travailleurs et des travailleuses d'organismes communautaires déplorent la difficulté de se consacrer à l'éducation populaire ou aux activités de mobilisation. (Dépelteau et al., 2013, p.33-34)

En somme, ces propos viennent appuyer la prémisse voulant que le discours principal sur les enjeux de participation en action collective et plus largement en organisation communautaire, relève de la mutation du contexte de l'organisation communautaire qui est étroitement liée à son financement. Ce sont d'ailleurs les conclusions de l'IRIS (Institut de recherche et d'informations socio-économique) présentées dans un récent rapport sur le financement et l'évolution des pratiques au sein des organismes communautaires.

Ce secteur (organisation communautaire) s'est développé pour venir en aide aux laissés-e-s pour compte de la société et pour consolider les communautés dans une perspective de changement social. Or, cette mission « globale » à laquelle ont adhéré les milieux communautaires est largement incompatible avec une logique marchande. C'est pourtant cette dynamique qui caractérise la nouvelle gouvernance entrepreneuriale implantée dans la sphère publique et qui ruisselle désormais jusque dans les milieux communautaires. (*Ibid*, p.36)

### 1.2.3 La théorie

Fait intéressant, il semble que le discours lié aux théories de l'action collective en travail social est quant à lui plus implicite, du moins en ce qui a trait à l'ancrage théorique des pratiques d'action collective, et ne fait pas l'objet d'une attention particulière comme c'est le cas pour l'histoire et le financement. Comeau (2007) reconnaît qu'un travail de synthèse et d'explicitation des théories de l'action collective a été entrepris, mais qu'il n'est pas en voie d'être achevé.



En ce qui a trait à l'intervention sociopolitique, la principale avancée se situe sur le plan théorique avec des tentatives de synthèse des théories de l'action collective (Filieule, 1993 ; Neveu, 1996 ; Buechler, 2000 ; Farro, 2000 ; Cefai et Trom, 2001). Cet effort de synthèse résulte d'une ouverture chez les théoriciens permettant de considérer à leur juste valeur les apports des différentes théories et de tenter de combler les insuffisances de chacune. [...]. Si l'on assiste à cette diffusion des théories et à ces échanges à partir du milieu des années 1990, on semble encore loin de l'émergence d'une grande synthèse. Qui plus est, la traduction de ces théories en principes d'intervention ne se situe qu'à l'état de projet, d'envergure de surcroît, et ce, pour plusieurs raisons. La documentation sur l'action sociopolitique se révèle abondante et éclatée, les luttes à considérer sont nombreuses et complexes, et la modélisation de l'intervention nécessite la prise en compte d'un nombre considérable d'expériences. (Bourque et al, 2007, p.99)

Il est toutefois assez aisé de démontrer qu'elles sont ancrées dans les idéaux des lumières et les théories critiques (Healy, 2003). En effet, il est possible de trouver dans différents ouvrages des informations sur les courants de pensée et les auteurs et auteures dont se réclament les modèles d'organisation communautaire. En ce qui a trait au modèle de l'action social, Martine Duperré (2007) suggèrent qu'il s'agit de :

Marx, Fourier, Bakunin et Habermas. [...] Janes Addams et ses alliés. [...] Alinsky et plus récemment [...] Boyte et Riessman, Burghardt, Cloward et Piven, Delgado, Fisher, Freire ainsi que Khan. (Duperré, 2007, p.204)

Néanmoins, les liens et l'articulation de la pratique aux éléments théoriques sont rarement explicités ou alors peu développés. Cet état de fait est d'ailleurs supporté par la littérature sur le sujet. « Les postulats théoriques qui supportent la pratique de l'organisation communautaire sont nombreux et ils ne sont pas toujours explicitement révélés ou expliqués. » (Duperré, 2007 p.203) De façon générale, on présente des modélisations ou des typologies qui décrivent les actions à entreprendre et le rôle qu'y joue l'organisateur ou l'organisatrice communautaire. Il s'agit en somme de guides pour l'action qui se rapprochent davantage d'une marche à suivre que d'une explication théorique. Ainsi, les apports de ces théories sont peu articulés et plusieurs

vont plutôt faire le parallèle avec les mouvements sociaux et les contextes socioculturels desquels ils découlent pour les décrire et les définir.

Cette pratique sociale, d'abord inspirée des mouvements sociaux et des *Settlement Houses* puis devenue aujourd'hui une profession, tire son fondement premier de l'affirmation selon laquelle les problèmes sociaux sont de nature collective et requièrent des solutions collectives. (Bourque, 2007, p.8)

Néanmoins, il est manifeste que les principes ou postulats de base qui guident les approches et les pratiques d'action collective s'inscrivent directement dans les théories ou approches critiques. À ce propos, on peut évoquer la prise en compte des structures dans l'analyse et la définition des problèmes sociaux, l'importance accordée à des pratiques égalitaires, la critique de l'individualisation des problèmes sociaux, etc. (Healy, 2003). Ainsi, bien que formellement inscrit dans le courant des théories critiques, le rapport développé au théorique n'est pas clairement présenté et rarement élaboré, et ce bien que certains postulats fondamentaux y soient explicitement liés, ce qui rappelle davantage une orthodoxie qu'un ensemble d'outils conceptuels. Cela rejoindrait le postulat développé par Karen Healy (2003) voulant que les théories post-structurelles mettent en lumière le fait que les théories critiques se présentent comme une vérité non questionnable. En ce sens, il semble possible que le silence entourant les assises théoriques des pratiques d'action collective soit en partie une manifestation de ce discours de vérité.

En somme, la présentation que font ces auteures et auteurs de l'histoire et de l'évolution de l'organisation communautaire, ainsi que de son financement et de son ancrage théorique nous permet de saisir les différents enjeux et défis qui sont aujourd'hui mis de l'avant pour faire état des pratiques d'action collective en travail social. Il en résulte ainsi un discours sur l'action collective et le travail social. Discours, dont l'examen, met en lumière certaines des dichotomies et des tensions à travers lesquelles se structurent les pratiques : professionnalisation et militantisme,

autonomie et rapport à l'état, personnes concernées et intervenant-e-s, et services et action politique, etc.

### 1.3 Discours émergents

Néanmoins, d'autres discours, bien qu'ils représentent une tendance plus marginale, tentent d'expliquer autrement ce phénomène et questionnent les modèles et les théories dans lesquels les pratiques d'action collective s'inscrivent actuellement. C'est le cas de Karen Healy (2003) avec son ouvrage *Social Work Practices, Contemporary Perspectives on Change*. L'auteure situe son travail dans une volonté de repenser le travail social et plus spécifiquement ce qu'elle appelle « the activist social work »<sup>5</sup> en lien avec les transformations que connaissent la société et l'État providence. Ainsi, selon elle, les difficultés relatives aux pratiques d'action collective en travail social et dont nous avons fait mention précédemment ne seraient pas principalement dues aux éléments structuraux, comme dans les explications proposées par une majorité d'auteurs et auteures, mais relèveraient des différents discours en présence.

« In short, the problem with modern understandings is that they give too much priority to individual action as the engine of change and too little attention to the power of discourses in shaping the social realities experiences. » (Healy, 2000, p.4)

Il s'agit donc de s'intéresser aux discours qui structurent les pratiques d'action collective et de tenter d'en comprendre les effets.

---

4. Elle associe ce concept aux pratiques de conscientisation et d'action collective. En français, il n'existe pas de traduction exacte, l'équivalent le plus juste serait l'action sociale. Cependant, nous croyons que dans le contexte québécois le terme d'action collective est une traduction plus convenable et surtout plus fréquemment utilisé en travail social.

Selon Healy (2003), de nombreuses difficultés inhérentes aux pratiques d'action collective en travail social sont le fait des théories critiques et des modèles qui en découlent. En fait, ce serait l'orthodoxie qu'elles entraînent qui serait en cause. « What is at issue is the status of critical social science concepts as 'articles of faith'; that is, as unspoken and unquestioned truths for guiding activism. » (*Ibid*, p.144) Ille démontre à l'aide d'une recherche-action qu'elle a effectuée auprès d'un groupe de jeunes mères comment la conception du pouvoir, de l'identité et du changement, ainsi que les façons de les aborder mises de l'avant par les théories critiques, en viennent à reproduire certaines formes d'oppression. À travers de nombreux exemples, Healy (2003) repense ces trois concepts et démontre les effets que les pratiques d'action collective peuvent avoir, ille rapporte notamment que le processus de conscientisation au sein du groupe a induit des rapports de surveillance et de discipline entre les participantes et les intervenantes, mais aussi entre les jeunes femmes elles-mêmes. De plus, ille expose que l'approche oppositionnelle a limité les possibilités d'action des participantes, tout en nuisant au développement d'une compréhension nuancée et complexe de la situation. Par ailleurs, Healy démontre que le caractère identitaire de la lutte a permis au groupe d'obtenir une certaine reconnaissance, mais a aussi eu pour effet de taire différentes expériences et identités chez les participantes.

Toutefois, Healy suggère que la pensée post-structurelle peut ébranler les vérités consacrées par les théories critiques. Corolairement, ille met en lumière les contradictions et oppressions portées par le discours relié aux théories critiques. De plus, ille considère que les théories post-structurelles, notamment le travail de Foucault et des féministes radicales postmodernes/post-structurelles peuvent aider à la reconstruction des pratiques émancipatoires. En adoptant un cadre d'analyse post-structurelle, ille permet la prise en compte de l'incertitude et de la complexité, ce qui nous apparaît comme nécessaire à un renouvellement des pratiques d'action collective en travail social.

« In its emphasis on the local and the contextual, critical poststructural theory can begin the reworking of critical practice theories by destabilizing the opposition between social totality, where the causes and solutions to social problems are assumed to be, and the localities where social work actually occurs. The destabilizing work can help social workers to extend and diversify what counts as social change and hence what qualifies as critical social work practices. » (*Ibid*, p.5)

D'autres auteures, telles que Jill Hanley (2009), contribuent à la réflexion apportée par Healy sur la dissonance entre les pratiques d'action collective et les théories critiques. Hanley (2009) critique le modèle de démocratie participative mis de l'avant dans les groupes communautaires qui, articulé à certains préjugés concernant la race et le genre, n'arrive pas à prendre en compte la diversité culturelle et reproduit au sein des groupes certaines formes d'oppressions.

« The broader picture is that politically progressive goals are not automatically accompanied by progressive process. A focus on an external/public political issue (e.g., housing) can obscure internal/personal political issues (e.g., racism and sexism). » (Hanley, 2009, p. 312)

Son analyse l'amène à conclure qu'un des principaux freins à la mobilisation était dû à la méconnaissance des intervenants et intervenantes et aux pratiques qui en découlaient, plutôt qu'à des causes extérieures ou aux spécificités des populations. Hanley (2009) associe cette méconnaissance au discours dominant qui est entretenu par la littérature sur l'organisation communautaire, qu'elle identifie comme provenant d'une forme d'organisation de « style Alinsky traditionnel ».

Esther Fillion (2005, 2011) se penche aussi sur les pratiques démocratiques, plus précisément celles qui ont cours dans les groupes d'alphabétisation populaire. L'auteure part du postulat que les pratiques démocratiques mises de l'avant correspondent à la culture des animateurs et animatrices et non à celle des participantes et participants, et que le manque de reconnaissance de cette réalité est productrice de domination. À ce propos, Fillion (2005, 2011) soulève un

questionnement intéressant quant aux explications données par les intervenantes et intervenants pour justifier les difficultés de participation :

Aussi plusieurs difficultés sont associées aux participants eux-mêmes : limites au niveau des capacités, manque d'intérêt, difficultés de compréhension, peur et manque de confiance. N'est-ce pas pourtant une contradiction fondamentale de justifier une faible participation démocratique par les particularités des participants justement visés par cette démocratie? (Filion, 2011, p.50)

Ces différents textes tendent à démontrer les limites des théories critiques à prendre en compte le caractère local et contextuel des situations et des milieux de pratique. Les idées défendues par ces trois auteures semblent supporter le postulat que nous souhaitons avancer dans ce travail afin de comprendre les difficultés de participation et de mobilisation en action collective en travail social. Ainsi, notre questionnement s'articule autour de la proposition qu'il existe une inadéquation (ou du moins des tensions) entre d'une part les théories et les modèles d'intervention et de l'autre le contexte dans lequel elles prennent forme, c'est-à-dire les réalités des participantes et participants. Les critiques apportées par les pensées post-structurelle et postmoderne viennent fortement ébranler les prémisses sur lesquelles se basent les théories critiques et plus largement l'idéal des Lumières. Ainsi, elles rendent visibles les discours à travers lesquels les pratiques d'action collective sont formées. (Rojek et al. cité dans Healy, 2000) En effet, Karen Healy (2000) insiste sur le fait que les approches post-structurelles peuvent permettre d'éviter ces écueils en rendant possible la pensée d'approches plus ouvertes.

« Yet, in unsettling the truth claims that have become an unspoken and unquestioned orthodoxy of critical social work practice theories, poststructural perspectives can contribute to more open ended approaches to practice in action and theory-building. » (Healy, 2000, p.63)

Dès lors, ce travail de recherche s'orientera davantage sur les apports des critiques post-structurelles au renouvellement des pratiques d'action collective en travail

social, au niveau la remise en question des discours/modèles dominants, mais principalement par rapport aux ouvertures qu'elles permettent. Il s'agit donc d'ouvrir un espace réflexif afin de questionner les discours qui en découlent et qui plus est, ouvrir la réflexion sur de « nouveaux » modes d'action qui pourraient engendrer de nouvelles possibilités. En ce sens, la critique des discours et modèles dominants, mais aussi de l'idée même d'un modèle figé et unique privilégiée par les groupes autonomes antiautoritaires, ainsi que le développement de pratique s'inscrivant dans une volonté de développement d'alternatives dans et pour « l'ici et maintenant » nous appert être des voies intéressantes.

Ne pas fixer une ligne, un dogme, ni une stratégie globale, permet, comme l'écrit Deleuze, de créer une « jurisprudence » : toute lutte qui réussit crée un nouveau possible, toute résistance crée de nouvelles possibilités d'émancipation et de vie, créant donc une jurisprudence au sens où cela devient faisable. (Benasayag et Del Rey, 2011, p. 47)

#### 1.4 Objectifs et question de la recherche

C'est donc un intérêt pour l'action collective qui est aux bases de ce mémoire et plus particulièrement une volonté de comprendre les difficultés de participation et de mobilisation qui y sont associées. De plus, cet intérêt est conjugué à une prise de distance par rapport aux discours structurants en travail social, ainsi qu'avec la pensée moderne. Néanmoins, plutôt que centrer nos réflexions sur ce qui ne fonctionne pas, nous souhaitons nous intéresser à des actions collectives concrètes. Nous croyons à l'instar d'Aubenas et Benasayag que « le monde se questionne depuis des expériences qui s'agencent avec lui, dans leurs réussites, leurs échecs, leurs tâtonnements. » (Aubenas et Benasayag, 2002, p.74) En effet, nos intérêts nous poussent à chercher des réponses ailleurs que dans les pratiques institutionnalisées d'action collective en travail social, qu'elles soient issues du milieu communautaire ou institutionnel. Ainsi,

nous choisissons de nous intéresser à des groupes ou des mobilisations qui sont en marge ou en rupture avec les modèles propres au travail social. En effet, car à travers l'idée de rupture qu'elles performent, notamment en rejetant l'institutionnalisation du rapport avec l'état et son financement, ainsi qu'en utilisant des modes organisationnels et des perspectives théoriques différentes, nous pensons que les pratiques et les actions menées par les groupes et collectifs autonomes antiautoritaires permettent de sortir de ces discours ou à tout le moins de se positionner différemment par rapport à ces derniers. Qui plus est, nous aimerions suggérer que les pratiques qui en découlent pourront ouvrir sur de nouvelles façons de penser l'agir ensemble.

Nous aimerions avancer l'idée qu'en interrogeant leurs pratiques et leur rapport avec les discours dominants en action collective, nous pourrions relever différentes pistes de réflexion qui pourraient contribuer à la remise en question des pratiques actuelles, ainsi qu'à un renouvellement des pratiques d'action collective en travail social. Ces différents questionnements nous ont conduits à formuler la question de recherche suivante : *Comment les personnes impliquées et/ou les membres des groupes appartenant aux groupes autonomes antiautoritaires définissent et appréhendent l'action collective et quel sens accordent-elles à leurs propres pratiques?*

Les objectifs de notre démarche seront dans un premier temps de recueillir les récits des personnes participant à des mobilisations ou faisant partie de groupes qui militent en marge des modes de participation institutionnalisés. Nous souhaitons donc nous intéresser à leurs pratiques, nous entendons par pratiques : leurs analyses, le sens qu'elles accordent à leur participation, leurs modes organisationnels, leurs formes de lutte, etc.

Nous voulons également dégager le sens qu'elles accordent à leurs expériences d'action collective en explorant leur rapport à leurs actions et à leurs pratiques, ainsi que comment elles situent leurs actions par rapport à celles du milieu institué.



Pour finalement, analyser leurs propos à la lumière des théories post-structurelles et en faire ressortir les implications pour les pratiques d'action collective en travail social.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE

Ce chapitre présente l'angle d'analyse qui a été adopté dans ce travail. Sur le plan conceptuel, nous souhaitons ancrer ce travail de recherche dans une perspective post-structurale. Ce choix s'explique, d'une part par le fait que les discours émergents présentés précédemment proposent certaines idées en opposition avec les modèles et théories critiques qui ne sont pas sans rappeler la pensée post-structurale. D'autre part, car les groupes autonomes antiautoritaires adoptent une attitude critique face aux modèles traditionnels d'action collective, pour leur préférer des modes plus fluides et décentralisés dont la pensée post-structurale semble plus à même de rendre compte. Dans un premier temps, nous établirons ce que nous entendons par perspective post-structurale. Par la suite, nous détaillerons les différents concepts que nous souhaitons utiliser pour appuyer notre analyse.

#### 2.1 Perspective post-structurale

Il n'est pas aisé de trouver une définition claire du poststructuralisme, les auteures et auteurs qui s'y risquent expliquent cette difficulté par le fait que « sa position transversale par rapport aux disciplines classiques la rend trop dispersée pour que ses contours puissent être facilement identifiés ». (Angermüller, 2007, p. 20) S'y ajoutent les principes mêmes qu'il met de l'avant : incertitude, fluidité, non-fixité des savoirs, etc. Qui plus est, pour quelques auteures et auteurs il est utilisé comme synonyme de postmodernisme, alors que d'autres insistent pour les distinguer.

« [...] the two concepts have separate entries to clarify the difference between them. [...]in regarding poststructuralism as primarily a theory of knowledge,

and postmodernism as primarily a theory of society, culture and history. » (Pilcher et Whelehan, 2004, p.110)

C'est pourquoi dans le cadre de ce mémoire, nous adopterons la vision de Sylvie Goupil (2013), qui parle pour sa part de la nébuleuse postmoderne, bien que nous lui préférerons l'usage de perspective post-structurelle. Nous croyons, en effet, que cette idée est plus à même de rendre compte de ces théories et de leur volonté d'aborder la connaissance comme quelque chose de fluide et de localisé, sans les dénaturer.

[...] la nébuleuse désigne un corps céleste dont les contours ne sont pas nets. Le terme renvoie à l'idée plus générale d'un amas diffus qui nous semble rejoindre les postmodernes. D'une part, les contours de la pensée de certains d'entre eux, comme Baudrillard, Deleuze ou Guattari, ne sont pas toujours nets. Les thématiques abordées par les postmodernes sont aussi souvent diffuses. [...] Mais ils forment bien un ensemble, même si chacun d'entre eux est pourtant distinct de l'autre autant par son style que par les thèmes abordés. (Goupil, 2013, p.405)

Ainsi, sans tenter de définir une grille rigide qui irait à l'encontre de « l'essence » de la perspective post-structurelle, nous centrerons notre attention sur certains thèmes, auteurs et auteurs appartenant à cette nébuleuse. Néanmoins, trois problèmes relatifs à la perspective post-structurelle, que sont la crise de la représentation, la critique de la pensée essentialiste et totalisante et le décentrement du sujet, présentés par Angermüller nous serviront de guide :

Le poststructuralisme [...] consisterait plutôt à théoriser quelques problèmes accompagnant l'avènement de la postmodernité, comme celui de la « crise de la représentation » (aux deux sens esthétique et politique), la critique de la pensée essentialiste et totalisante (ce que les Américains qualifient souvent de « moderniste ») ou encore le décentrement du sujet. (Angermüller, 2007, p. 19)

Dès lors, il est possible d'affirmer que la perspective post-structurelle rompt avec les grands métarécits mis de l'avant par la pensée moderne, conséquemment, nous adopterons un regard critique face à celle-ci et aux théories qui s'y rattachent. Ainsi, nous aborderons la question des pratiques d'action collective en travail social d'une

manière qui pourra nous permettre de questionner leurs assises théoriques. En effet, le rapport au savoir sera un élément important, il s'agit en fait d'une considération qui se retrouvera en filigrane de notre travail. Le rapport aux savoirs (connaissances, théories) est certainement une caractéristique importante de la « nébuleuse postmoderne », comme nous le rappelle Sylvie Goupil en évoquant cette volonté d'imputer « [...] au savoir un caractère éphémère et fragmentaire, voire localisé, celui-ci étant redevable de « l'espace-temps ». » (Goupil, 2013, p.408)

Par ailleurs, la question de la critique des réponses « essentialisantes » et totalisantes nous conduira à aborder les thèmes de la complexité, du contexte et de l'incertitude. Finalement, les concepts des territorialisation des luttes et de développement de puissance nous permettront d'aborder les questions relatives au sujet et au commun. Pour ce faire, nous nous appuierons principalement sur le travail de Miguel Benasayag et Angélique Del Rey (2011), Karen Healy (2000) et Marc-Henry Soulet (2003)<sup>6</sup>. En effet, ces trois auteurs s'inscrivent dans la perspective post-structurelle, Soulet (2003) se penchant davantage sur le travail social d'un point de vue plus large, alors que le travail des autres porte plus spécifiquement sur des thèmes liés aux pratiques d'action collective en travail social. Benasayag et Del Rey s'intéressent à l'engagement et le travail d'Healy porte directement sur les pratiques d'action collective en travail social.

« In contrast to the grand and utopian visions that have underpinned activist social work theories, poststructuralism denotes approaches to the social change that are anti-dogmatic, programatic, flexible and contextually sensitive and required activists to adopt a critically self-reflexive attitude towards the effects of their emancipatory ideals. » (Healy, 2000, p.4)

En somme, nous croyons que la perspective post-structurelle implique un rapport au monde et une éthique qu'il importe de réfléchir et qui pourrait contribuer au

---

<sup>5</sup> De plus, nous ferons ponctuellement appel à d'autres auteures et auteurs pour parfaire certains concepts et idées. Plus particulièrement, nous référons au travail d'Agamben, (1990); Bordeleau, (2014), Day (2005), Deleuze (1981), Maffesoli, (1988); Rancière, (1998), Raffanri i Orra, (2014)

renouveau des pratiques d'action collective en travail social. Les pages qui suivent présentent les concepts auxquels nous ferons appel pour entreprendre ses réflexions.

## 2.2 La recherche engagement

Nous emprunterons le concept d'engagement recherche à Miguel Benasayag et Angélique Del Rey (2011). Elles opposent l'engagement recherche à ce qu'elles nomment l'engagement transcendant, qu'elles associent à la pensée moderne. D'emblée, elles mettent de l'avant l'idée que chaque période (époque) est doublée d'un paradigme qu'elles définissent comme étant :

une source de compréhension du monde comme des modes d'agir qui s'expriment dans des formes de production et des formes esthétiques, des façons de désirer, des mythes et des croyances anthropologiquement structurants. Enfin, ce paradigme définit ce qu'est un agent, qu'est-ce qui agit, pourquoi et vers quoi. (Benasayag et Del Rey, 2011, p. 9)

Le paradigme de l'époque actuelle serait celui de la société des individus, où tout un chacun croit, qu'elle

[...] existerait en lui une sorte de noyau dur, transcendant les situations et les époques de sorte qu'il pourrait être « lui-même » dans d'autres situations, d'autres corps, avec d'autres parents, dans une autre époque... (*Ibid*, p. 10)

Selon Benasayag et Del Rey, cette société des individus serait en fait le mythe qui structure l'époque et conséquemment, le rapport à l'engagement des individus qui en font partie. Pour cette époque, le mode d'engagement qui en résulte est l'engagement transcendant. D'après eux, cette forme d'engagement est propre à la modernité et à l'idée du progrès qui s'y rattache. Le social y est sacralisé et l'action des militants et militantes n'est qu'un moyen au service d'une fin qu'est la réalisation de l'histoire. Benasayag et Del Rey (2011) considèrent que ce sont ces discours qui produisent la

désillusion et l'obscurité de l'époque actuelle. Les militantes et militants, nécessairement déçu-e-s par cette promesse d'un monde meilleur, sans souffrance, sans injustice, en viennent à perdre foi en *la lutte*, comme en toutes les luttes. Cette même sacralisation du social, en situant la possibilité de transformation dans les sphères politiques et sociales, fait perdre de vue ce qui produit de réels changements dans le monde.

Elle prétend que le changement s'ancre dans l'action politico-sociale, là où la grande majorité des changements a lieu de façon diffuse dans la multiplicité des domaines et des situations sociales particulières. (*Ibib*, p. 25)

Pour Benasayag et Del Rey (2011), les changements proviennent des situations concrètes et de sphères diverses, l'engagement devrait donc lui aussi y trouver sa source. Illes présentent un autre mode d'engagement, celui-ci immanent, qu'illes nomment l'engagement de type recherche. Ce dernier « se fonde sur l'idée d'une recherche empirique de « ce qui marche » plutôt que sur la croyance d'une société de fin de l'histoire » (*Ibib*, p. 28). Cette recherche se définira à travers l'action. Le mode d'engagement recherche se base quant à lui sur un paradigme complexe (cette notion sera présentée au point 2.4).

De plus, la recherche engagement implique l'usage d'un autre rapport au théorique, notamment à la relation entre pratique et théorie. Benasayag et Del Rey (2011) à l'instar des penseuses et penseurs de la mouvance post-structurelle, critiquent l'idée moderne que la connaissance doit précéder et diriger l'action.

Cette croyance bien ancrée dans notre culture (appelons cartésienne, pour aller vite, cette philosophie caractéristique de la modernité selon laquelle la connaissance est première sur l'agir, le détermine et le commande) : pour agir, il faudrait au préalable connaître rationnellement. En l'occurrence, si nous parvenions à savoir théoriquement comment le monde *doit être*, nous pourrions en déduire les stratégies à mettre en œuvre pour le faire advenir, pour le changer selon nos vœux. (*Ibid*, p.103)

Dans cette perspective, la théorie sert à guider l'action, c'est-à-dire déterminer les actions à poser. Cependant, nous estimons que la complexité vient rendre caduques ces velléités de prévision théorique. C'est pourquoi à la suite de Benasayag et Del Rey (2011), nous croyons qu'une autre compréhension du lien entre théorie et pratique est possible. Le moteur de l'agir étant immanent, donc précis à une situation, il ne peut être complètement prédéterminé par la théorie. Corolairement, dans l'engagement recherche, l'articulation entre théorie et pratique doit s'inscrire dans la situation immédiate, dans le contexte de l'action.

La recherche théorique constitue une dimension de plus, nécessaire mais non suffisante, à l'agir. Elle n'a de puissance que dans la mesure où elle constitue un élément de la boîte à outils, c'est-à-dire, dans et pour la situation concrète. (*Ibid*, p.34)

En ce sens, la connaissance se forme à travers l'expérience concrète. En effet, illes insistent « ce qui ordonne les situations doit être trouvé et ne peut être construit. » (*Ibid*, p.59) Pour les auteurs, la connaissance est une dimension de l'agir, ainsi elles interagissent, mais sont autonomes. « Théorie et pratique sont deux dimensions qui interagissent, se potentialisent mutuellement, tout en gardant en permanence leur autonomie. » (*Ibid*, p.104)

Plus spécifiquement en lien avec les pratiques d'action collective en travail social, Healy (2000) précise que les chercheurs et chercheuses poststructuralistes ont su démontrer les limites des théories critiques à expliquer et guider les pratiques, plus particulièrement celles des réponses globalisantes abordant la société comme tout. Selon ille, la perspective post-structurelle pourrait permettre une nouvelle façon d'entrevoir les liens entre théorie et pratiques.

« In this new position, theory is a tool, something that can be used to critique practice but also something practionners and service user scan speak with and against. [...], critical poststructural theory destabilizes the truth status of critical social science claims. » (Healy, 2000, p.123)

Qui plus est, Healy (2000) insiste sur le fait qu'en situant les théories et les voix des chercheurs et chercheuses dans leur contexte plutôt que de les aborder comme des discours universels, cela permettrait d'ouvrir la voie à de nouvelles formes de théorisation.

« These more open ended approaches to theorizing are required if social work theory is to engage with those aspects of social work knowledge which are intensely subjective, interpersonal, idiographic, value laced and interpretive and often takes a narrative form. » (*Ibid*, 2000, p.123)

### 2.3 Projet ou programme ?

L'idée de projet mise de l'avant par Benasayag et Del Rey (2011) s'inscrit dans celle d'immanence. Les auteurs critiquent ce qu'elles nomment l'engagement de type rationaliste, programmatique ou transcendant, qui prétend « que l'on peut programmer (l'avenir) grâce à des stratégies et des tactiques rationnelles susceptibles de parvenir à une relative maîtrise du résultat (la société à venir). » (Benasayag et Del Rey, 2011, p.31) Dans un programme l'engagement est transitif, c'est-à-dire, qu'il n'est qu'un moyen au service d'une fin plus grande, celle de la réalisation de l'histoire. Cette critique du sens de l'histoire et de la vision du progrès, propre à la pensée moderne, est au cœur de la perspective post-structurelle. Pour Benasayag et Del Rey (2011), un projet contrairement à un programme prend forme à partir du situationnel. Il s'inscrit dans et pour le présent, il se veut une tentative afin de répondre à ce que la situation exige à ce moment-là. Qui plus est, cet engagement se modifiera au fur et à mesure que la situation évoluera. En ce sens, un projet ne peut être reproductible ailleurs ou dans d'autres contextes.

D'où l'impossibilité de programmer ce dernier, et la nécessité de le penser comme un ensemble de défis situationnels, dynamiques, multiples, non



rationnellement totalisable voire en contradiction les uns avec les autres. (*Ibid*, p.32-33)

Ainsi, il prendra forme dans la situation, le lieu d'où il émerge et se constituera en fonction des contingences qui s'y trouvent. C'est aussi ce qui donnera sens à l'engagement.

[...] un projet est dynamique : il dessine en même temps que se construit le mouvement effectif qui le porte. Aucun projet ne préexiste à l'agir qui tend à le réaliser. Un projet se réalise en même temps qu'il se définit. (*Ibid*, p.32)

## 2.4 Paradigme complexe

Pour Benasayag et Del Rey, l'engagement recherche n'étant pas programmable, il s'inscrit plutôt dans un système complexe de l'agir caractérisé par un non-savoir. S'appuyant sur Socrate, illes développent l'idée que toute recherche provient d'un non-savoir philosophique. Ce non-savoir serait à la base de l'engagement recherche. Concrètement les auteurs expliquent ce concept par le fait qu'il est impossible pour quiconque de connaître tout du contexte auquel il appartient, puisque nous ne pouvons pas nous en extraire.

Il découle de ce que l'on ne peut jamais connaître l'ensemble des situations dont on fait partie et dans laquelle on est engagé : les actants d'une situation sont tissés dans l'étoffe de celle-ci, ils lui sont co-substantiels et ne peuvent en être de simples juges extérieurs. (*Ibid*, p.35)

Cet état de non-savoir permanent que les auteurs nomment paradigme complexe implique d'appréhender autrement le « rapport de la rationalité, de la pensée et de la vie au réel. » (*Ibid*, p.35) Le paradigme complexe s'articule à l'idée de projet, mettant de l'avant l'idée que la rationalité doit elle aussi prendre sa source dans la situation. Il

n'y a pas de globalité extérieure ou indépendante de la situation. En ce sens, cela implique que

[...]ce qu'on appelle le monde n'est pas une unité concrète : le monde n'existe concrètement que sous une multiplicité de formes, très différentes, variées et contradictoires : autrement dit dans chaque « singularité » (situation locale). (*Ibid*, p.35)

En somme, la complexité ou le paradigme complexe propose un modèle de compréhension du réel alternatif aux modèles positivistes linéaires associés à la pensée moderne.

La propriété la plus générale d'un paradigme complexe est que le déploiement de ce « jeu » que constitue la compréhension et l'agir modifie au fur et à mesure les règles du jeu : il n'est donc pas possible d'en prévoir ni d'en maîtriser le développement à venir. (*Ibid*, p. 35-36)

Ainsi, l'application de modèles complexes à la réalité sociale permet d'appréhender autrement les sujets qui s'y rattachent, c'est-à-dire les penser « dans des termes radicalement immanents ». (*Ibid*, p.39)

## 2.5 Incertitude

Selon Aubenas et Benasayag (2002), nous sommes maintenant dans une époque qui doit apprendre à vivre avec l'incertitude, la science ayant échoué dans son projet de développer un savoir total. « Aujourd'hui nous entrons dans une troisième phase où le réel se réobscurcit, où la rationalité doit réincorporer en son sein l'incertitude, l'imprévisible. » (Aubenas et Benasayag, 2002, p.36) En ce sens, Marc-Henry Soulet (2003) propose de construire une théorie de l'action qui tient compte des caractéristiques formelles du contexte particulier dans lequel l'action se déroule. Ainsi, à l'instar de Benasayag et Del Rey (2011) il affirme l'importance du contexte.

Il précise que selon lui, le cadre d'action du travail social est défini par l'incertitude. Il définit ce contexte d'incertitude comme une absence de normes, de cadres et règles claires, seule certitude celle du risque. « Face à l'arbitraire des situations, il devient dès lors difficile de construire des projections, de jeter en avant des enchainements. » (Soulet, 2003, p.135) Il propose alors l'idée que les caractéristiques de ce contexte influencent l'agir et que dans cette incertitude, l'action doit être regardée sous un autre angle. Il présente cinq caractéristiques non exclusives de l'agir en contexte d'incertitude : construction conjointe des fins et des ressources en cours d'action, pluralité des régimes d'action et légitimité prudentielle, démultiplication de la part de l'acteur, validation mutuelle et temporalité non linéaire. En somme, il développe et précise un cadre pour l'action qui n'est pas sans rappeler l'idée de projet de Benasayag et Del Rel, il s'agit de l'action orientée par l'action.

Cette lecture théorique de l'action en tant que *pæsis* me paraît en effet devoir être creusée pour qualifier les formes d'agir dont ne parviennent pas à rendre compte les explications théoriques précédentes. (*Ibid*, p.136)

En effet, nous y percevons une voie qui pourrait permettre de dépasser les écueils liés aux difficultés de théorisations des pratiques en travail social, mais surtout d'explorer des possibilités nouvelles que le contexte actuel, les théories et les pratiques ne rendent pas visibles, voire possibles.

[...] l'action dans un contexte qui rend difficile un agir finalisé et problématique un agir conforme, a pour caractéristique première d'être créatrice des possibilités de l'action même, c'est-à-dire de sa finalisation et de sa légitimité. (*Ibid*, p.136)

Soulet (2003) voit dans cette démarche de conceptualisation de l'agir en contexte d'incertitude une mise en perspective particulièrement heuristique des pratiques professionnelles au sein du travail social, ce que nous souhaitons aussi mettre de l'avant et qui doit, selon nous se développer à travers le contexte ou la situation.

## 2.6 Contexte (pratiques d'action collective organiques)

Les concepts présentés précédemment (projet, complexité) mettent de l'avant l'importance de la prise en compte de la situation (ou du contexte chez Healy). Pour Benasayag et Del Rey (2011), les fondements de l'agir se trouvent toujours dans la situation. C'est aussi la perspective adoptée par Karen Healy (2000) qui propose de repenser les pratiques à partir du local, du situationnel.

« Yet, my point is precisely to challenge a central assumption of critical social work theories that local analysis can be deduced from an understanding of the social totality. Instead, I suggest that local analysis can extend and complicate the structural foundations of critical practice approaches. » (Healy, 2000, p. 122)

En ce sens, il s'agit d'un concept central pour notre analyse puisque c'est au regard et à partir de la situation que nous tenterons de penser les pratiques d'action collective en travail social. Benasayag et Del Rey (2011) tentent de développer une autre compréhension l'agir, illes précisent que celui-ci doit partir du local, car contrairement au global, il permet la création de possibles dans et pour la situation. Ce sont les spécificités du contexte qui serviront de guide à l'action. Qui plus est, illes ajoutent que c'est au cœur de chacune des situations qu'il est possible de localiser les « asymétries » ou les nœuds à prendre en compte et qui définiront l'action.

Les asymétries de chaque situation sont à repérer dans des actions et des enquêtes dans lesquelles personne ne promet rien à personne ; et aussi désirable soit le dépassement des injustices actuelles, les situations futures entraineront sans doute de nouvelles injustices. (Benasayag et Del Rey, 2011, p. 39)

Réaffirmant la nécessité d'une recherche empirique, qui ne tente pas de confirmer la justesse d'une théorie ou d'un modèle, mais qui recherche et se base sur ce qui fonctionne.

Ce n'est que dans l'immanence des situations qu'une vision consistante (logique) est possible, nous débarrassant par là-même des commissaires politiques et autres « leaders bien aimé », qui connaissent la vérité cachée au commun des mortels. (*Ibid*, p.39)

Dans ce cas, la difficulté réside dans le fait de déterminer quelle sera la bonne focale de l'action, soit à quel niveau s'engager sans tendre vers la globalité et sans toutefois devenir dispersion (qui n'est en somme qu'une autre des manifestations de l'individualisme). Selon Benasayag et Del Rey (2011), la focale de l'agir s'inscrit toujours dans une époque ; pour l'époque actuelle, illes suggèrent l'hypothèse qu'il s'agit de la « situation », plus spécifiquement « qu'elle réside dans un ensemble complexe et dynamique de situations agencées autour d'« attracteurs ». » (*Ibid*, p.9) Illes ajoutent que le moteur de l'agir se trouve dans la dynamique de territorialisation des luttes, des résistances et des engagements (que nous aborderons au point 2.7).

Selon Karen Healy (2000), les penseurs et penseuses post-structurel-le-s en mettant l'emphase sur la prise en compte du contexte historique, local et organisationnel à travers lesquels les pratiques d'action collective sont construites mettent en lumière l'orthodoxie des pratiques d'action collective en travail social, entraînant une remise en question nécessaire des définitions et des postulats pris pour acquis, ainsi que des fondements dichotomiques sur lesquels se basent les théories critiques, ce qui, selon nous, pourrait permettre le développement de pratiques d'action collective organiques. « Despite the loss of certainty about activism that this entails, it can also help in reinvention and diversification of critical social work practices. » (Healy, 2000, p.125)

## 2.7 Territorialisation, surfaces d'affectation et « être ensemble »

La territorialisation ou (re)territorialisation est un concept exposé par Benasayag et Del Rey (2011) et inspiré du travail de Gilles Deleuze. Ce qu'elles nomment territorialisation part de l'idée que nos territoires sont ce qui nous lie aux autres et à nous-mêmes, nos surfaces d'affectations. Il est toutefois important de préciser que pour ces auteurs nous sommes tangiblement liés à nos territoires, ils font partie de ce que nous sommes. Qui plus est, ces liens sont « concrets, objectifs et matériels. » (Benasayag et Del Rey, 2011, p.53) En fait, elles postulent que le sentiment d'impuissance souvent évoqué par nos contemporains, lorsqu'il est question d'agir sur le monde, serait le fait de différentes tendances qui ont pour conséquences de nous couper et nous rendre étrangers à ce qui nous affecte. En effet, les auteurs postulent que deux tendances opposées agissent aujourd'hui sur les territoires, l'une qu'ils associent à une attitude constructiviste, la tendance « artéfactualisante » qui tente de reconstruire artificiellement la vie, la rendant au service de l'utilitarisme – le néolibéralisme en étant une manifestation. L'autre tendance, organique, ne vise pas la globalité ou une fin, mais elle est plutôt sa propre fin.

Par « organique », nous entendons la modélisation, à différentes échelles (biologiques, mais aussi sociales et culturelles), d'unités auto-organisées se développant selon une série de tendances, tropismes et processus internes (propres). (*Ibid*, p. 57)

Selon les auteurs, c'est à travers la situation qu'il nous est possible de résister à l'artéfactualisation de la vie et de développer des pratiques organiques. La territorialisation serait la façon de récupérer les liens qui nous composent, un processus nécessaire, car « être affecté est la condition de tout agir ». (*Ibid*, p. 54)

La territorialisation est le moyen, ou plus exactement la *façon* (car dans la notion de moyen il y a l'idée de transitivité) de récupérer les liens qui nous

composent, de sortir du modèle réactionnaire de « l'individu ressource », sans racines ni affinités, sans appartenances ni désirs. (*Ibid*, p.54)

Par extension, des auteurs et auteures se sont quant à elleux arrêté-e-s à ce que peut produire le fait d'être affecté et se sont intéressé-e-s aux liens possibles avec l'idée de commun (Maffesoli, 1988; Rancière, 1998; Agamben, 1990; Bordeleau, 2014; Raffanrl i Orra, 2014). Les théories modernes habituellement utilisées pour expliquer et comprendre les regroupements et la mobilisation étant de plus en plus remises en question et arrivant difficilement à prendre en compte ce qui apparaît être de nouvelles formes d'engagement et « d'être ensemble » (Ion, 1997; Maffesoli, 1988), illes proposent des avenues nouvelles pour penser ce qui « fait communauté ». Pour ce faire, illes empruntent différentes perspectives, néanmoins il semble possible d'affirmer, que pour ces auteurs et auteures, les affects partagés sont au cœur de ce qui fait la communauté. « Communauté nomme ici un être-avec ou un être-en-commun qui se constitue comme ouverture (au) sensible et présence vivante à la globalité. » (Bordeleau, 2014, p.30) Il s'en dégage une idée bien différente du commun ou du « faire communauté », qui aurait en soi un caractère éminemment politique. Nos surfaces d'affectations étant notamment relatives à ce qui nous lie aux autres, illes suggèrent que le fait d'être affecté est à la base de ce qui peut créer une communauté politique.

[...]le communisme dont la puissance réside dans l'art d'entretenir l'écologie des relations qui nous font exister. Cette attention aux êtres et aux lieux que nous habitons comporte une dimension politique offensive. Elle s'élabore dans un refus : ne pas laisser la teneur commune de nos expériences être capturée et reconduite par le capital. Un communisme de la relation transindividuelle pour lequel l'essentiel se joue *entre* les êtres [...]. (*Ibid*, p.182)

C'est donc à travers le processus de (re)territorialisation que se joue la possibilité d'être affecté et d'agir, mais aussi de faire communauté, ce qui est un aspect fondamental de l'action collective.

## 2.8 Contre-pouvoir et développement de la puissance d'agir

Nous adoptons la définition de puissance développée Benasayag et Del Rey (2011) qui se basent sur Gilles Deleuze (1981), qui lui-même s'inspire de Spinoza chez qui la puissance est la condition de tout agir.

Notre concept de « contre-pouvoir » [...], renvoie à la distinction entre *pouvoir* et *puissance* [...]. La puissance est ce qu'un corps, agencé à d'autres corps, développe de par son *conatus* propre, c'est-à-dire sa tendance à persévérer dans son être, [...] la puissance n'est rien de défini, elle est relative au développement des corps agencés les uns aux autres. (Benasayag et Del Rey, 2011, p.74 )

Ainsi, elles défendent une définition de la puissance qui est bien différente de ce que l'on entend généralement lorsqu'il est question de pouvoir, il ne s'agit ni d'un pouvoir institutionnalisé ou gestionnaire. « Aucun développement de puissance n'est la conséquence ordonnée et sans conflits d'une décision rationnelle prise depuis un lieu de pouvoir. » (*Ibid*, p.74) Mais bien plus d'un phénomène immanent et émanant de la situation et des actions qui y sont développées et qui affectera la situation à son tour. « [...] toute puissance est inséparable d'un pouvoir d'être affecté, et ce pouvoir d'être affecté se trouve constamment et nécessairement rempli par des affections qui l'effectuent. » (Deleuze, 1981, p.134)

En effet, la puissance serait fondamentalement liée aux surfaces d'affectation, c'est-à-dire à ce qui lie chaque personne aux autres et à l'environnement, et donc qui prend forme à travers des situations concrètes.

Le contre-pouvoir, au sens où nous l'entendons, réside dans cette mouvance multiple d'engagements situationnels, créatifs plutôt que le programmatifs, peu idéologiques au sens de la recherche de cohérence globale d'un modèle de société et surtout attachés à une efficacité concrète et actuelle. (Benasayag et Del Rey, 2011, p.76)



« La nature des contre-pouvoir, si l'on peut parler ainsi, relève du rapport le plus intime des humains avec leurs existences. » (*Ibid*, p.78) Dès lors, le développement de puissance passe par l'émancipation des formes de pouvoir « artéfactualisantes » et la (re)territorialisation (présentée au point 2.7), opération pouvant prendre forme (entre autres) à travers la création d'alternatives. Fait intéressant, pour Richard J.F. Day (2005), qui propose une étude des différents courants anarchistes dans les mouvements sociaux contemporains, la création d'alternative et d'espaces est une des avenues à investir, notamment parce qu'elles ouvrent sur de nouvelles possibilités, mais surtout parce qu'elles démontrent que tout n'est pas fatalité et qu'il est possible d'agir, ce qui, à notre avis, est directement lié au développement de puissance.

« I would also suggest that structural renewal based on the logic of affinity is less utopian than either reform or revolution in its orientation to the realization of desired forms here and now. It is about building spaces, places or topias in the most literal sense of the term. » (Day, 2005 ,p.216)

Ainsi, les contres-pouvoirs et le développement de puissance seraient liés à l'agir en situation, ou plus spécifiquement en serait une manifestation.

## 2.9 Conclusion

En somme, nous pensons que l'un des apports principaux de la perspective post-structurelle pour cette recherche sera, par sa distance avec la pensée moderne et sa volonté de développer un rapport à la connaissance fluide, de nous offrir un angle d'approche qui se distingue de ceux généralement utilisés pour réfléchir les pratiques d'action collective en travail social. Ainsi, nous aimerions suggérer que les différents concepts choisis pourront nous permettre de penser les pratiques des groupes

autonomes antiautoritaires en étant sensibles aux contextes dans lesquels elles prennent forme.

En ce sens, nous pensons que les concepts de recherche engagement, d'incertitude et particulièrement de contexte nous permettront d'aborder l'idée de l'action, et plus particulièrement de quelle façon elle est comprise et définie. Par extension, les idées de projet et de complexité permettront de rendre compte du sens que l'action prend, notamment à travers l'idée de changement et d'engagement qu'elles impliquent. Cela nous apparaît possible, puisque ces concepts rejoignent, entre autres, le caractère exploratoire, le rejet du formalisme et la critique de l'idée de fin et de moyens revendiqués par les groupes autonomes antiautoritaires. Par ailleurs, le caractère collectif et affinitaire seront davantage approchés à travers les concepts de territorialisation, de surfaces d'affectation et de développement de puissance. Nous pensons que ces concepts seront à même d'appréhender les spécificités relatives à « l'être ensemble » et ce qui pousse les personnes à se regrouper autrement pour agir. Cela nous apparaît possible, parce qu'ils mettent l'accent sur ce que crée la communauté à travers l'action, dont les amitiés, plutôt que sur l'appartenance identitaire, comme c'est souvent le cas dans les groupes antiautoritaires. De la sorte, il semble que les différents objectifs de cette recherche seront rencontrés, ainsi les spécificités et caractéristiques des actions menées par les groupes autonomes antiautoritaires pourront être prises en compte et le sens qui s'en dégage pourra être observé et exploré.

## CHAPITRE III

### MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Cette section du travail présente et discute la stratégie générale de la recherche qui a été utilisée, décrivant la population à l'étude, le recrutement ainsi que la collecte et l'analyse des données. Le chapitre se termine en présentant les considérations éthiques qui ont été soulevées tout au long du parcours.

#### 3.1 La stratégie générale de recherche

Nos intérêts de recherche nous ont poussés à adopter une méthodologie qualitative. Notamment en raison du caractère exploratoire de notre question de recherche, mais aussi pour les caractéristiques propres à cette méthode. En effet, cette méthode permet :

[...]une centration sur le sujet, la prise en compte de la subjectivité du chercheur et des sujets, la valorisation des expériences et des potentialités des sujets et le renforcement chez les personnes impliquées d'une prise de conscience de leurs propres capacités. (Anadon, 2006, p.17)

Cette recherche étant, entre autres choses, fondée sur un désir de donner la parole à des acteurs et actrices en marge des courants institués, les objectifs de la méthode qualitative rejoignent les nôtres.

On fait appel à ces théories interprétatives (méthodes qualitatives) parce qu'elles partagent l'objectif de donner la parole aux différentes voix, personnes et groupes sociaux afin de les amener à prendre la place qui leur revient au sein de la société. (*Ibid*, 2006, p. 11)

Qui plus est, nous croyons que cette méthode était la plus à même de rendre compte des spécificités du contexte et de saisir la complexité des phénomènes et des enjeux soulevés dans le chapitre précédent.

### 3.2 La population à l'étude

Cette recherche s'est intéressée aux groupes autonomes antiautoritaires, c'est à dire, aux mobilisations et aux groupes qui s'inscrivent dans cette mouvance. Conséquemment, nous souhaitions rencontrer des personnes ayant pris part à des mobilisations ou se définissant comme membre d'un groupe autonome antiautoritaire. Les contours de ces derniers ne pouvant être définis clairement, nous nous sommes concentrés plus particulièrement sur les groupes qui revendiquaient clairement une autonomie par rapport au mouvement plus institué (syndicats, groupes communautaires, associatifs ou de citoyens et citoyennes, ...) et qui adoptaient *a minima* un modèle d'organisation non hiérarchique. En ce sens, nous avons favorisé les groupes se définissant ouvertement comme anticapitalistes, antiautoritaires, anti-impérialistes, anti-patriarcaux et qui s'organisaient de façon fluide. En effet, plutôt que de rencontrer des membres de groupes que l'on pouvait facilement associer aux pratiques d'action collective en travail social, il s'agissait de s'intéresser aux mobilisations qui s'organisent en marge de ceux-ci. Considérant le vaste champ de revendications de ces groupes, nous souhaitions que notre échantillon représente au mieux cette diversité. En conséquence, nous avons sélectionné des participants et participantes provenant de groupes variés. (Queer-LGBTI, anarchiste, anti-impérialiste et anti-raciste, féministe, anticapitaliste, etc.) Néanmoins, comme nous l'aborderons plus en détail au point 3.5, nous ne présenterons pas les groupes de façon détaillée, et ce, afin d'éviter que des personnes puissent être identifiées. Plutôt

que de parler de groupes en particulier, c'est l'ensemble de cette mouvance qui nous intéressait.

### 3.3 La méthode et les instruments de collecte des données

Afin de recueillir les données, nous avons réalisé sept entrevues semi-dirigées. Ces entretiens d'environ une heure trente à deux heures ont été enregistrés sur support audio. Par la suite, nous les avons rigoureusement transcrits et les verbatim ainsi produits ont été analysés. Nous avons favorisé l'entrevue semi-dirigée car nous croyions qu'elle était à même de nous permettre de recueillir un contenu riche sur les expériences et le sens que leur accordent les participants et participantes.

(L'entretien semi-dirigé) vise une compréhension riche d'un phénomène, ancrée dans le point de vue et le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité. Une dynamique de co-construction de sens s'établit donc entre les interlocuteurs : chercheur et participants, les uns apprenant des autres et stimule l'émergence d'un nouveau discours et d'une nouvelle compréhension, à propos du phénomène étudié. (Savoie-Zajc, 2009, p.337)

Qui plus est, nous étions interpellés par l'ouverture et la liberté offerte par cet instrument de collecte de données. Selon nous, il a rendu possible l'exploration de thèmes n'ayant pas été identifiés préalablement, permettant ainsi une plus grande prise en compte des propos des participantes et participants. Nous avons opté pour des questions ouvertes en abordant trois grands thèmes soit : la définition de l'action collective, la participation à des mobilisations ou des actions et les formes d'engagement traditionnel. L'annexe A de ce mémoire présente le canevas d'entrevue utilisé et décrit les principaux thèmes qui ont été explorés lors des entretiens ainsi que les questions qui s'y rattachaient.

Il est aussi à noter que nous avons rencontré les personnes dans des lieux, et à un moment convenu d'un commun accord. Les rencontres ont principalement eu lieu au domicile des participants et participantes ou dans un lieu public calme, permettant ainsi de favoriser un climat d'échange agréable.

### 3.4 Les critères de sélection des sujets, les modalités de recrutement et les personnes rencontrées

Les personnes participant au projet ont été sélectionnées sur la base de leur participation à des mobilisations ou bien parce qu'elles se définissaient comme membres d'un groupe autonome antiautoritaire. Par ailleurs, nous avons rencontré des personnes dont la durée de l'engagement dans le milieu des groupes autonomes antiautoritaires variait. De plus, les participants et participantes devaient avoir atteint l'âge de dix-huit ans. Comme il l'a été mentionné précédemment, nous nous sommes assuré que les personnes recrutées provenaient de groupes divers, ainsi bien qu'elles étaient toutes issues des marges du mouvement d'action collective ou communautaire, nous nous éloignons de l'étude de cas.

Le recrutement des participants et participantes a été fait par le biais de notre réseau personnel et d'informateurs et informatrices clef suivant la technique d'échantillonnage par boule de neige. Dans le but d'éviter que des participantes et participants puissent être identifié-e-s, nous avons remis aux personnes qui nous aidaient pour le recrutement un document présentant brièvement la recherche, ce qui était demandé aux participants et participantes, ainsi que nos coordonnées. De cette façon, les personnes intéressées à participer ont pu nous contacter directement, préservant ainsi leur identité confidentielle. Nous avons aussi eu accès au site internet

du CRAC-K<sup>7</sup> (le collectif de recherche sur l'autonomie collective), il s'agit d'un collectif de recherche, affinitaire, libertaire, (pro)-féministe, et contre toutes formes d'oppression qui a largement documenté les groupes autonomes antiautoritaires et plus particulièrement les groupes de tendance libertaire au Québec. Le collectif est maintenant dissout, mais le site propose toujours un répertoire de l'autonomie collective au Québec ainsi que plusieurs monographies de groupes autogérés que nous avons consultés. De même, nous avons remis aux groupes contactés une lettre de présentation afin que les personnes intéressées puissent elles-mêmes nous contacter.

Au moment d'écrire le projet de mémoire, nous souhaitions réaliser une dizaine d'entrevues, toutefois nous sommes arrêtés à sept. Nous estimions alors que les entrevues dureraient environ une heure, cependant une majorité d'entre elles ont pris fin près de deux heures suite à la signature du formulaire de consentement nous laissant avec une intéressante quantité de matériel à analyser. La densité du matériau recueilli conjuguée à une difficulté grandissante de trouver des participantes et participants dans de nouveaux groupes nous a conduits à mettre fin au recrutement. De plus, après l'amorce de l'analyse nous avons jugé avoir suffisamment de matériel pour procéder.

Par ailleurs, nous n'avions pas expressément prévu faire usage de données sociodémographiques dans l'analyse, ne sachant pas si elles se révéleraient d'une quelconque pertinence. Nous avons toutefois demandé aux personnes rencontrées de remplir un bref formulaire afin de déterminer plus tard si nous ferions usage des informations recueillies. Finalement, le milieu à l'étude étant très petit, nous avons choisi par souci de confidentialité de ne pas les utiliser ni les exposer, pour éviter que des personnes soient reconnues même à partir d'informations minimales. En effet, les collectifs et les actions qui nous ont été présentées comptaient bien souvent un

---

<sup>6</sup> <http://www.crac-kebec.org/>

nombre restreint de membres. Qui plus est, nous croyons que certaines descriptions et caractéristiques des actions sur lesquelles nous nous sommes arrêtés pourraient permettre de clairement identifier certaines personnes si elles étaient combinées avec des informations telles que l'âge, l'occupation et le genre. Ainsi, des considérations éthiques nous conduisent à ne pas faire de présentation des données sociodémographiques. D'autres mesures auraient pu être prises, comme demander l'approbation du texte aux participants et participantes, mais après réflexion il nous est apparu que l'usage de ces données apporterait bien peu à l'analyse tout en exigeant un temps considérable pour elleux.

### 3.5 La méthode d'analyse des données

Pour l'analyse des données, nous avons privilégié l'analyse thématique, qui à travers « un travail systématique de synthèse des propos » (Paillé et Mucchielli, 2008, p.124) des participantes et participants nous a permis « de relever tous les thèmes pertinents, en lien avec les objectifs de la recherche. » (*Ibid*, p.124) Dressant ainsi un portrait non exhaustif, mais tout de même riche des pratiques d'action collective émergentes. Par la suite, nous avons effectué un travail de regroupement et d'identification des récurrences afin de déterminer l'importance et la pertinence des différents thèmes. Il est à noter que la récurrence n'était pas l'unique critère, ainsi certains thèmes ayant été soulevés moins souvent, mais se qui relevaient d'un intérêt particulier par leur singularité ou leur résonnance ont été retenus. Compte tenu du nombre limité d'entrevues et de ses avantages, nous avons opté pour la démarche de thématisation en continu afin de rester ouverts aux thèmes qui pourraient surgir en cours d'analyse, ainsi nous avons pu nous assurer d'avoir l'analyse la plus fine et la plus riche possible. (Paillé et Mucchielli, 2008)



Plus précisément, nous avons après une lecture attentive de tous les verbatim, débuté par le découpage de chacune des entrevues. Ce faisant, nous souhaitons nous assurer de séparer les éléments différents, et ce en conservant l'intégrité de l'idée qu'ils comportaient. Puis, nous avons par la suite accolé un thème à chacune des sections découpées, en ayant tout d'abord pris soin de nous rappeler que nos questions de recherche portaient sur le rapport et le sens que les participants et participantes accordent à leur pratique. Car comme nous le rappellent Paillé et Mucchielli :

Avant de débiter le travail de thématisation, il faut éclaircir ces points et/ou y revenir formellement : Quel est l'objet de l'étude ? Quelles sont les questions de la recherche ? [...] Ces questions de toute première importance, car elles vont faire la différence notamment en ce qui a trait à ce qui est considéré comme données significatives ou non. (Paillé et Mucchielli, 2008, p.239)

Nous avons ensuite organisé ces thèmes dans un tableau *Excel*, le tableau contenait les informations suivantes pour chacun des thèmes : le numéro d'identification du participant, le thème, l'extrait correspondant et des réflexions, impressions et premières analyses lorsque c'était le cas. Deux colonnes ont aussi été créées afin d'y ajouter des catégories et sous-catégories une fois la thématisation de l'ensemble du corpus terminée. Des tableaux synthèses des groupes ou pratiques ont aussi été constitués pour chaque personne rencontrée, néanmoins comme nous l'avons précisé plus tôt, des raisons de confidentialité en proscrivent l'usage.

Une fois l'ensemble des thèmes dégagés nous avons procédé à la création de l'arbre thématique. Rapidement, l'ensemble a été séparé en fonction de la structure de l'entrevue constituant les trois catégories de notre arbre de sens soit la définition de l'action collective, la description des pratiques, ainsi que les différences et similitudes avec les groupes institués. À l'intérieur de ces trois catégories, nous avons à nouveau effectué un travail de regroupement des thèmes à travers un examen minutieux de chacun d'eux, cherchant à établir si ceux-ci étaient « parents, convergents, divergents,

complémentaires, etc. » (Ibid, 2008, p.284). Cet exercice nous a permis de regrouper les thèmes dans différentes sous-catégories faisant émerger un portrait d'ensemble qui nous a donné « l'impression que ce qui est raconté dans cette suite de thème est, à la limite, plus claire que la transcription elle-même ». (Ibid, 2008, p.288) Le chapitre qui suit présente exhaustivement ces résultats. Finalement, dans le chapitre cinq nous avons tenté de faire entrer en dialogue nos résultats avec notre cadre théorique, afin de réfléchir aux pratiques d'action collective en travail social et d'en faire ressortir les apports possibles.

### 3.6 Pertinence et limites de l'étude

D'emblée, la recherche qualitative ne prétend pas à une généralisation des résultats, il en va de même de notre travail, en raison de la non-représentativité de son échantillon. Car à l'instar de Benasayag et Del Rey (2011), nous pensons que cette recherche s'ancre dans le contexte dans lequel elle est développée et qu'ainsi elle permet surtout d'éclairer et de comprendre l'action, plutôt qu'à l'expliquer, la prédire et la guider. Nous croyons néanmoins que l'exploration est essentielle à l'enrichissement de la réflexion sur les pratiques d'action collective en travail social, ainsi que pour un éventuel renouvellement des méthodes et modèles d'intervention.

En second lieu, malgré le recours à une approche méthodologique éprouvée et un souci de rigueur constamment renouvelé, nous sommes conscients que notre intérêt et nos propres expériences militantes ont pu teinter nos analyses. Ainsi, notre proximité du « milieu des groupes autonomes antiautoritaires » nous apparaît à la fois comme un avantage et une limite. Il fut toutefois intéressant de constater que notre formation en travail social, ainsi que nos expériences de travail dans le domaine communautaire ont aussi eu une influence lors de l'analyse. Néanmoins nous croyons que cela va de soi dans toutes recherches, ainsi plutôt que de prétendre à la neutralité, nous avons

pris soin tout au long de la démarche de recherche de marquer notre subjectivité en tant qu'étudiante-chercheure.

### 3.7 Les considérations éthiques

#### 3.7.1 Risques et avantages de la recherche pour les sujets

Les avantages retirés par les personnes qui ont contribué à cette recherche sont limités. Néanmoins, sur le plan personnel les participantes et participants ont pu profiter d'un espace ouvert et sans jugement, afin de réfléchir à leurs pratiques et de partager leurs expériences. De plus, elles ont par leurs expériences et connaissances, ont contribué à cet humble exercice de réflexion et de critique des pratiques d'action collective en travail social. Finalement, leur participation s'inscrit dans un effort de prise en compte des discours émergents et pourra par le fait même faire valoir certaines de leurs idées sur l'action collective.

Tout comme pour les avantages, les risques de participation à cette recherche étaient minimes. Cependant, le récit de certaines expériences pouvait susciter des émotions difficiles, ce qui ne fut heureusement pas le cas. Néanmoins, à la fin de chaque entrevue nous avons offert aux participantes et participants une liste de différents sites et lignes d'écoute et de référence. L'annexe B de ce mémoire présente une copie du formulaire de consentement qui fut signé avant chacune des entrevues.

Sur le plan éthique, nous avons respecté les directives du CERPÉ (comités d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains). Ainsi, nous nous sommes assuré de remplacer les noms<sup>8</sup> des participantes et participants, de biffer

---

<sup>7</sup> Il est à noter que nous avons utilisé comme pseudonymes des prénoms mixtes.

celui des collectifs et groupes dont illes faisaient mention, ainsi que de modifier celui des lieux ou des évènements qui pourraient permettre de les identifier. Dans quelques cas, lorsque nous hésitions si l'usage d'un extrait pouvait permettre l'identification d'une personne, nous lui avons alors demandé son accord. Par ailleurs, les données furent conservées sur l'ordinateur de l'étudiante, dont l'accès est verrouillé à l'aide d'un mot de passe. Les formulaires de consentement sont conservés au domicile de l'étudiante. Notre directeur de mémoire fut la seule autre personne à avoir accès aux données. Elles seront détruites une fois le mémoire accepté.

## CHAPITRE IV

### PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Dans ce chapitre, nous présentons les résultats de notre terrain de recherche. En continuité avec le canevas d'entrevue, ils seront présentés en trois différentes sections. Dans un premier temps, nous aborderons les définitions de l'action collective présentées par les participantes et participants, ainsi que les réflexions et critiques qu'elles ont formulé quant à l'utilisation de ce concept. Ensuite, nous aborderons à travers l'angle des leurs caractéristiques et spécificités, les descriptions des actions collectives auxquelles elles ont pris part. La présentation sera faite à l'aide de différents thèmes ayant émergé au cours de l'analyse soit : les formes et les moyens d'action, les modes organisationnels, l'action en situation, l'expérimentation, les affinités et la communauté, les liens entre théories et pratiques, la place des personnes concernées et le sens, la communauté, le rapport à soi et aux autres.

Puis nous nous concentrerons sur les différences et les similitudes qu'elles observent entre les groupes autonomes antiautoritaires et les groupes institués. Le chapitre se terminera par une conclusion qui vise à dégager ce qui nous apparaît être les spécificités des pratiques présentées, ainsi qu'à mettre en exergue le sens que les participantes et participants y accordent.

#### 4.1 Les définitions de l'action collective

Les pages qui suivent présentent un compte-rendu des propos tenus par les participants et participantes en ce qui a trait à leur définition de l'action collective ainsi qu'à la signification qu'elles y accordent.

##### 4.1.1 L'action : formes et caractéristiques

D'emblée, quelques participants et participantes mentionnent ne pas employer le terme action collective. Elles expliquent ne pas faire usage d'une nomenclature pour désigner ce qu'elles font, préférant se concentrer sur les gestes qu'elles posent, alors qu'une personne précise favoriser le terme de collectif. D'autres considèrent que le terme a surtout pour fonction de rassembler un ensemble de pratiques relatives à l'agir ensemble.

*[...] l'action collective c'est un bon terme pour regrouper un ensemble de pratiques qui permet qui sont relatif au fait d'agir ensemble dans une perspective particulière ou même si la perspective est pas définie complètement d'avance en tout cas dans le but d'un changement social collectif. (Lou)*

Quelques participantes et participants ont d'ailleurs insisté sur le fait que les deux termes composant celui d'action collective renferment deux idées et ont un sens indépendant. L'action y est donc présentée comme un mouvement, une matérialité sensible, un ensemble de gestes et de pratiques ayant une visée transformatrice ou productive. Elle peut porter sur la société de façon générale, mais aussi sur des enjeux spécifiques. Le fait de le faire avec d'autres ou de ne pas agir seul complète et précise cette action, et c'est ainsi qu'elle devient collective. « [...] donc c'est la capacité à

*s'organiser avec des gens pour agir [...].» (Alix)* En ce sens, il est question de changement, de transformation sociale, de vivre ensemble.

*« [...]mais tu vas essayer de prendre un levier plus justement collectif plus populaire pour être capable de transformer le monde dans lequel tu vis et d'agir sur le monde dans lequel tu vis. » (Alix)*

Les propos demeurent toutefois assez larges et n'incluent pas de pratiques spécifiques. En somme, ce que les propos des participants et participantes mettent en exergue, c'est qu'elles adoptent une vision de l'action collective multiple et ne pouvant être réduite à un seul ou quelques types de pratiques et variant en fonction du contexte et des enjeux en cause. *« C'est vraiment difficile de répondre à cette question-là parce que ça dépend tellement du sujet, j pense que c'est comme tellement vaste. » (Lu)*

En effet, plusieurs d'entre eux soulignent que l'action collective peut prendre plusieurs formes. À ce propos, des participantes et participants insistent sur le fait que ces formes peuvent être très formalisées ou encore être plus informelles, voire spontanées.

*« Ça peut se faire de plusieurs façons ça peut se faire sous des titres plus officiels, je sais pas, comme un syndicat peut être une façon d'être une action collective, mais ça peut être juste un regroupement de gens qui forme une association ça peut-être juste comme disons des gens dans un immeuble des gens se disent comme ok on crée quelque chose pour faire de la pression sur le propriétaire. » (Amal)*

Néanmoins, tout en adoptant une vision large, les répondantes et les répondants distinguent différents traits caractéristiques de l'action collective et commentent les nombreuses formes qu'elle peut prendre. En effet, les moyens et les méthodes d'action sont entre autres invoqués pour départager différents « types » d'action collective. Adoptant une typologie se rapprochant de celle de Rothman (1974), un participant suggère qu'il existe trois types d'action collective. La première,

revendicative, adresse des demandes à l'État dans une idée de réforme des institutions. La seconde, l'éducation populaire prend forme au sein de la population à travers un processus de discussion et de conscientisation. Finalement, l'action directe, qui est une action qui vise à intervenir directement sur les enjeux ou situations ciblées sans aucune médiation.

*[...]disons l'action plus action directe qui est d'intervenir directement sans avoir de médiation par rapport à des sujets justement ça peut toucher autant je sais pas, par rapport à la question de la bouffe, disons du monde qui distribue gratuitement de la bouffe ben c'est dire y'a un problème au niveau alimentaire si on veut régler ce problème là on va pas demander à l'État de faire quelque chose, on va pas essayer d'aller jaser aux gens pour leur dire comment développer une autonomie alimentaire, mais on va aller distribuer nous même la bouffe pour donner les moyens justement de régler les problèmes directement. (Alix)*

Alix souligne le type de rapport à l'État que ces moyens supposent, insistant sur le fait que l'action directe n'en implique aucun, si ce n'est celui de la confrontation. En ce sens, Claude identifie un type d'action collective qu'elle qualifie d'action collective de confrontation avec les pouvoirs autoritaires (État, capital et autres). Les participants et participantes semblent faire une distinction entre différents groupes plus affinitaires qui s'organisent en marge de la société et des d'autres qui visent aussi à agir par rapport à la société. D'ailleurs, Alix évoque un autre moyen d'action qu'elle qualifie de mise en marge. Ce type d'action ne viserait pas à transformer ou réformer la société de l'intérieur, mais à s'organiser avec d'autres en retrait de cette dernière. Finalement, Rapha indique que l'inaction peut aussi être perçue comme un type d'action collective. À travers cette idée, elle invite à comprendre le concept d'action collective comme étant ouvert, pluriel et changeant.

*Ben tu sais, un des trucs auquel je viens de penser c'est que la notion d'action souvent est opposée, l'activité est opposée à la passivité très souvent, pis en fait, j pense que ça aussi y faut quand même ça aussi y faut repenser ça, dans la mesure où ce qui souvent dans le langage commun on considère comme étant passif est tout simplement une autre forme d'activité [...] J pense que ce*



*qui peut être intéressant à penser en terme d'action c'est justement quand y'a un certain geste qui est posé, c'est comme si le concept anticipait quelque part que y'a toute sorte de choses qui vont de soi qui rentre pas dans cette catégorie-là d'action, en même temps pis ça c'est un des points que ça, ce qui peut sembler pour certaines personnes être une inaction peut-être une action collective fondamentale et une des expressions les plus claires ça va être un blocage spontané, mais même plus que ça, le simple de se taire en groupe lorsque quelqu'un dit quelque chose qui nous dérange ou dans un autre sens qui nous touche, c'est aussi une forme d'action collective (Rapha)*

Le type de changements attendus ou ce que l'action vise à transformer sont aussi considérés par quelques participantes et participants comme un trait pouvant distinguer une action collective. « *après ça l'action collective j'ai ben ben... C'est aussi qu'est-ce qu'on veut transformer j'y pense* » (Alix)

Des participants et participantes ont aussi abordé la question des finalités et des buts de l'action. Au-delà de l'idée de transformation sociale, peu de leurs propos ont porté sur les buts que visait à atteindre l'action collective, mis à part Amal qui tenait à préciser que l'action collective ne vise pas seulement à apporter des changements, mais peut aussi servir à faire connaître des idées. Ainsi, elles ont surtout insisté sur le fait que l'action n'impliquait pas nécessairement de but et qu'elle pouvait être réalisée dans une perspective qui n'était pas complètement définie. Rapha insiste même sur l'importance qu'elle accorde à l'idée de libérer l'action de la finalité d'un but. Précisant que même lorsqu'il y a un but déterminé, les gens improvisent et s'en détachent puisqu'elles ne peuvent jamais savoir exactement ce qu'elles font. En ce sens, elles insistent sur l'idée que les finalités de l'action se dessinent à travers l'action.

*Y'a des gens qui comprennent l'action que comme quelque chose qui est lié à un but, y'en a d'autres qui vont dire qu'il n'y a que d'action légitime que bref l'action est toujours liée à cette espèce de finalité là, qu'elle l'atteigne ou pas, mais c'est comme si l'action sans but avait rien vraiment avait vraiment, avait pas sa valeur propre, moi je considère plutôt que quelque part il n'y a peut-être*

*de véritable agir fondamental que lorsque qu'il n'y a pas de but, jusqu'à un certain point. (Rapha)*

Lao avance l'idée que l'action se développe et prend forme à partir d'une idée d'un projet et que c'est ce dernier qui la guide. « *Je pense que l'idée c'est d'entrer dans un processus d'action genre d'avoir une idée, un projet qui guide des actions.* » (Lao) Ce ne sont pas les formes ou les buts qui définissent l'action, mais bien le projet dans lequel elle s'inscrit. « *[...]t'es pas obligé non plus d'être membre d'une quelconque organisation, mais l'idée c'est d'avancer ensemble vers un projet commun.* » (Lao) En ce sens, l'idée que l'action collective est un processus et qu'il se constitue à travers les actions ressort chez plusieurs des participantes et participants.

Par ailleurs, les formes de regroupements et dans une moindre mesure les modes d'organisation sont aussi relevés pour distinguer des actions collectives.

*Ben comme ça vite vite, il pourrait justement y avoir l'idée du groupe affinitaire qui est plus qui est plus petit qui peut faire inclure 4, 5, 6 personnes ça pourrait être aussi un plus grand groupe genre une association étudiante qui comporte un certain nombre de membres mettons 100 à 3000, ça peut être aussi une fédération genre la Fédération des femmes du Québec, comme le mouvement de grève qu'on a vu en 2012. (Lao)*

#### 4.1.2 Le collectif : formes et caractéristiques

La façon dont se forment les groupes ressort assez distinctement comme critère de définition, notamment à travers l'idée que certaines personnes se regroupent à partir d'affinités, ou alors, à partir de groupes ou structures auxquels elles s'ajoutent. En ce sens, Alix précise que le caractère affinitaire d'un groupe s'inscrit surtout autour de la volonté d'agir et une vision de l'action partagée.

*Je pense que peut-être une des formes qui peut différer c'est d'avoir un collectif qui existe a priori dans le sens où disons si je m'organise dans mon*

*milieu de travail, disons le syndicat, y'a un gars qui a laissé ça genre, j'arrive dans un milieu dans ce milieu là y'a des gens qui travaillent avec moi et ce collectif là et l'action collective que je voudrais faire est que en terme syndical existerait a priori c'est-à-dire que il préexiste à moi, il préexiste aux affinités que j'aurais avec certaines personnes c'est la même chose j pense dans le milieu étudiant, des fois dans l'action communautaire de quartier, certaines actions communautaires tu te greffes à des statuts qui existent dans la société et tout, après ça y'a une action collective je pense de type affinitaire en fait tu vas rejoindre certaines personnes pas nécessairement parce que, mais y sont tous étudiants et étudiantes comme toi et tu veux pas rejoindre toutes les personnes qui sont comme toi, mais plus les personnes qui peut justement agir et que tu sens que tu as un pouvoir et une manière justement de pouvoir faire quelque chose ensemble. (Alix)*

Le nombre de personnes prenant part à l'action collective n'est pas considéré comme significatif. « [...] *minimalement un petit groupe affinitaire 5, 6, 7 personnes peut-être jusqu'à 400 000 membres.* » (Lao) Néanmoins, Lao explique que l'ampleur ou l'envergure d'une action différenciera une action collective, d'une action directe.

*Lao : [...]mais des actions plus précises ou plus plus petites qui, dans lesquels des plus petits groupes s'impliquent, j'aurais pas tendance à appeler ça une action collective même si comme on est en action pis le fait collectivement.*

*Intervieweuse : ok, toi tu appellerais ça comment?*

*Lao : Je pense que j'appellerais ça de l'action directe. (Lao)*

Finalement, Claude identifie une forme d'action collective qui vise à s'opposer aux actions qui ne sont pas collectives. Ille la décrit comme une façon de réaffirmer les aspects collectifs de nos vies, puisqu'elle permet d'illustrer la capacité des gens de travailler ensemble et que cela peut avoir un impact.

*Oui, c'est pas dit que ça c'est une action collective politique, ben pour moi c'est politique, ça illustre les capacités (possibilités) pour les gens travaillant ensemble ben oui un autre type d'action collective c'est une action collective plus dans le sens c'est défini ça c'est une action collective en confrontation avec un système pas collectif, oui ben ça c'est comme des actions une manifestation ou un projet collectif qui a une critique contre le capitalisme ou ça c'est aussi collectif. (Claude)*

Idée intéressante, quelques participants et participantes insistent sur le fait qu'une action peut être collective, même si elle n'est pas a priori pensée ou élaborée en tant que tel. De même, certaines actions qui n'apparaissent pas d'emblée comme politiques le sont, et ce simplement parce qu'elles sont collectives. Ainsi, le fait de s'organiser avec d'autres devrait être considéré comme un geste politique puisqu'il s'oppose aux discours individualistes des politiques actuelles.

Par ailleurs, plusieurs insistent sur l'aspect collectif, mais en allant au-delà de l'idée de la force du groupe ; expliquant que le « commun » qui est partagé est quelque chose qui dépasse le regroupement d'individus. *« Ben le collectif [...] moi j'ai tendance à le comprendre plus comme quelque chose qui circule entre les gens, quelque chose que les gens peuvent éprouver. » (Lao)* Le fait d'être ensemble, de lutter avec d'autres est en soi quelque chose que les participantes et participants nomment rechercher et vouloir vivre.

*L'idée du projet comme je l'ai dit tantôt que y'ait un projet assez clair de pourquoi on est en action ensemble, pourquoi on a envie d'aller vers là pis pourquoi on a envie de le faire ensemble. (Lao)*

Rapha poursuit dans la même veine.

*[...]ben j'pense que y'a peut-être un élément dont on a peu parlé ben un peu quand même c'est beaucoup la question des désirs la question de vouloir faire ensemble pis ça j'pense que c'est quelque chose si on essaie de se questionne sur qu'est-ce que c'est l'action collective c'est vraiment c'est fondamental c'est une volonté d'ensemble tsé c'est une ouais une volonté. (Rapha)*

En ce sens, illes soulignent que l'action collective procure un sentiment de pouvoir collectif. *« Oui ben je pense une action collective c'est une chose qui donne un sens de pouvoir collectif. » (Claude)* Deux d'entre elleux ajoutent qu'il n'est pas nécessaire de partager une identité commune ou de s'identifier à un groupe défini. Rapha poursuit en affirmant que ce qui crée la communauté est bien davantage un désir et une manière d'agir commune.

*On a pas besoin d'avoir une notion de « membership » fermé avec des marques sociales X ou des, c'est c'était une distinction fondamentale, j pense que c'est ... ben j pense que ça je l'ai déjà un peu dit c'est une envie de faire les choses autrement d'une manière qui nous ressemble plus parce que ben on a envie de se rassembler pis d'agir collectivement sous d'autres formes. (Rapha)*

Quelques participantes et participants vont préciser que cela a du sens pour elleux, car la société mais aussi l'humain possède un aspect fondamentalement collectif, qui fait en quelque sorte partie de ce que nous sommes.

*Je pense que une grande partie de notre, je pense que la fonction de notre société dans un sens humain, dans un sens communautaire c'est basé sur le collectivisme dans les quartiers, dans les écoles, dans les relations, dans beaucoup de sens. (Claude)*

Rapha propose même de voir l'individu comme une collectivité en soi à partir de laquelle l'action collective peut se déployer.

*[...] à mon sens c'est qu'ça part aussi d'une certaine compréhension d'une certaine ontologie tsé j'veux dire ehh quand on s'questionne un peu sur qu'est que c'est qu'est-ce qu'être justement ben on on on réalise on on est c'qu'on appelle un individu c'est beaucoup un amalgame de composantes hétéroclites parfois divergentes toutes sortes, chaque personne est en tant que tel une communauté dans un sens pis c'est que le fait d'agir en collectif c'est l'extension de ça, mais ça j pense que c'est quelque chose de vraiment fondamental cette vision là très très antilibérale de pas se voir comme des individus qui s'additionnent pour former un tout, mais de voir comment même les individus peuvent être des multiplicités. (Rapha)*

En continuité avec cette idée, illes critiquent la perspective libérale de l'individu qui tend à nier le rôle de l'action collective dans la société.

*Ben je pense que les grandes histoires de la gauche c'est un processus collectif et tous les jours notre système aussi, notre société tous les jours illustre l'histoire humaine dans un sens individuel, mais c'est pas vrai c'est comme pour voir oui un écrivain comme Marx oui c'est un écrivain c'est Marx qui est important Marx exprime juste, a une expression de certaines choses qui existent et c'est juste une communication de ce processus qui existe*

*dans la société c'est comme un porte-parole oui les grands écrivains c'est comme juste avoir une certaine capacité ou un certain travail un certain privilège économique ou social pour exprimer les processus collectif ça c'est les fondations des nouvelles idées politiques c'est juste une capacité pour communiquer ça, ben tous les jours cette capacité se base dans les privilèges économiques, social, de genre, racial ben je pense la base de toute l'idée c'est collectif parce que c'est les interactions humaines qui forment les fondations de toutes ces idées. (Claude)*

Illes s'opposent aussi aux discours véhiculés qui suggèrent que sans pouvoir autoritaire la société ne peut pas fonctionner. Illes suggèrent que pour qu'un pouvoir soit véritablement collectif, le processus organisationnel duquel il découle doit lui aussi être collectif.

Par ailleurs, certains participants et participantes ont souvent insisté sur des éléments qui sans définir l'action collective sont importants et à prendre en compte. Ainsi, le conflit a été évoqué comme étant nécessaire au fait d'agir. Qui plus est, que le caractère conflictuel de l'action devrait davantage reconnu et considéré.

*Ouin ça j'pense que c't'un élément important puis j'pense qu'un autre élément important c'est de réaliser que dès qu'on veut faire quelque chose ben fondamentalement ça se heurte parfois plus ou moins violemment à ce que d'autres gens veulent faire pis ben les autres auxquels on se heurte ben se rassemblent aussi. Tsé faque y'a quelque chose d'un peu stratégique là-dedans de faire ben c'est pas vrai que j'va être tout seule à subir c'que vous faites j'va essayer tant qu'à ça de me rassembler avec d'autres pour au moins avoir un certain rapport de force pis être capable de moyenner là-dedans donc d'essayer de penser donc oui de penser l'action collective radicale lié à justement une certaine marginalité (Rapha)*

Il est donc important de lui accorder la place, tout comme à la colère d'ailleurs. « *Par exemple tsé parce que je suis trop fâchée aussi tsé j'pense qu'il y ait de la place pour la colère.* » (Lu)

La place des personnes concernées est aussi soulignée par Lu, qui considère que cela devrait toujours être ces dernières qui font les actions lorsque cela est possible. En ce sens, Amal explique que si l'action vise généralement des intérêts communs, elle peut

aussi être en soutien à des personnes qui n'ont pas les moyens de se défendre. Finalement, Lu insiste aussi sur le concept de diversité des tactiques, qui est important à prendre en compte lorsqu'on pense à l'action collective.

*Ok diversité des tactiques j pense que ça c'est important je pense que c'est correct que les gens fassent s'organisent de la façon dont y souhaitent s'organiser, mais qu'y est de la place pour d'autres tactiques d'autres façons de faire, personnellement je n'ai pas d'intérêt pour les trucs plus institutionnels. (Lu)*

#### 4.2 Les pratiques d'action collective

Dans cette section du chapitre, nous présenterons plus spécifiquement les pratiques d'action collective dans lesquelles les participants et les participantes s'engagent et nous nous attarderons aux sens qu'elles y accordent.

Lors des entretiens, les personnes rencontrées ont présenté diverses actions auxquelles elles ont participé, celles-ci qui portaient sur des enjeux tout aussi variés. Avant de débiter, il nous apparaît important de préciser que les enjeux en question ont une influence indéniable sur les pratiques. Cependant, nous ne nous attarderons guère à cette dimension, d'abord pour nous assurer de préserver la confidentialité, mais surtout pour nous concentrer davantage sur le sens qu'elles y accordent et leurs rapports à leurs actions et pratiques. Il s'agit surtout de dégager une vision large de ce que l'agir ensemble veut dire, ainsi il s'agit plutôt de faire un portrait général qu'une présentation détaillée des collectifs ou actions.

#### 4.2.1 Formes et moyens d'action

De façon générale, les actions présentées par les participantes et participants sont variées et couvrent un large spectre allant de l'action directe à l'éducation populaire. Certaines formes d'action sont de nature plus traditionnelle : il est alors question d'organisation de débats, de manifestations, de boycottages et d'occupations. Certains et certaines ajoutent qu'elles tentent néanmoins d'en détourner le sens et le fonctionnement habituel.

*[...]la (nom de l'action) c'est ça l'expérimentation ça avait été on va pas juste faire un trajet on va en faire quatre on va voir comment réussir à organiser ça pour que les gens partent dans quatre directions alors que c'est rarement vu c'est aussi toute cette réflexion-là de créer du nouveau créer. (Alix)*

Plusieurs répondants et répondantes ont aussi mentionné des actions qui avaient pour moyens la diffusion d'information et l'éducation populaire, et ce, par le biais de journaux autoproduits, de *zines*<sup>9</sup>, d'émissions de radio et d'ateliers.

*Les événements se font à différents niveaux premièrement il y a des événements d'éducation populaire, comme à tous les niveaux des projections, de films, des conférences, des ateliers d'informations dans les Cégeps ou ailleurs. » (Amal)*

Dans plusieurs cas, elles précisent toutefois que ces productions visent souvent un milieu précis, qu'une première généralisation nous permet de circonscrire au milieu militant. En ce sens, les participantes et participants mettent l'accent sur le fait que les actions qu'elles entreprennent visent à vitaliser leur milieu et faire connaître leurs projets et activités. Au cœur de ces actions, on peut noter une volonté de mise en commun, que ce soit d'informations, de savoirs, d'expériences, ainsi que de moyens.

---

<sup>9</sup> D'après Stephen Duncombe (1997), les *zines* ou *fanzines* sont des publications non commerciales, non professionnelles et à petit tirage. Ces publications sont produites, publiées et distribuées par leurs créateurs et créatrices.



L'idée de participation et de mobilisation d'une population plus large n'est que très marginalement évoquée.

Plusieurs actions directes ont aussi été présentées par les personnes rencontrées. Des actions de perturbations lors d'évènements politiques, ainsi que des interventions sur le mobilier urbain ont été mentionnées. Il a aussi été question de nombreuses actions visant à transformer le quotidien des personnes. En effet, une des personnes rencontrées a mentionné participer à l'organisation de pique-niques dans un parc du quartier au cours desquels illes offrent de la nourriture et des ateliers sur l'entretien des bicyclettes. De plus, des membres d'un collectif ont créé des «macarons d'accomplissement» pour les personnes qui s'identifient comme ayant des problèmes de santé mentale<sup>10</sup>, et ce afin d'offrir des outils différents de ce qui est normalement offert.

*Comme des macarons pis des patchs dans le fond je pense pas que c'est des gogosses je pense que c'est vraiment ça a été important pour du monde pis pour moi ça a été important en tout cas on a fait par exemple des macarons de d'accomplissement [...] pis l'idée c'est comme des médailles d'accomplissement quotidien tsé c'est aussi c'est de se donner des outils hum extérieur à tsé à ce qui est disponible actuellement. (Lu)*

Par ailleurs, un aspect qui ressort fortement chez la quasi-totalité des répondants et répondantes est l'importance de la création et de l'art comme moyens d'action. « *On trouve que création et révolution ça c'est très très fort ensemble, pis les liens sont innombrables ben on va essayer de les lier autant que possible.* » (Rapha) Dans quelques cas, des pratiques artistiques s'ajoutent aux autres moyens de lutte, mais chez plusieurs participantes et participants la création est le principal moyen à travers lequel illes articulent actions, revendications et lutte politique. « *[...]en gros, le collectif visait essentiellement à lutter par le biais de la littérature et de la création.* »

---

9. ou «des personnes qui s'identifient comme folles, cinglées, tristes, hyperémotives, malades mentales, mentalement différentes, psychiatisées, et/ou en questionnement. Le terme « problème de santé mentale » a été retenu dans le corps du texte uniquement pour des raisons de commodité et son usage fréquent en travail social.

(Rapha) En effet, illes nous parlent de pièces de théâtre, de collectif de danse, d'écriture de *zines*, d'essais, de nouvelles, de poésie, mais aussi de performance, de musique et d'arts visuels. Ainsi, la création semble être perçue comme une tentative de développer de nouveaux moyens d'action permettant, notamment, d'illustrer la violence du système, de transmettre des idées et d'inspirer le désir de lutter.

*Claude : ça c'est plus les artistes qui appuient la campagne c'est comme l'art dans la rue qui illustre bien cette lutte the « outlines of body » c'est comme un cadavre.*

*Intervieweuse : oui, qui est entouré là.*

*Claude : Oui, qui dit le nombre de personnes qui est mortes dans la guerre civile algérienne et les immigrants déportés ben juste c'est comme l'art qui illustre bien la gravité de cette situation. (Claude)*

Néanmoins, il semble aussi que l'art ne soit pas uniquement compris comme un moyen, mais aussi comme une fin qui en elle-même favorise l'émancipation de ceux et celles qui y participent.

*Pis pour être vraiment interpellé par la gestuelle, que représentait le mouvement c'est une danse percussive super forte pis vraiment comme puissante, pis qui nous faisait vivre des sentiments de puissances vraiment grand pis aussi quand on faisait des spectacles y'avait tellement une résonnance chez les gens pis y'avait tellement des feedbacks forts de femmes pis de tout ça que ça a vraiment faite woh, y'a quelque chose là pis on a eu envie de faire d'en faire plus, pis je pense que c'est à cause des réactions qu'on avait personnellement pis que les gens avaient face à nous qu'on s'est mis à réfléchir sur l'impact pis quel lien y pourrait avoir avec le féminisme. (Lou)*

De plus, le fait même de joindre pratiques artistiques et lutte politique ressort comme une manière de s'opposer à une certaine façon de militer, ainsi qu'à ouvrir sur de nouvelles façons de faire.

*Aussi pour détruire les barrières entre le militantisme et les pratiques artistiques parce que pour moi le militantisme c'est aussi artistique, une campagne militante c'est aussi créatif pour prendre différentes tactiques pour penser dans un sens actif, créatif c'est aussi artistique pour moi l'esprit d'une*

*campagne a un certain cœur et un certain momentum c'est artistique. (Claude)*

En cohérence avec leur définition d'action collective, l'importance de l'utilisation concurrente de moyens différents et changeants ressort du discours de plusieurs. En ce sens, on peut observer un désir chez certains et certaines d'entre eux de ne pas s'en tenir aux moyens habituellement reconnus comme étant de l'action collective. En effet, des participantes et participants mettent consciemment de l'avant des moyens qui ne sont pas d'emblée perçus comme étant de l'action collective en insistant sur le fait que cela en est pour eux.

*Pour moi c'est ce que je fais avec (nom du collectif) c'est pas du traitement pour moi c'est une forme d'action pour qu'un groupe qui vit, pis a vécu une oppression soit capable de réagir, de se battre y'a je pense avant un moment de repli un moment de non-mixité si on veut. Pis de prendre soin les uns des autres pis pour moi ça c'est de l'action c'est de reprendre ce pouvoir-là avant de faire quelque chose. (Lu)*

À travers ces différentes actions, elles semblent vouloir s'approprier davantage la démarche entreprise. En effet, certaines personnes rencontrées ont aussi noté l'importance de faire les choses par soi-même, elles utilisent alors le terme de « *do it yourself* »<sup>11</sup>. Nous pouvons certes y entrevoir une volonté de se réapproprier les savoirs et les outils liés aux pratiques mises de l'avant, mais aussi le désir d'être le moteur des changements souhaités.

*Je réalise plus j'en parle que si y'a une forme d'analyse commune très très forte, je pense que c'était beaucoup ça, entre autres le « DIY le do it*

---

<sup>10</sup> « Au-delà d'une simple volonté de récupération, le mouvement « Do It Yourself » se voit comme une alternative politique en opposition au monde d'ultra-consommation dans lequel il baigne. Ses membres sont ainsi souvent liés à l'anarchie, l'autogestion et aux mouvements squat et punk. Le besoin de créer, d'avoir une certaine indépendance par rapport à l'industrie et aux grands groupes commerciaux, de retrouver un savoir-faire abandonné les pousse à trouver des solutions pour faire le maximum de choses par eux-mêmes, en opposition à la marchandisation dominante, tout en recherchant la gratuité ou les prix faibles. » Non Fides, 2013.

*yourself » le fait de dire on va pas attendre qu'y ait des éditeurs bourgeois qui s'intéressent à nous, on va le faire on va pas attendre que telle compagnie de production ou que tel truc branché fasse un cabaret révolutionnaire on va le faire. (Rapha)*

Qui plus est, il semble que cela ne soit pas uniquement lié à l'acquisition de connaissance ou aux possibilités matérielles qui en découlent, mais à ce que cela confère comme expérience vécue.

#### 4.2.2 Modes organisationnels

En ce qui a trait aux modes organisationnels, il va sans dire que les groupes et les actions que les participants et participantes ont décrits adoptent une structure non hiérarchique ou horizontale<sup>12</sup>. Quelques un et une insistent aussi sur la pratique de l'autogestion, la décrivant comme un mode d'organisation émancipatoire, puisque les participantes et participants sont au cœur des décisions et des actions. Lao explique pourquoi ille a choisi de s'impliquer dans un collectif autogestionnaire :

*Pis genre j'ai travaillé dans pleins de jobines avec des boss qui me faisait chier ou t'sais à l'école mettons j'ai eu j'ai dû subir de la répression parce que je remettais en question certaines règles, ce qui m'énerve c'est pas tant qu'il y ait des règles, mais que je puisse pas avoir un impact sur ces règles-là sont en place, pourquoi on décide de faire les choses comme ça, j'ai envie de pouvoir réfléchir, pas juste pouvoir m'exprimer par rapport à certaines règles ou certaines actions qu'on peut faire, mais que ça soit pris en compte. (Lao)*

Des participantes et participants expliquent d'ailleurs que la pratique de l'autogestion vise notamment à éviter le développement des relations de pouvoir et à faciliter la circulation de l'information et des savoirs entre les membres. Il s'agit d'ailleurs d'un

---

<sup>11</sup> Il s'agissait d'un des critères de recrutement.

aspect important, et les rares procédures ou pratiques plus formalisées viseront généralement à s'en assurer, notamment à travers l'autoformation et la rotation des tâches.

Néanmoins, plusieurs décrivent les modes organisationnels comme implicites et, dans la majorité des cas, peu ou pas formalisés. Au contraire, illes insistent sur le fait qu'illes désirent des structures et modes de fonctionnement minimaux, ce qui serait même caractéristique de ces groupes. Selon Lou, cela s'explique entre autres par une certaine « tradition organisationnelle » fortement inspirée de l'anarchisme. Il semble toutefois que la volonté d'accorder peu de place aux structures et modes organisationnels soit aussi mise de l'avant pour ce que cela permet et rend possible. En effet, l'absence de limites formelles serait une grande source de motivation et conduirait à des transformations et une implication plus profondes.

*J'ai l'impression qu'on avance vraiment plus loin quand on fait les choses comme ça, on n'avance clairement pas plus vite, ben peut-être que oui à certains moments en faite on avance même plus vite, mais on va clairement plus loin plus en profondeur pis on transforme les rapports de manière vraiment plus profonde, on se transforme individuellement pis on transforme nos manières de faire collectivement les choses quand les choses les décisions sont prises au consensus ou quand les discussions doivent être discutées ou quand on part d'une espace de page blanche. (Lao)*

Plus concrètement, cela n'implique pas nécessairement qu'il n'y ait pas de modes organisationnels, mais plutôt qu'illes préfèrent que les procédures s'élaborent en cours d'action. « [...] Sinon c'est en le faisant qu'on finissait par en parler en faisant en écrivant le bouquin en faisant les cabarets pis en lisant des trucs. » (Rapha) L'importance serait d'abord accordée aux personnes et à la situation plutôt qu'à un formalisme préétabli.

*Lors des réunions parce qu'on se parle pas juste de manière formelle comme dans une réunion institutionnelle [...] on prend vraiment en compte les personnes avec qui on travaille dans leur entièreté. (Lao)*

Les réflexions collectives et plus particulièrement les débats sont évoqués comme un processus essentiel à travers lequel les actions prennent forme. Ainsi, le consensus ressort comme un « mode décisionnel » important. Le fait qu'il implique souvent un temps considérable n'est pas présenté comme un problème, mais comme une façon d'être ensemble qui apporte au collectif. Claude ajoute que dans un collectif dont il fait partie le consensus s'est imposé d'emblée, car il permettait aux personnes concernées de s'exprimer librement sur la situation, ce qu'un autre mode aurait limité. Néanmoins, si le consensus apparaît comme étant un élément à considérer, il y a aussi des situations où elles disent opter pour le vote. Par ailleurs, le discours de certains participants et participantes laisse entendre que même l'idée de consensus n'est pas formalisée, les échanges y aboutissent, mais sans qu'il y ait eu de procédures particulières mise en place pour ce faire. Comme cela a été mentionné précédemment, il semble en effet que les actions soient davantage guidées par le contexte et par l'action en elle-même, plutôt que par un processus décisionnel tout aussi consensuel soit-il. Les participantes et participants qui abordent cet aspect de leurs pratiques vont souvent présenter le fonctionnement de leur collectif ou l'organisation d'une action comme découlant d'abord d'un désir d'agir qui prend forme à travers la discussion et l'échange, et qui se transforme tout au long de sa durée. Les débats et prises de décisions ne sont donc pas préalables à l'action, mais se font en cours d'action.

#### 4.2.3 Action en situation

La possibilité d'action en situation est fortement liée au fait que les collectifs se forment et les actions se font souvent en réaction à un événement récent ou une situation concrète. Cela s'observe, notamment, à travers le fait que pour bon nombre des actions dont il a été question, les répondantes et répondants précisaient qu'elles

avaient pris forme spontanément suite à un évènement qui les touchait et qui appelait une « réponse ». Mise sur pied d'atelier et d'un processus de justice transformatrice suite à des dénonciations d'agression sexuelle en milieu étudiant, organisation d'un squat et occupation d'un édifice suite à l'annonce de sa vente éminente à des promoteurs, organisation d'un groupe d'aide au déménagement à l'occasion du premier juillet, écriture d'un essai en réponse aux différents gestes de récupération du printemps 2012, sont parmi les exemples rapportés. Qui plus est, les actions sont présentées comme des processus qui se transforment en fonction du contexte et des personnes qui y prennent part.

*[...]ça implique une transformation constante, ça fait que c'est beaucoup les gens avec qui on travaille qui ont de l'impact sur qu'est-ce qui va se passer, c'est-à-dire que moi si j'ai une idée d'action, je vais pas la faire toute seule t'sais je vais énoncer cette idée aller chercher des gens que ça pourrait intéresser, mais mon projet va se transformer parce que je vais pas faire ça toute seule. (Lao)*

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, dans certains cas, les collectifs se sont dissouts une fois l'action terminée.

Les participantes et participants expliquent que c'est notamment l'absence de structures et le caractère minimal des modes de fonctionnement qui leur permettent de réagir aux situations alors qu'elles se présentent. En effet, illes auraient ainsi l'opportunité de prendre l'initiative plus rapidement et conséquemment d'être plus imprévisibles.

*Alix : Ça permet justement de pouvoir ben que ce soit assez rapide et dans le temps de la grève étudiante je pense que ça a été le cas de plusieurs personnes qui sont organisées de cette manière-là, justement plus de cette manière-là avec les gens qu'ils appréciaient avec les gens en qui ils avaient ou elles avaient confiance et que c'est le fait de s'organiser sur c'te base là ça donnait disons une force à la grève en étant plus pas incontrôlable, mais inattendue*

*Intervieweuse : Moins prévisible?*

*Alix : Moins prévisible plus imprévisible. (Alix)*

Dans cette perspective, il s'agit aussi de ne pas être figé dans des formes d'actions et de sortir de ce que certaines et certains considèrent comme une «routine» militante. Les répondants et répondantes y voient l'occasion d'expérimenter et de créer de nouvelles façons d'agir.

*J'ai l'impression et c'est ça que ça permet parce que sinon le problème aussi des organisations c'est que les gens sont habitués y'a une manière de faire [...]et je pense une action plus autonome permet de briser cette routine-là, permet d'expérimenter des nouvelles manières d'agir c'est ce qui est-ce que les gens ont peur dans d'autres organisations parce que y disent « ah! mais ça va pas marcher là si on l'a pas fait avant pourquoi on le ferait maintenant » et j'ai l'impression que ouais c'est peut-être une des forces expérimenter des nouvelles choses. (Alix)*

#### 4.2.4 Expérimentation

En filigrane du discours des personnes rencontrées, l'idée d'expérimentation est très présente, elle est exposée comme un trait distinctif de leurs actions, mais aussi un aspect ouvertement recherché.

*[...]le fait c'est qu'y permettent vraiment d'aller s'organiser autrement tsé autant au niveau des enjeux qui sont jamais ciblés par des groupes institutionnalisés autant par les moyens [...]ces groupes-là permettent vraiment de d'innover pas pour nécessairement pour rentrer dans les termes d'innovation sociale ou, mais juste de voir les choses autrement de c'qu'on nous impose en terme de lecture de problèmes sociaux ou d'outils de mobilisation pour moi c'est vraiment des laboratoires d'actions qui sont diversifiés. (Lou)*

L'expérimentation guide les actions futures et est source d'apprentissage. Qui plus est, elle fait en quelque sorte partie de l'action puisqu'elle repousse les limites de ce



qui est établi comme pratiques d'action collective. De plus, elle contribue à en faire évoluer les formes et, comme le précise Lao, à repenser les façons d'être ensemble :

*Ben oui, je pense que c'est clairement pas unanime c'est quoi notre visée plus large ou même notre visée concrète locale [...] y'a pas grand monde qui définissent ça de la même manière au sein de l'équipe, mais c'est ça qui est intéressant aussi c'est de voir comment un contexte peut résonner dans la tête de plusieurs personnes comme qu'est-ce que ça donne selon plusieurs personnes différentes, pour moi c'est complètement un laboratoire dans lequel on explore une manière d'être ensemble. (Lao)*

Sous-tendant l'idée que l'expérimentation se veut un effort continu et changeant, une critique du concept de programme semble être développée. En ce sens, il est évoqué qu'il peut être nécessaire d'avoir des débats et une réflexion sur les objectifs à atteindre pour la société, mais que les conclusions qui en émanent ne peuvent être prescriptives et fixées.

*Pour moi c'est pas toujours intéressant d'avoir un grand programme politique [...] pour les grandes luttes communautaires je pense les débats sur « what are we demanding? ». C'est quoi notre vision pour la société dans le futur, oui c'est important, l'action c'est dans le processus d'organisation et les visions qui passent dans le processus d'organisation, oui c'est important pour articuler quelques points de vue alternatifs, mais en même temps c'est pas possible de pouvoir prescrire : « ça c'est l'alternative », ça n'a pas marché dans l'histoire et ça ne marchera pas dans le futur. (Claude)*

Bien que cela n'ait pas été abordé par toutes les personnes ayant participé à la recherche, cette critique de l'idée de programme s'inscrit dans une conception du changement et des objectifs comme étant en constante transformation. Il y a certes des objectifs concrets à atteindre, mais de façon générale les participants et participantes n'abordent pas l'action comme si elle était dirigée vers un absolu, mais plutôt par le désir de lutter. Une participante soulève d'ailleurs l'idée que la lutte doit être continue. La motivation ou la source de l'engagement viendrait d'abord du terrain et des expériences qui y sont vécues, mais aussi du désir de ne pas attendre pour tenter de vivre de la façon dont elles souhaitent vivre.

*Une envie de vivre vraiment selon la manière dont j'aurais envie que les choses se passent le plus possible pis un moment donné de réaliser que c'est pas en fuyant dans la solitude ou dans la représentation que ça se joue. (Rapha)*

Amal ajoute.

*C'est plutôt le travail sur le terrain comment il se fait, juste me sentir vraiment comme plus motivée on peut faire plus lorsqu'on a pas ces barrières-là, que le système dans lequel on vit fonctionne à l'envers comme non il faut faire ça pour contrôler alors que ça enlève beaucoup de la motivation des personnes. (Amal)*

#### 4.2.5 Affinités et communautés

Il apparaît toutefois important de faire ressortir que le consensus et les pratiques non hiérarchiques semblent rendues possibles par le caractère affinitaire, voire amical qui prévaut au sein des actions et collectifs qui nous ont été présentés. En effet, les personnes rencontrées ont fortement insisté sur les liens qui les unissaient aux autres membres. Si dans plusieurs cas l'amitié et les relations se développent au fil du temps et des actions, il appert que ce sont des affinités de base qui sont aux sources de ces rencontres.

*Ça c'était comme un espèce d'accord préalable, [...] c'est que c'est d'abord le fait que les gens se rencontrent c'est par une certaine affinité de base quelque chose qui t'amène à aller à un lieu ou à rencontrer des gens c'est souvent parce que y'a des affinités. (Rapha)*

Il est clair qu'un accord de base sur des principes antiautoritaires et une opposition à l'État, au marché et à toutes formes de domination est présenté comme nécessaire. Néanmoins, c'est surtout autour d'un désir et d'une volonté d'agir avec des gens qui partagent ces mêmes envies que les participantes et participants expliquent se réunir.

*J'veux en tout cas, mais c'est un espèce de collectif affinitaire dans lequel l'amitié était assez particulière, assez diffuse, c'est plus l'amitié comme un rapport commun au monde qu'on a envie de mettre ensemble. [...] Les gens à la base s'ils sont dans la même pièce, si leur corps sont rassemblés là avec une certaine envie d'écouter ou de parler de choses qui tourne vaguement autour de quelque chose c'est parce que par tout un concours de circonstances, de bouche à oreille, d'affiche ou quoi que ce soit, mais y'a eu une certaine volonté, y'a eu des désirs de faire quelque chose avec des gens qui vaguement auraient eu à peu près la même envie qu'eux de faire quelque chose d'une manière très similaire, mais je pense que c'est ça, c'est ça l'étincelle de la collectivité. (Rapha)*

En somme, différentes perspectives peuvent cohabiter au sein des groupes et certaines tensions peuvent parfois en résulter, toutefois, il semble qu'il s'agit surtout de favoriser et rendre possible un commun.

*Ben oui, je pense que c'est clairement pas unanime c'est quoi notre visée plus large ou même notre visée concrète local, [...] y'a pas grand monde qui définissent ça de la même manière au sein de l'équipe [...] pis je conçois l'autogestion comme une base organisationnelle qui est valable pour plein de choses au niveau de la société, soit pour l'habitation, pour la santé [...], mais j'ai l'impression que ce qui revient souvent ça va être le comment être ensemble pour construire, l'idée c'est juste de je vois un peu ça comme « comment se sortir de la merde? Ben ensemble! » T'sais comment gérer le fait que dans la vie on tombe malade ben on va le faire ensemble pis c'est juste comme un outil pour évoluer ensemble, et non avec les autres et non par les autres ou sur les autres. (Lao)*

Les répondantes et répondants insistent sur l'importance qu'elles accordent à l'idée de faire et être ensemble. S'elles choisissent l'action collective ce n'est pas uniquement parce qu'elles y perçoivent un rapport de force, mais parce qu'elles veulent en expérimenter les formes et y voient une façon de créer et de vivre autrement. Les idées de fins et moyens se retrouvent encore une fois liées, l'idée même de « faire ensemble » étant perçue comme étant une forme d'action politique.

*Sinon y'a cet aspect-là genre communauté de vie et communauté de lutte genre d'un côté essayer de lutter face à ce qu'on trouve dégueulasse dans le quartier*

*de l'autre coté essayer de faire vivre ce qu'on trouve beau dans la communauté. (Alix)*

Il en ressort que la lutte n'est pas seulement perçue comme une façon de s'opposer à des politiques ou de défendre des intérêts, mais aussi d'affirmer une façon d'exister et d'être. En ce sens, il y aurait à travers l'idée de commun une forme de résistance aux modes de vie découlant de l'individualisme libéral, ainsi qu'une façon de réaffirmer l'importance des liens qui existent entre les individus.

*Au fond ce qui est beau c'est qu'on est fait nous même de relations, donc après ça si toute une série de relations que j'ai eues dans le monde m'ont amené de à vouloir vivre de telle manière c'est forcément aussi parce que quelque part j'ai sûrement quelque chose à faire en terme de relation avec les autres en voulant vivre de cette manière-là, d'apprendre, de partager, de lutter c'est à la fois des fois bêtement stratégique dans un sens là, on est plus fort ensemble, d'autres fois c'est vraiment affectif j'ai vraiment envie de les voir juste de passer un bon moment parfois aussi c'est toute la mise en commun le « melting pot » le brassage des idées, des techniques, des savoir-faire en fait la plupart la très très grande majorité des actions entre guillemets que je pose [...] quand il s'agit de vouloir faire quelque chose qui nécessite une certaine élaboration[...] ben j'crois pour l'instant que j'suis davantage intéressé à le faire en commun que sur mes propres bases. (Rapha)*

En lien avec l'idée de commun, illes évoquent la volonté de développer des communautés extérieures aux regroupements habituels, notamment à l'extérieur du milieu étudiant. Il est alors question pour les personnes rencontrées de se doter de lieux où elles pourront exprimer leurs opinions et vivre différentes manières d'être, librement, sans avoir à se justifier ou craindre d'être jugé. Aussi, illes souhaitent participer à l'émergence d'espaces pour favoriser les rencontres, la création de projets, le partage d'expériences, ainsi que l'expérimentation collective. Illes mentionnent différentes façons de s'y prendre, allant de l'organisation de groupes de discussion, en passant par l'acquisition de locaux offrant divers services. Cependant, pour quelques participants et participantes, cela passe aussi par la réappropriation d'espaces publics, afin d'y faire vivre le commun et de l'y développer.

*Y'avait aussi toute cette idée-là de réappropriation spatiale et qui pouvait être faite justement avec les gens avec qui on était et ça je pense que ça passe par différents trucs vraiment on avait avec des amis on avait fait de la bouffe que le monde ait de quoi à manger, on avait on s'était arrangé pour avoir un système de son inviter des bands de musique aussi pour justement que cette réappropriation-là les gens aient envie de rester d'une certaine manière [...], mais qu'il y ait une idée de rester donc j'ai l'impression justement cette action ce type d'action collective là passe par la réflexion aussi de comment faire en sorte que les gens puissent se sentir à l'aise de venir et trouve ça enthousiasmant (Alix)*

#### 4.2.6 Théories et pratiques

En ce qui a trait aux types d'analyses politiques mises de l'avant, les personnes rencontrées mentionnent plusieurs concepts et théories : anticolonialisme, anticapitalisme, féminisme (intersectionnel, queer, matérialiste, radical) autodétermination, autogestion, etc. Différentes valeurs sont aussi mentionnées : solidarité, égalité, autonomie. Bien entendu, plusieurs ont insisté sur une critique de l'État et de l'institutionnalisation. Ce qui attire toutefois notre attention, c'est que plusieurs d'entre elleux ont pris soin de préciser que dans certains cas, illes choisissaient ouvertement de ne pas définir ou préciser certains concepts, afin de ne pas se perdre dans des débats théoriques pour se concentrer sur l'action.

*On en a un peu discuté, mais on en est pas venu à une réponse consensuelle y'avait plein de différentes manières aussi de voir comment pourrait s'organiser les féministes à l'intérieur du petit groupe d'action pis comme y'avait pas grand-chose qui faisait consensus on s'en est juste tenu à ce sur quoi tout le monde était d'accord. (Lao)*

*C'est ça on a toujours pris soin de pas, de jamais vouloir définir qu'est-ce qu'on entendait par anarchisme, parce qu'on sait que, bien évidemment, on*

*sait que lorsqu'on tombe là-dedans il y a toutes sortes de débats de discussions de confrontations qui sont en tant que telle intéressantes et saines en même temps, c'est que c'était pas le but du collectif on voulait pas faire par exemple le groupe des auteurs anarcho-écologistes je veux dire. L'idée c'était justement comme je disais au début dans les... c'était de s'adresser à un milieu dans son ensemble donc dans toute sa diversité et de mettre des moyens en commun. (Rapha)*

D'ailleurs, Lou fait clairement un lien entre la diversité des types d'action et la variété d'analyses en présence, elle la présente comme une richesse qui permet de faire évoluer les réflexions. Cependant, ce qui suscite davantage notre intérêt c'est qu'elle l'expose comme un univers en mouvement. Lou parle de théorisation plutôt que de théorie. Ainsi, au regard des propos des autres participantes et participants il semble ressortir une vision du «théorique» où l'action et la connaissance plutôt que de rester séparées s'influencent réciproquement et créent ainsi de nouveaux possibles.

*pis moi je pense que c'est peut-être là que les trucs antiautoritaires et les groupes affinitaires me rejoignent c'est que y'a tellement une grande diversité pis une diversité d'analyse qui vient y'offrent un espace d'action pis de réflexion qui convient à certaines personnes comme j pense que je serais vraiment malheureuse dans une société où y'aurait comme deux groupes pis y'a juste ça que je peux réfléchir pour moi c'est vraiment riche même si j'va pas m'impliquer disons dans tel groupe, mais de juste lire leurs flyers de voir leur analyse pis de ça de le comparer avec des groupes p't'être plus institutionnels j'trouve ça vraiment riche dans la possibilité de théorisation pis de d'action (Lou)*

#### 4.2.7 Place des personnes concernées

D'emblée associée à un concept du travail social, la place des personnes concernées a suscité des propos divergents chez les participantes et participants. Ainsi, pour la majorité, il s'agit d'un aspect important : les personnes directement touchées par les enjeux ciblés devraient être au cœur des décisions. Il est toutefois intéressant de

préciser qu'en raison de l'importance accordée à cette notion en travail social, la place des personnes concernées a fait l'objet d'une question lors de l'entrevue. En ce sens, nous sommes conscients d'avoir conduit plusieurs participants et participantes à aborder ce sujet, alors que nos observations nous amènent à croire que peu l'auraient fait dans le cas contraire. D'ailleurs, certaines et certains nuancent, et même, critiquent ce concept qui selon elleux peut verser dans le paternalisme et la prise en charge.

*Mais une action collective est pas invalidée de facto parce qu'elle ne fait pas appel à (des personnes concernées), même très souvent au contraire y'a souvent une espèce de rapport paternaliste ou dogmatique ou de prise en charge qui est dans cette finalité. (Rapha)*

En fait, ce qui ressort de leur propos, c'est surtout une volonté d'ouvrir la question entourant la place des personnes concernées. Non pas qu'illes jugent que les décisions devraient être prises en leurs noms, mais bien qu'illes se questionnent sur qui sont désignées comme étant les personnes concernées.

*Pour moi c'est tout le temps une affaire qui est vraiment spécifique au travail social pis comme pour moi les personnes qui sont concernées c'est tout le monde, ben tout le monde qui se sent concernés j'veux dire c'est pas que les personnes pauvres ou marginalisées, pour moi j pense que c'est important d'ouvrir la question de c'est qui les premières personnes concernées. (Lou)*

À ce propos, des participantes et participants ont soulevé quelques pistes de réflexion intéressantes. Notamment, que les ressources limitées et le financement font sorte que l'action collective en travail social a concentré ses efforts autour de cette catégorie. De plus, dans le contexte actuel, l'action devrait surtout être comprise comme une façon de transformer la société de manière générale, ce qui pourrait éviter de créer des cloisons supplémentaires entre les individus souvent déjà isolés.

*Mais je pense que c'est aussi là j pense que pour moi les actions qu'on mène dans peu importe les groupes c'est quelque chose qui profite à tout le monde dans la société, mais comme on est dans un contexte où c'que les ressources*

*sont super limitées c'est comme si on avait une concentration auprès de personnes concernées. (Lou)*

De surcroît, Rapha souligne que leurs positions politiques en font aussi des personnes marginalisées, même s'elles ne concordent pas avec l'image que l'on y accole généralement. Ainsi, elles tendent à rendre plus poreuses les limites de la catégorie des personnes concernées, que certaines et certains considèrent comme contraignantes. Elles offrent des éléments de réflexion qui portent vers une définition qui peut dépasser les conditions matérielles d'existence brutes pour ressembler davantage à une façon d'être ou de comprendre le vivre ensemble. Toutefois, les participantes et participants s'entendent pour dire que l'inclusivité n'est pas chose facile et qu'il s'agit souvent d'un enjeu au sein de leur groupe. Si certaines et certains mentionnent s'y attarder avec plus d'attention, d'autres expliquent qu'il ne s'agit pas d'un objectif principal.

*Moi je préfère faire les choses de manière différente, faisons les choses comme on veut les faire puis essayons d'ouvrir nos espaces le plus possible en pensant au fait que on le sait que ça risque de prendre toute une série de codes, de connaissances, de repères pour savoir comment interagir, mais en même temps c'est totalement assumé c'est pas ça le but. (Rapha)*

#### 4.2.8 Sens, communauté, rapport à soi et aux autres.

Finalement, les personnes rencontrées ont aussi abordé ce que leurs façons de s'organiser rendent possible, et ce que cela leur apporte sur le plan personnel. En effet, les participantes et participants évoquent différents éléments relatifs à leur engagement collectif qui contribuent à leur bien-être individuel, et pour certaines et certains, à les faire évoluer personnellement. Il est question de rencontres souvent inspirantes et parfois déterminantes dans leur cheminement, du développement d'amitiés profondes, ainsi que d'un milieu d'appartenance où l'on peut rencontrer des



personnes qui partagent des expériences similaires. Certaines personnes expliquent qu'elles s'y sentent davantage en sécurité et sont plus à l'aise de partager leurs opinions et de développer leur rapport à la radicalité. Pour quelques personnes, le fait que les actions s'inscrivent dans des espaces sécuritaires<sup>13</sup> leur a aussi permis de développer leur capacité à adresser des situations d'oppressions dans les milieux radicaux, ainsi qu'à augmenter leur confiance en soi.

Spontanément, plusieurs personnes ont évoqué avoir fait de nombreuses découvertes et apprentissages. Qui plus est, plusieurs d'entre eux insistent sur le fait que leur implication a contribué à l'approfondissement de leurs réflexions et conséquemment à l'élaboration de leur pensée et de leur compréhension du monde.

*[...] Jde voir aussi réfléchir moi même de c'est quoi mes objectifs dans la vie pourquoi est-ce que les manières que j'ai d'imaginer les manières que j' imagine de faire les choses peuvent être problématique et j'ai l'impression que c'est en construisant avec les autres certains projets que je peux me remettre en question moi-même. (Lao)*

C'est aussi une grande source de motivation pour plusieurs participants et participantes, à la fois parce que cela les incite à faire quelque chose, mais aussi parce que cela les pousse à aller plus loin.

Les répondantes et répondants ajoutent également que le plaisir est un aspect important. Illes le recherchent à travers les actions, mais vont aussi les organiser en ce sens. Une participante insiste d'ailleurs sur la volonté de célébrer en présentant les objectifs et les enjeux sur lesquels s'attarde son collectif.

*On est vraiment là p't'être pour rendre visible certains enjeux qui touchent les femmes, mais aussi pour j' pense que pour célébrer pis comme vraiment*

---

<sup>12</sup> Un « safe space » représente un lieu ou un échange dans lequel un groupe marginalisé/opprimé peut s'attendre à ne pas être confronté à des stéréotypes ou à la marginalisation, leur permettant ainsi s'exprimer librement. Un « safe space » peut aussi impliquer la nécessité du partage d'un point de vue politique ou social pour y participer.

*grâce à notre art j pense y'a l'idée de permettre au monde d'avoir un bon moment tsé malgré la lourdeur que la lutte peut représenter. (Lou)*

Par ailleurs, les répondantes et répondants ont aussi fait ressortir des apports plus larges, reconnaissant à leurs actions des impacts dans différents contextes sociaux. En effet, pour une forte majorité le fait de porter un discours radical leur permet d'avoir un rapport de force plus important, car illes n'ont pas à se plier aux règles des institutions. Illes arrivent à faire réagir leurs « opposants » et ainsi mettre en lumière les rapports conflictuels en présence.

*[...]de faire en sorte de montrer que y'a y'a une critique sur la forme d'urbanisation telle que proposée par d'un coté genre la municipalité de l'autre coté les promoteurs immobiliers et de voir justement cette critique-là jusqu'où elle peut aller et jusqu'où elle peut rejoindre du monde c'est-à-dire de voir que les politiciens, les chambres de commerce prennent en compte et même si c'est par la peur et par « ah les anarchistes de (nom du quartier) et tout » prennent en compte c'te critique je pense que en soit c'est quelque chose d'intéressant que ce soit discuté que ce soit parlé c'est quelque chose que j'ai vu. (Alix)*

De plus, selon certains et certaines, leur présence assure une contre vision à la perspective plus réformiste qu'illes observent au sein des mouvements sociaux : en refusant le compromis illes poussent plus loin leur analyse.

*[...]les « subcultures » articulent une certaine contre-vision confrontation un certain refus au réformisme, c'est vraiment essentiel dans le processus des mouvements sociaux de ne pas avoir de compromis, dans beaucoup de luttes historiques, beaucoup de collectifs qui avaient une certaine vision radicale qui avaient une confrontation importante avec les systèmes de pouvoir économique et politique ce processus des petites « subcultures » c'est vraiment important pour pousser l'analyse des plus grands mouvements. (Claude)*

Finalement, illes considèrent que leur présence sert à affirmer qu'il y a d'autres possibilités de lutte, de vie et d'émancipation. À travers ces propos, il semble possible de comprendre que pour elleux le fait de s'organiser et d'affirmer que le fonctionnement actuel de la société n'est pas une fatalité, est une des leurs réponses

les plus puissantes. En effet, un apport qui apparaît fondamental est le fait d'exposer que les choses ne sont pas déterminées à l'avance, mais qu'il existe différentes alternatives et possibilités qu'il faut explorer et découvrir.

*[...]je prends pas comme un a priori tout ce qui est donné autant au niveau l'économie, le capitalisme est pas quelque chose qui a existé de tout temps ou qui peut exister de tout temps, les guerres c'est pas une fatalité et l'impérialisme c'est pas une fatalité c'est un choix politique, les transformations urbaines ne sont pas une fatalité et y'a d'autres possibilités.*  
(Alix)

En ce sens, leurs actions servent à la fois à explorer ces possibles, mais tranchent en soi avec les modèles et discours dominants selon lesquels les changements doivent être prévus, planifiés et s'inscrire dans une démarche rationnelle. De plus, des participantes et participants expliquent que leurs pratiques, puisqu'elles sont collectives s'opposent aux discours individualistes qui tendent à réduire les luttes collectives à des histoires individuelles.

#### 4.3 Similitudes et différences

Finalement, dans cette section nous aborderons les différences et similitudes que les participantes et participants observent entre les groupes institutionnalisés et les groupes autonomes antiautoritaires.

Dans un premier temps, illes ont fortement insisté sur la présence d'une plus grande autonomie dans leurs groupes. En effet, illes considèrent avoir une plus grande liberté de choix quant aux types d'actions pouvant être entreprises, aux formes que ces actions peuvent prendre et aux moyens à privilégier. Selon elleux, cette autonomie se déploie sur différents plans et est créatrice de possibles. Ainsi, les répondants et répondantes exposent une ouverture à sortir du cadre et une volonté de faire les

choses autrement, ce qui serait notamment dû au fait qu'elles n'ont pas de compte à rendre à l'État ou à quelque instance que ce soit. Chez les groupes institutionnalisés, les limites de leur autonomie auraient pour corolaire de réduire leur pouvoir, mais aussi de les conduire à faire davantage de compromis et des choix plus conservateurs. Pour certains et certaines, il est question d'une plus grande liberté dans la sélection du type d'action à mettre en place, mais aussi pour la remise en question.

La grande flexibilité des groupes autonomes antiautoritaires se traduit, selon eux, par une plus grande capacité à agir en situation. Aussi, la spontanéité et la capacité à agir rapidement représentent une autre distinction.

*[...]ben je pense que c'est plus la question de l'initiative, je pense qu'y'a quelque chose d'intéressant justement quand tu peux te permettre de prendre de l'initiative un moment donné genre et disons (nom de l'action) que je donnais en exemple c'est venu en faite on était assis [...]et là on discute on discute, on discute et là «ah ah on pourrait faire ça » tel type d'action et y'a une idée qui nous vient en tête et de passer des fois par disons des organisations plus formelles ben faut le formaliser, tu peux pas du tac au tac te dire « ok maintenant on le fait et quoi qui arrive genre » qu'ils l'acceptent ou non on va le faire je pense y'a cette liberté-là. (Alix)*

Il en va de même de la place pour l'initiative qui est, d'après eux, est fortement limitée par les structures et les modes organisationnelles dans les groupes institutionnalisés. En effet, les échéanciers, les plans d'action, la concertation, les codes procéduraux limiteraient grandement les possibilités de mobilisations spontanées, si cela n'entre pas directement dans le cadre d'action habituel.

*[...]aussi la manière d'établir les plans d'action, dans les organismes communautaires c'que j'ai vécu y'a toute l'idée de consulter les membres pis après d'avoir des liens avec les groupes desquelles on fait partie, c'est quoi les mobilisations qui s'en viennent toute un travail fastidieux qui est très intéressant pis très proche du terrain, mais que si en cours de route y'a quelque chose qui se passe, les possibilités de changements sont pas présentes, comme moi j'étais en stage durant la grève étudiante dans un milieu très militant c'est un des organisme qui fait encore, selon les gens, en travail social de l'action collective tel qu'on pourrait le concevoir dans ses*

*théories pures [...]pis genre la grève c'tait comme y'avait aucun espace pour ça là « garde on a genre quatre plans d'action un en logement, un en aide sociale un en tel affaire pis comme pour vrai genre on est « sété » une action au mois là, pis comme y'a telle concertation, tel évènement qui vient tel date, pis on a juste pas le temps de se mobiliser pour ça ». (Lou)*

De plus, illes ajoutent qu'en adoptant des modes de fonctionnement minimaux, il est plus facile de mettre l'accent sur l'action.

Par ailleurs, les participantes et participants insistent aussi sur le fait que cette autonomie concerne aussi leur espace d'expression, illes attribuent à certains groupes institutionnalisés un discours formaté et prémâché, duquel il serait difficile, voire hardi, de déroger. Cette tendance est moins présente dans les groupes autonomes antiautoritaires, ce qui aurait un impact important sur le sentiment d'authenticité des participantes et participants. De surcroît, cela permet l'émergence d'idées et de paroles nouvelles. En effet, illes jugent que le contexte dans lequel s'inscrivent leurs actions est plus à même de permettre le développement de nouveaux discours ainsi que de briser le consensus qui prévaut bien souvent dans les groupes institutionnalisés.

*je trouve ça important [...]d'avoir des espaces comme des assemblées générales pour dire ce que je pense, mais des fois j'ai l'impression y'a un discours très formaté et que genre pour réussir et c'est pour ça que j'ai aimé ça à ces différents moments-là je suis pas obligé de prendre le discours prémâché et je peux avec des gens essayer des discours nouveaux rentrer en débat dire des choses qui sont plus ou moins comment dire consensuelles briser le consensus (Alix)*

En ce sens, la question de l'autodétermination a aussi été soulevée, elle serait beaucoup plus présente dans les groupes autonomes antiautoritaires.

Une autre des différences exprimées par les répondantes et répondants est la tendance qu'ont les groupes autonomes antiautoritaires à entrer en confrontation. En effet, illes hésitent beaucoup moins devant la prise de risque, ce qui les conduit souvent à faire

des actions plus radicales, qu'elles jugent comme étant plus susceptibles d'apporter de réels changements. Bien entendu, elles ajoutent que de ne pas avoir de statut juridique/légal facilite cet état de fait. En parallèle, il appert que le conflit revêt un caractère important. D'abord, elles accordent une grande importance à marquer les conflits qui les opposent à certains groupes et plus particulièrement à relever les intérêts qu'ont certains de ces derniers à ce que ces situations ne soient pas présentées comme conflictuelles.

*Ils ont comme peur justement de la (nom du projet) y trouve que y'a quand même un discours radical qui se crée et de voir une forme de voir une forme d'adversité qui se crée je pense et c'est ça aussi qui est intéressant. (Alix)*

Cela serait moins possible dans les groupes institués en raison de la culture du compromis dans laquelle ils s'inscrivent. C'est aussi le cas au sein même des groupes, en effet, il semble qu'il y ait une certaine reconnaissance des conflits, ainsi qu'une volonté de les expliciter afin d'éviter que des rapports de pouvoir se reproduisent entre eux.

*Cette structure-là c'est comme si pour moi c'était de l'incohérence d'avoir à m'impliquer dans un groupe où est-ce que disons on dénonce j'sais pas les violences pis là que au sein du groupe ça soit constamment des violences qui se reproduisent par, mais, pas les mêmes formes de violence pis des comme pis j'pense que c'est impossible que y'ait aucun groupe qui ait des rapports conflictuels comme même dans les groupes antiautoritaires d'après moi c'est très présent [...], mais j'pense que y sont p't'être plus facile à cibler pis à intervenir (Lou)*

Parmi les divergences identifiées par les personnes rencontrées, celles-ci jugent que les groupes institutionnalisés vont plus souvent accomplir des gestes ou prendre des décisions incohérentes avec leurs objectifs. Ils évoquent des collaborations avec des groupes ou des institutions qu'ils considèrent comme irréconciliables avec les valeurs sous-tendues par une lutte radicale. De même, plusieurs notent que la reproduction de l'organisation est souvent en tension avec les principes politiques ou valeurs promues par les groupes. En ce sens, le financement a été évoqué par plusieurs comme un

élément qui plaçait les groupes institutionnalisés dans des situations contradictoires, voire paradoxales. Plusieurs mentionnent que le financement est souvent inexistant dans les groupes autonomes antiautoritaires, bien que cela soit reconnu comme étant parfois une limite, illes lui préfèrent leur autonomie. Selon elleux, c'est la dépendance au financement qui confine les groupes institués à une perspective revendicative. Elle rend plus ardue la modification de leurs pratiques, et ce, tout en limitant leurs possibilités d'action en matière de moyens et de radicalité.

Pour certains et certaines, les groupes institués sont davantage à la recherche de reconnaissance politique et financière, alors que les groupes autonomes antiautoritaires ne s'inscrivent pas ou peu dans une logique de reconnaissance. Il s'agit pour elleux d'un des facteurs qui expliquerait pourquoi les groupes institués sont davantage tournés vers l'augmentation de la participation et du « *membership* », alors que les groupes antiautoritaires se concentrent davantage sur l'action et ses impacts. Illes poursuivent en soulevant une autre différence, qui selon elleux, découle de l'enjeu du financement, soit la professionnalisation. Bien qu'illes conçoivent les avantages que peut représenter la présence d'une personne salariée dans un groupe, illes demeurent critiques quant à cette idée. Dans une très grande majorité, il n'y a pas de personne responsable ou ayant un titre particulier dans leur groupe. D'après elleux, cela implique d'emblée des enjeux de pouvoir, notamment en lien avec l'accumulation des connaissances, mais aussi avec les possibilités de prise de parole. Qui plus est, certaines et certains jugent qu'en en devenant un travail, l'engagement se transforme en routine, augmente la charge bureaucratique pour le groupe et transforme le rapport de la personne salariée à lutte politique.

*[...] j'ai l'impression que c'est peut-être une des différences majeures, en faite, c'est le fait que y'a des gens qui soient des professionnels de l'implication dans les milieux syndicaux, communautaires, étudiants versus des gens qui sont là en appui qui sont juste considéré comme pouvant être là en appui et je pense que y'a quelque chose d'indécent [...] j'ai une amie que du jour au elle a été conseillère syndicale [...], mais que t'sais j'ai*

*l'impression qu'elle était plus dans la lutte vraiment elle était plus vraiment au niveau des actions de base et elle se retrouvait juste avalée par c'te bureaucratie là et c'est ça je pense que dans le milieu communautaire y'a aussi ça des fois [...] certains groupes communautaires ou t'as un permanent ou une permanente ou on dirait que l'existence de ce groupe-là c'est juste lui ou elle parce qu'elle est payée et ça permet pas aux autres qui sont membres de prendre l'initiative justement parce que c'est la personne payée, justement professionnelle qui sait comment ça fonctionne et toutes les idées des autres sont un peu mis au rencart justement parce que ils et elles sont pas des salarié-e-s, ils elles sont pas reconnu-e-s comme ayant un statut de l'expert, l'expertise des nouveaux mouvements sociaux je pense que ça c'est une des différences peut-être fondamentales et qui est vraiment importantes entre l'action collective autonome et les groupes plus institutionnalisés[...] (Alix)*

La place des personnes concernées a aussi fait l'objet de considérations, alors que plusieurs reconnaissent que les groupes institués ont une volonté beaucoup plus explicite de rejoindre ces dernières. Ainsi, ils offrent à des personnes exclues un espace d'action et de parole auquel elles n'auraient pas accès autrement. En ce sens, certaines et certains remarquent une tendance chez les groupes autonomes antiautoritaires à avoir des exigences élevées quant aux capacités des membres, tant sur le plan théorique que pratique. Bien entendu, illes expliquent que la question de l'inclusion est davantage théorisée dans certains groupes institutionnalisés, car la participation dans les groupes autonomes antiautoritaires est plutôt liée aux affinités. Par ailleurs, sans que des liens précis aient été faits, il est aussi question que les groupes autonomes antiautoritaires ne s'organisent pas sur des bases identitaires déterminées ou encore en fonction d'une position sociale. Alors, que plusieurs groupes institués orientent leurs efforts de mobilisation autour de catégories spécifiques (femmes, travailleurs et travailleuses, étudiantes et étudiants, personnes assistées sociales, personnes sans statut).

Finalement, les personnes rencontrées n'ont pas formellement identifié de similitudes entre leurs groupes et les milieux institutionnalisés. Toutefois, illes ont soulevé différents aspects partagés avec des groupes plus spécifiques. À ce propos, illes ont mentionné le désir de transformation sociale, la solidarité par rapport aux conditions



d'existence des gens, certaines analyses et critiques des problèmes sociaux, et même certaines pratiques comme l'autogestion. En effet, plusieurs ont insisté sur le fait que les groupes institutionnalisés ne forment pas un tout homogène. Ainsi, il existe des groupes institutionnalisés qui adoptent des pratiques et un discours moins consensuels. Alors que certains et certaines observent une complémentarité entre les groupes institués et les groupes autonomes antiautoritaires, plusieurs insistent pour les présenter comme faisant partie d'un continuum. Pour certains et certaines, la coexistence des deux types de groupes est même nécessaire à l'intérieur des mouvements sociaux actuels, alors que les groupes institués permettent de mobiliser davantage, les groupes autonomes antiautoritaires s'engagent dans des initiatives plus radicales et nourrissent l'autocritique au sein du mouvement.

En somme, si les participantes et les participants sont en mesure de faire ressortir de nombreuses distinctions, illes dressent un portrait nuancé de ce qui les distingue des groupes autonomes antiautoritaires rendant ainsi compte d'une réalité qu'illes considèrent comme complexe.

*Je suis contre l'institutionnalisation d'un mouvement social, mais je vois aussi tous les points positifs que ça apporte genre [...], mais à date pour l'instant c'est pas mal dur de vivre en dehors de ça pour l'instant, je vois des contradictions [...], mais après ça la réflexion de comment intégrer un anticapitalisme, antiétatisme et un féminisme ensemble à long terme c'est super dur, oui faque avec l'autocritique peut-être qu'on va y arriver qui sait? (Lao)*

#### 4.4 Synthèse des résultats

De nombreux éléments sont ressortis de la présentation des résultats quant au sens que les participants et participantes accordent à leurs expériences d'action collective. À la fin de ce chapitre, nous pouvons affirmer que différentes tendances et spécificités se sont dégagées des propos des participantes et participants. Qui plus est,

certaines thématiques ont traversé leur récit et ont fait l'objet d'une attention particulière de leur part. Il semble possible de comprendre leur propos comme étant ancrés dans une vision du changement qui n'est pas prédéterminée et ne se veut pas entièrement saisissable, mais qui peut être multiple et s'inscrit d'abord dans l'action.

*J'essaie moins de trouver une réalité comme étant une réponse, comme j'agis pis j'essaie de voir qu'est-ce que ça va donner, peut-être que en espérant que quelque chose va découler de tout ça. (Lou)*

Les pratiques et points de vue présentés par les personnes rencontrées permettent de saisir un ensemble complexe qu'il n'est pas aisé de définir puisqu'il n'implique pas de visions précises du changement ou de la société idéale, si ce n'est justement la volonté de ne pas figer la lutte dans des modes organisationnels précis ou des analyses.

*Je crois aux changements qui s'effectuent au sein de groupes pis qui va comme « dissemmer » une certaine façon de faire à d'autres groupes qui comme va fonctionner plus par rencontre que par imposition d'une façon de voir, mais c'est comme très dur pour moi de porter un discours clair de qu'est-ce que c'est, j'ai pas une vision dogmatique ni très claire de c'est quoi une société idéale ou c'est quoi un changement sociétal qui me conviendrait, si je m'arrête c'est peut-être parce que j'ai pas un schéma très clair dans ma tête, c'est clair par exemple c'est ces milieux dans lequel chu mieux j'me sens mieux pour agir [...] j'sens que si je veux apporter quelque chose à ce groupe-là, ben y'a l'espace pour je le fasse pis que je serai pas juste instrumentalisée pour une lutte qui est déjà définie d'avance pis qui est déjà comme le problème social est déjà ciblé, y'a déjà un point pis que c'est revendiquer telle affaire auprès du gouvernement pis c'est comme un peu « useless ». Est-ce que vraiment ça va faire un changement ? (Lou)*

En ce sens, le processus revêt une importance indéniable, ce qui se manifeste notamment à travers le fait que ce qui pourrait être perçu comme un moyen ou un outil est souvent considéré comme une fin en soi, désirable pour ce qu'elle peut apporter et faire vivre dans l'immédiat. En effet, leur vision de l'action collective et la façon de s'organiser qui en découle semblent leur permettre de s'approcher à travers la lutte de la façon dont elles souhaiteraient vivre. En ce sens, l'action ne semble pas

diriger par des buts précis, mais prend forme à travers l'expérimentation et la remise en question des formes traditionnelles d'action.

Le commun, c'est-à-dire le fait de partager et de lutter avec d'autres est d'ailleurs perçu et abordé comme une fin en soi par les participantes et les participants. Ainsi, le caractère identitaire est souvent évacué au profit d'une communauté du sensible qui se crée autour d'attracteurs que plusieurs ont décrits comme étant lié à un désir partagé d'une façon de lutter et de vivre.

En effet, il semble que ce qui peut vraiment distinguer les groupes autonomes antiautoritaires ne se situe pas uniquement au niveau formel, mais dans une intention ou une manière de faire qui, pour les participants et participantes, colore l'action et lui donne un sens particulier.

*Ben j pense que c'est subtil [...] j pense que c'est vraiment des traditions d'organisations qui sont différentes, mais comme j'sais pas comment dire, mais j pense qu'utiliser la sérigraphie c'est quelque chose qui se fait tsé déjà dans auprès d'autres groupes j'imagine, mais là c'est la manière que c'était fait. (Lou)*

Cette couleur demeure toutefois difficile à expliciter pour les participantes et participants. En effet, lors de plusieurs entretiens, mais aussi à travers nos notes de terrain, nous avons à plusieurs reprises constaté son caractère insaisissable, difficilement communicable à travers un discours rationnel. Cela semblait surpasser la difficulté à rendre compte d'expériences complexes, mais plutôt relever d'un autre rapport à l'action, que nous entrevoyons comme relevant d'une éthique et plus spécifiquement d'une éthique en mouvement. Ainsi, nous avons dégagé trois thèmes principaux qui nous apparaissent directement liés à cette idée. Ceux-ci serviront de base à nos réflexions et à notre analyse, et nous permettront d'aborder ce que nous croyons être cette nouvelle éthique de l'action. Il s'agit de l'action comme finalité de l'action, l'expérimentation et la communauté des désirs, thèmes que nous aborderons dans le chapitre qui suit.

## CHAPITRE V

### DISCUSSION

*Cette joie libre et spontanée de l'être-ensemble est irréductible à la mise en projet de la vie. Un mystérieux effet de propulsion affective émane, qui laisse entrevoir une manière non programmatique de vivre les abstractions, en évitant les écueils du volontarisme révolutionnaire et ceux, plus dissimulés, du conservatisme concret. (Bordeleau, 2014, p.29)*

Ce chapitre du mémoire met en relation les résultats de la recherche avec le cadre théorique présenté plus tôt, et s'attache à développer certaines des réflexions qui ont émergé au cours de la recherche et du processus d'analyse des résultats. Avant de débiter, précisons que les résultats de l'analyse nous ont conduit à faire appel à d'autres auteurs et auteures pour élaborer l'idée d'éthique de l'action qui a émergé comme thème une fois la présentation des résultats terminée. En effet, en ayant opté pour une recherche de type exploratoire, certaines des dimensions qui sont ressorties lors de l'analyse n'avaient pas été abordées dans notre cadre théorique. Nous avons choisi de présenter cette réflexion ainsi que les ajouts théoriques qui ont été nécessaires directement dans ce chapitre, sans nous engager dans une reformulation du chapitre deux. Cette manière de faire permet de mieux voir l'évolution de la démarche.

Si de nombreux éléments permettent de distinguer les pratiques des groupes autonomes antiautoritaires des celles des groupes institués, il demeure, comme le mentionnaient certaines des personnes rencontrées, que plusieurs d'entre elles s'inscrivent en continuité. Toutefois, les constats tirés des propos des participantes et des participants ainsi que leurs propres réflexions, nous conduisent à penser qu'il

existe, malgré tout, une différence importante qui semble s'opérer à un autre niveau que celui des pratiques. Nous aimerions donc proposer qu'il s'agit fondamentalement d'une différence au plan éthique.

Dans ce contexte, l'éthique n'est pas comprise comme une morale ou un assemblage de normes provenant d'un ensemble de valeurs précises, transcendantes et qui viseraient à diriger l'agir. À cette définition nous préférons adopter une lecture de l'éthique qui se comprend comme un rapport au monde et dans ce cas-ci à l'action. « Voilà donc que l'Éthique, c'est-à-dire une typologie des modes d'existence immanents, remplace la morale, qui rapporte toujours l'existence à des valeurs transcendantes. » (Deleuze, 1987, p.35) En ce sens, l'éthique ne prétend pas à la généralisation, mais est immanente, elle se développe en situation en fonction des contingences et des invariants qui s'y trouvent. Ainsi, l'éthique tout comme l'agir émane de la situation, c'est-à-dire qu'ils y prennent forme et s'y développent. Il s'agit comme le précise Érik Bordeleau de demander...

[...]« comment faire? », et non pas « Que faire? », une question qui engage d'entrée de jeu non pas tant un but, un telos, qu'une manière d'être là, une attention au comment de la présence. Dans un contexte où c'est la vie elle-même qui devient objet de pouvoir, cette présence attentive qui ouvre des interstices et fait forme-de-vie est plus que jamais nécessaire pour résister là où le pouvoir nous saisit. (Bordeleau, 2014, p.165).

En ce sens, il importe de préciser que l'éthique n'est pas uniquement une posture réflexive ou une ouverture à la situation, mais implique de prendre part au réel et conséquemment la prise de risque que cela comporte. De même, en tant que processus immanent, intrinsèquement lié au contexte elle ne doit pas non plus être comprise comme relativisme absolu et sans limites. Bien au contraire, nous y voyons une rigueur sans cesse renouvelée, puisque l'éthique comprise comme un rapport à l'action et au monde vise à trouver la meilleure façon d'agir en fonction des contingences et de l'imprévisibilité dans laquelle nous baignons. D'ailleurs, pour Day, agir de façon éthique dans une perspective poststructuraliste implique une

obligation à faire des choix dans des circonstances où il est impossible de se décharger de sa responsabilité par un appel à la nécessité morale. (Day, 2005, p.181) Comme il n'est pas possible de s'extraire des situations, car nous en faisons partie, l'éthique réaffirme notre appartenance au monde et notre implication dans ce qu'il advient. De ce fait, l'éthique peut être comprise comme une intensification radicale de la vie, qui de par la prise en compte de soi, des autres et de la situation qu'elle implique favorise le développement de puissance et de vie. (Gendron-Blais, 2011)

Dans une optique politique, ce mouvement d'intensification se fait agir constituant sa propre fin, possibilité radicale hors de tout telos et de toute arkhè. L'émancipation renferme donc, dans son mouvement même, les ferments de ce qu'elle souhaite créer. Relations, organisation de rencontres, composition de rapports vécus, expérimentation : l'éthique est un rapport qui vient colorer politiquement l'ensemble de la vie quotidienne. (Gendron-Blais, 2011, p.10)

Ainsi, nous aimerions suggérer que les trois thèmes qui se sont dessinés au cours de la présentation des résultats, soit l'action comme finalité de l'action, l'expérimentation et les communautés de désirs, permettent d'appréhender cette éthique comme rapport au monde et à l'action. En fait, nous croyons que ces thèmes sont des manifestations de ce que pourrait être une éthique de l'action, c'est ce que nous souhaitons explorer dans les pages qui suivent.

### 5.1 L'action comme finalité de l'action

Le premier thème que nous souhaitons aborder et qui se situe au cœur du rapport à l'action développé dans les groupes autonomes antiautoritaires est celui de l'action comme finalité. En effet, nous aimerions suggérer que l'importance qui est accordée au processus, mais aussi le fait que les participantes et participants se mettent en action sans qu'il n'y ait de finalité prédéfinie, démontrent qu'elles s'inscrivent dans

un autre type de rapport à l'action, ou qui à tout le moins se distingue des formes d'action typiquement préconisées dans les groupes institués. Qui plus est, que cela influe directement sur le sens qu'elles accordent à l'action collective et possiblement à ses impacts. Quels seraient donc les attributs de ce rapport à l'action?

Pour débiter, il semble nécessaire de préciser qu'à la suite de Benasayag et Del Rey (2011) ainsi que de Healy (2003), nous estimons que les pratiques d'action collective en travail social et corolairement les discours de plusieurs groupes institués s'inscrivent majoritairement dans les théories critiques et qu'elles impliquent une compréhension rationaliste et moderniste du monde. Dans un tel paradigme, les actions entreprises par les militants et militantes sont transitives, c'est-à-dire qu'elles sont un moyen au service d'une fin. Par exemple, pour les théories d'influence marxiste il s'agit de la réalisation des lois de l'histoire. Benasayag et Del Rey (2011) associent ce rapport au monde à l'idée de programme qui « désigne donc à la fois la définition rationnelle du monde qui doit être et la détermination des pas à effectuer pour la réalisation de cet objectif : l'engagement comme moyen, la stratégie de réalisation du programme rationnel. » (Benasayag et Del Rey, 2011, p.31) Pour ces auteurs, le programme s'oppose à l'idée de projet que nous avons présentée dans le chapitre deux. Différents éléments nous conduisent à comprendre les actions présentées par les personnes rencontrées, et tout particulièrement la place que prend l'action en tant que telle, comme étant en rupture avec la vision programmatique de l'engagement véhiculé par la pensée moderne. Les sections qui suivent proposent plutôt de les comprendre comme faisant partie d'un projet et s'inscrivant dans une perspective de recherche engagement.

### 5.1.1 Le projet, l'action et la situation : un tissage.

Rappelons d'abord que le projet, pour Benasayag et Del Rey (2011), s'inscrit toujours dans la situation, il y prend forme et se développe à travers elle. « Tout projet appartient donc *et* au présent de l'agir *et* à la singularité de la situation dans laquelle on agit. En réalité, tout engagement situationnel est projectif. » (*Ibid.*, 2011, p.32) Le projet doit donc être compris non pas comme ce que visent les actions, mais comme le processus produit et reproduit à travers l'articulation des actions et de la situation, ainsi que ce qui en découle.

En effet, dans chacune des trois sections qui structuraient les entrevues, les participantes et participants ont suggéré des réponses qui laissent croire qu'elles accordent à l'action collective un caractère résolument processuel, voire mouvant. Ceci s'observe notamment à travers l'utilisation de termes tels que processus d'action, déplacement d'énergie, mouvement continu, transformation constante et de formes changeantes. Qui plus est, cet aspect ressort aussi très fortement dans la définition qu'elles donnent de l'action collective insistant sur le fait que l'action s'élabore souvent dans une perspective non définie. Comme nous le rappelle cet extrait : « *Ok ben c'est très large là, ça peut prendre plusieurs formes, je pense que l'idée c'est d'entrer dans un processus d'action [...]* » (*Lao*) Cette posture face à l'action collective tranche avec ce qui est généralement rapporté dans les modèles plus classiques, où le partage préalable d'objectifs communs est à la base de l'action à mener. En effet, les résultats présentés mettent plutôt en lumière, une volonté de ne pas figer l'action dans des procédures ou même dans un but précis. En effet, participantes et participants adoptent une définition de l'action collective résolument ouverte. Selon eux, il n'est pas possible, ni même intéressant, d'en fixer les formes, puisqu'elles varient en fonction d'aspect divers, que nos observations nous amènent à comprendre comme étant le contexte dans lequel l'action collective s'inscrit. En ce



sens, il semble possible d'affirmer que le caractère processuel des actions s'impose par le fait que la focale de l'action se trouve en situation. (Benasayag et Del Rey, 2011)

Ainsi, la prise en compte de la situation nous apparaît être en complète concordance avec celle de projet, ce dernier prenant forme dans l'action et se transformant à travers elle. À ce propos, soulignons à nouveau ce passage de Benasayag et Del Rey.

Personne ne promet rien à personne, on construit, on lutte, on crée. [...] Aucun projet ne préexiste à l'agir qui tend à le réaliser. Un projet se réalise en même temps qu'il se définit. (Ibid, 2011 p.32)

L'action n'est pas dirigée vers des résultats prévus pour le futur, mais par ce qui arrive en situation dans le présent.

Un projet nomme la façon dont l'avenir habite tout agir en ouvrant le présent sur le changement. Il nomme l'existence de l'avenir dans le présent, quand un agir s'y engage. (Ibid, 2011, p.33)

#### 5.1.2 « Des moyens sans fin ».<sup>14</sup>

En ce sens, nous avons pu remarquer dans les propos recueillis que les distinctions entre moyens et finalités de l'action étaient brouillées, voire inexistantes. Certains et certaines ont d'ailleurs ouvertement démontré une réserve face au concept de finalité et il a même été question, comme nous l'avons abordé dans le chapitre précédent, de libérer l'action de la finalité d'un but.

*[...] faut faire attention ce que je veux dire, c'est que dans le fond la finalité quelque part y'a très souvent une finalité qui se dessine dans ce qu'on fait par*

---

<sup>13</sup> Sous-titre inspiré du livre de Giorgio Agamben, *Moyens sans fin. Notes sur la politique* en 2002 aux éditions Rivages.

*toute un assemblage de petites actions, des fois cette finalité-là est plus explicite d'autres fois elle l'est beaucoup moins, mais il y a une espèce de cohérence d'ensemble qui se dégage de pratiques pis en ce sens là ben... c'est pas parce qu'une action aura pas de buts énoncés que c'est pas une action. (Rapha)*

Il s'avère toutefois important de nuancer qu'il peut y avoir des buts ou des objectifs, cependant les actions ne semblent pas devoir y être soumises ou à tout le moins l'accent n'est pas préalablement mis sur ces derniers. En effet, dans un projet tout comme dans l'engagement recherche, ce qui incite l'action, ce qui la guide et même, ce qui lui donne sens, est immanent, c'est-à-dire qu'il fait partie de la situation, du contexte.

Nous y voyons également un parallèle avec la construction simultanée des buts et des ressources au cours de l'action chez Marc-Henry Soulet (2003). Elle serait une des propriétés formelles de l'agir dans un cadre d'action défini par l'incertitude.

Dans ce cadre (contexte d'incertitude), l'action est rarement dirigée vers une fin préétablie. La fin ne précède pas l'action, au contraire même, elle est une production de l'action en même temps qu'une condition de celle-ci. (Soulet, 2003, p. 137)

Cela ressort distinctement des entrevues, les actions se créent en réaction à une situation ou à partir d'un désir, le reste se décide, se négocie en fonction des personnes présentes et de ce qui se produit au fur et à mesure qu'elles s'organisent. L'auteur propose d'ailleurs une analogie avec l'idée de délibération, elle nous apparaît des plus appropriée, puisqu'elle est ressortie à travers l'exemple du consensus comme inhérent aux pratiques présentées.

Le propre de la délibération est justement de forger une décision non prédéterminée par et dans le cours de la discussion. Nous avons des préférences incomplètes et c'est dans le processus de délibération intérieur et par le dialogue avec les autres que se forge la décision et non dans l'existence d'une volonté déterminée avant l'entrée dans l'action. » (*Ibid*, p.317)

Il est d'ailleurs intéressant de suggérer que le fait que les modes organisationnels et les moyens qu'elles adoptent sont peu formalisés soit en quelque sorte implicite au fait d'agir en situation, ceux-ci se définissant eux aussi en cours d'action. De plus, comme pour Benasayag et Del Rey (2011), l'agir en situation implique qu'une façon de faire fonctionnant dans un contexte, ne peut s'appliquer à toutes les situations. Ainsi, l'idée de définir les modes de fonctionnement en parallèle de l'action nous apparaît comme plus à même de s'inscrire dans la situation et de répondre aux besoins qu'elle implique. De même, la préférence marquée pour l'action directe se révèle des plus cohérente avec cette volonté de changements dans l'ici maintenant. La situation actuelle ne nous convient pas, nous allons donc tenter de la changer en agissant directement sur cette dernière. Aussi, les propos relatifs au DIY « do it yourself » visant à s'approprier les moyens d'action et à en comprendre le fonctionnement nous apparaissent fortement liés à cette idée d'agir en situation.

### 5.1.3 La question du changement

Par extension, il nous apparaît que l'idée d'action orientée par l'action implique une vision du changement qui prend racine elle aussi dans la situation, dans le contexte.

*De par ma conception philosophique de qu'est-ce qu'une société, pour moi j'aurais, je sais pas j pense que j'ai beaucoup, j crois beaucoup plus à microchangements qui finissent par devenir[...]j'essaie moins de trouver une réalité comme étant une réponse, comme j'agis pis j'essaie de voir qu'est-ce que ça va donner, peut-être que en espérant que quelque chose va découler de tout ça, j pense que mon modèle idéal de changement serait beaucoup plus par microchangements que par un changement institué, imposé qui comme que comme par des partis politique (Lou)*

À ce propos, Karen Healy (2000) suggère que la pensée post-structurelle peut permettre de dépasser l'idée de changement véhiculée par les théories critiques, qui selon elle, limite ce qui peut être perçu comme un changement.

« The emphasis on structural change leads not only to the minimization of the radical potential of the local changes practices but to the view that such practices are actually antithetical to radical transformation. » (Healy, 2000, p. 125)

À travers leur propos, il ne semble pas que les participantes et les participants aient abandonné l'idée de transformation sociale ou même de changement radical, mais bien qu'elles embrassent une vision plus large de ce que peut-être un changement et de la façon dont ils se produisent. En lien avec ce qui a été proposé par Healy (2000), il est possible d'affirmer que ce qui pourrait être considéré comme de « plus petits » changements ou des changements qui ne passent pas par les vecteurs habituels ne seront pas dévalorisés ou perçu comme n'ayant pas d'impact. Il appert que cette vision du changement et cette compréhension de l'action puisse être la conséquence du fait qu'elles s'inscrivent, comme nous l'avons vu au chapitre deux, dans un paradigme complexe. Par une ouverture à la complexité, au contradictoire ainsi qu'à ce qui peut d'emblée paraître comme irrationnel elles arrivent à entrevoir et comprendre la réalité sociale autrement. Ainsi, en adoptant une vision de l'action qui prend forme à travers la situation, elles considèrent que la situation est en elle-même génératrice de possibles. Aussi, différentes possibilités émergeront de celle-ci. « ... nul changement n'est maîtrisable, mais se décide toujours depuis une situation qui intègre le monde à changer. » (Benasayag et Del Rey, 2011.)

En somme, il semble que le fait d'être en action se suffit à lui-même. En d'autres mots, la finalité s'il en est une, serait donc de faire, d'agir ensemble, car c'est dans la situation elle-même que le changement est possible. Ainsi, l'idée de processus peut être comprise comme l'imbrication de ces trois éléments que sont : la situation (le contexte), l'action et le projet. D'après Benasayag et Del Rey (2011), « un projet

habite l'engagement, le dynamise, le vitalise, lui confère son unité et son sens. » (*Ibid*, 2011, p.33) Nous croyons, comme ces derniers, que le rapport à l'action des participantes et participants est le résultat de ce tissage. Cette idée prend tout son sens quand on l'articule à celle d'engagement recherche, car ce concept nous permet de saisir que, ce qui crée cette focalisation sur l'agir en situation est dû à ce qui en découle, c'est-à-dire à ce que les participantes et participants y vivent. En effet, cet accent mis sur le processus semble surtout s'expliquer par le fait que cela permet aux participantes et participants d'explorer les potentialités qui se trouvent en situation, c'est donc à travers les actions que les apprentissages, transformations et réalisations se produisent. C'est ce que nous aborderons plus profondément dans la prochaine section du chapitre.

## 5.2 L'expérimentation

Dans des frontières intérieures aux formes de circulations dominantes et hégémoniques, de nouvelles pratiques font irruption et sont expérimentées : elles apparaissent comme des paris désirants là où jusqu'ici, les choses ne semblaient pas pouvoir changer, semblaient « naturelles ». (Benasayag et Del Rey, 2011, p.78)

Le thème de l'expérimentation nous apparaît être profondément entrelacé au thème précédent. Il s'agit aussi d'un thème récurrent qui a été évoqué à maintes reprises sous divers vocables. Ainsi, nous voulons suggérer que l'expérimentation est en quelque sorte la forme que semble prendre l'agir en situation. En effet, intrinsèquement lié à l'idée de processus, l'exploration de nouvelles formes d'action, de pratiques et de modes organisationnels a été relevée par les répondantes et les répondants comme étant un élément caractéristique de leurs pratiques, mais aussi comme un aspect qu'elles apprécient et qui confère du sens à ce qu'elles font. Elle peut même s'apparenter à une attitude face à ce qu'elles entreprennent. Pour

plusieurs, la lutte est présentée comme un laboratoire, c'est en étant en action qu'elles apprennent, mais surtout que les actions se précisent, prennent forme et se transforment.

### 5.2.1 La situation un laboratoire pour l'action.

Pour Benasayag et Del Rey (2011) l'engagement recherche qualifie ce mode d'action qui en situation recherche (expérimente) les formes que cette même action peut prendre pour transformer le réel. La recherche engagement en continuité avec l'idée de projet ne s'inscrit pas dans la poursuite de finalités extérieures, programmées et construites, il s'agit plutôt de partir de ce qui émerge, des situations concrètes. Nous lui préférons le terme d'expérimentation, plus près des propos des personnes rencontrées, néanmoins il s'agit selon nous de la même chose. Les actions à entreprendre doivent être « découvertes » en situation, à travers la recherche et l'exploration.

L'engagement-recherche n'a pas besoin de promesses : d'une part, parce que les motivations auxquelles il répond, les sources de sa passion de chercher ne résident pas dans un « autre monde » à faire advenir (transcendance) mais sont immanentes à la situation, l'ici et maintenant [...]. (*Ibid*, 2011, p.30)

À ce propos, il semble que la place importante accordée à l'art comme moyen de lutte puisse notamment être reliée à l'idée d'expérimentation. Il s'avère dès lors possible de prétendre que le processus créatif inhérent à toute démarche artistique soit particulièrement fécond pour l'expérimentation. L'idée évoquée au chapitre précédent de détruire les barrières entre militantisme et création peut alors se révéler comme une façon de rechercher, mais aussi d'expérimenter à travers les pratiques artistiques des nouveaux moyens d'action en situation. Est-il possible que l'art en raison de la

complexité qu'il implique, de sa capacité à affecter puisse être une forme d'agir adaptée à notre époque ou alors plus à même de favoriser l'ouverture de ces formes? Ou encore, est-ce que la création prend la forme d'une « méthodologie » pour la recherche engagement? Nous avons pour l'instant, bien plus de questions que de réponses relativement à l'art comme moyen de lutte et ces implications pour un agir collectif en situation. Toutefois, les propos des personnes rencontrées, le recours massif à l'art dans les différents mouvements qui ont marqué la planète dans les dernières années, les nombreuses recherches portant sur l'art et le politique, ainsi que le développement de programme de recherche-création dans différentes universités nous conduisent à y percevoir des avenues qu'il serait judicieux d'explorer.

De même, l'insistance exprimée par les personnes rencontrées sur la liberté, la fluidité des formes d'actions, l'absence ou la flexibilité des modes organisationnels, ainsi que l'autonomie nous apparait également associée à la volonté d'expérimentation. Ce faisant, certaines des contraintes relatives à l'action collective se voient minimisées, libérant temps et énergie pour l'expérimentation et la recherche de formes nouvelles d'action. Qui plus est, l'espace créé par le caractère minimal des structures semble être une condition nécessaire aux tentatives, explorations, essais et détournements.

### 5.2.2 L'expérimentation et le développement de la puissance d'agir.

Par ailleurs, ce qui attire notre attention dans les propos des personnes rencontrées c'est que l'idée d'expérimentation apparait signifier davantage qu'une pratique qui peut permettre le développement de nouvelles man  res d'agir. En effet, comme nous l'avons présenté dans notre cadre théorique, Benasayag et Del Rey (2011) présentent l'expérimentation comme le creuset où se forment les contre-pouvoirs. Ainsi, pour les

auteurs le développement de pratiques et d'expériences coïncide avec la formation des contres-pouvoirs. Éloignés d'un agir conscient les contre-pouvoirs s'approchent d'un agir pré-symbolique « non encore capturé ou systématisé dans des formes bien définies. » (*Ibid*, 2011, p.78) C'est donc ce caractère des contre-pouvoirs qui appelle à l'expérimentation.

Au cœur d'une époque obscure, les contre-pouvoirs, sous la forme d'une multiplicité de laboratoires sociaux où l'on retisse de la puissance, constitueraient l'expression privilégiée de la possibilité d'agir... (*Ibid*, 2011, p.79)

Dès lors, l'exploration peut être comprise et considérée comme bien plus que des tentatives ou des essais, mais une façon de lutter adaptée à l'époque actuelle. D'ailleurs, le fait que les contre-pouvoirs ne se constituent pas nécessairement à travers un travail de la conscience nous rappelle les propos de plusieurs participantes et participants, pour qui les mots ne permettaient pas toujours d'évoquer justement les motivations et volontés qui les portaient et les poussaient à agir.

Ainsi, la proposition voulant que les contres-pouvoirs soient liés à la création de puissance en situation se révèle d'un intérêt particulier. En effet, nous aimerions suggérer que c'est (notamment) le développement de puissance qui confère aux actions des personnes rencontrées leur sens. En somme, nos observations nous ont conduits à comprendre ce que les participants et participantes expliquent vivre à travers l'expérimentation comme le témoignage d'un vécu de moments de puissance. Il s'agirait de moments au cours desquels illes ressentent leur capacité d'action, mais aussi de connexion avec elleux-mêmes, les autres et leur environnement.

Dans un contexte où l'action collective est encore souvent présentée comme un sacrifice à faire pour une éventuelle réalisation de l'histoire et qui souvent se bute à un cynisme qui suggère que le cours des choses n'est que fatalité, un tel rapport à l'action nous apparaît comme une source de motivation et avenue intéressante pour



de futurs travaux de recherche, notamment en ce qui a trait aux différents enjeux entourant la participation dans les groupes institués. L'action n'est pas ressentie et définie comme une responsabilité, un devoir ou même un poids, mais une façon de vivre certains de leurs désirs, car pouvoir être affecté selon Spinoza, c'est aussi exister. « C'est que la joie, et ce qui s'ensuit, remplit l'aptitude à être affecté de telle manière que la puissance d'agir ou force d'exister augmente relativement [...]. » (Deleuze, 1983, p.139) Il convient alors de se s'interroger sur ce qui à travers l'expérimentation rend possible ce développement de puissance.

### 5.2.3 Être affecté source de puissance?

Selon nous, l'expérience de puissance est liée à l'activation de nos surfaces d'affectations. En effet, comme cela a été présenté dans le chapitre deux, le développement de puissance serait attaché à la capacité d'être affecté qui est directement reliée à ce que Benasayag et Del Rey (2011) à la suite de Gilles Deleuze nomment la territorialisation des luttes, des engagements et des résistances. L'époque actuelle serait caractérisée par une...

déterritorialisation forcée et brutale qui fait de chacun une entité déracinée, simple quantité d'énergie délocalisable et modélisable en fonction des besoins de l'économisme et du pouvoir disciplinaire. (Benasayag et Del Rey, 2011, p 53)

Ainsi, nous serions coupés de nous-mêmes, ce qui entrainerait l'impuissance comme conséquence. Au contraire, la territorialisation serait un processus qui permettrait de (re)trouver ses surfaces d'affectation, c'est-à-dire de connaître «la façon dont on est affecté par les différentes dimensions de la vie. » (Benasayag et Del Rey, 2011, p.54) Cette affectation, le fait de se sentir affecté, d'être touché, de faire l'expérience incarnée de l'action serait la base, le point de départ de tout agir. À ce propos, il

importe de rappeler que l'éthique comme disposition au monde peut aussi prendre la forme de résistance, et que la résistance et la révolte peuvent aussi permettre d'être affectés. En effet, l'immanence peut aussi être comprise comme le fait de laisser libre cour à la manière dont on souhaite vivre, ce qui dans le contexte actuel implique souvent une confrontation avec des modes de vie artéfactualisants, ce qui rejoint les propos des participants et des participantes quant à la nécessité de créer des alternatives, mais aussi de s'opposer et de mettre en lumière ceux et celles qui tentent de les détruire ou de les contrôler.

Alors, qu'est-ce donc qui affecte les participants et les participantes à cette étude? Les réflexions à ce sujet nous ont conduits, à travers différentes discussions, à penser l'idée de l'identité et la place du sujet/de l'acteur dans les groupes autonomes antiautoritaires. Au cours de ces différentes discussions, des perceptions et impressions à ce propos ont été dégagées, notamment, que les actions seraient centrées autour du sujet. C'est ce que nous aborderons dans la section suivante.

### 5.3 Des communautés de désirs

Car si les hommes, au lieu de chercher encore une identité propre dans la forme désormais impropre et insensée de l'individualité, parvenaient à adhérer à cette impropriété comme telle, à faire de leur propre être-ainsi non pas une identité, mais une singularité commune et absolument exposée, si, autrement dit, les hommes pouvaient ne pas être ainsi, dans telle ou telle identité biographique particulière, mais seulement être le ainsi, leur extériorité singulière et leur visage, alors l'humanité accèderait pour la première fois à une communauté sans présumé et sans objet, à une communication qui ne connaîtrait plus l'incommunicable. (Agamben, 1990, p.67)

Notre troisième thème recoupe différents aspects que nous proposons de résumer par l'idée de communauté de désirs. En effet, différentes réflexions autour de la

subjectivité et de la place du sujet dans l'action collective ont émergé durant le processus d'analyse. Ce faisant, des questions sur la forme des liens qui les amènent à se regrouper ont aussi été soulevées.

### 5.3.1 Le commun comme alternative

Dans l'engagement traditionnel l'action du militant ou de la militante, ou autrement dit du « Je » est subsumée dans un « Nous » rassembleur. Néanmoins, l'avènement de la postmodernité, ainsi que la prégnance de l'individualisme dans les sociétés occidentales ont conduit différents auteurs et auteures à affirmer que ce grand « Nous » rassembleur ne faisait plus sens ou du moins que ce sens avait changé.

En même temps que s'estompent progressivement les frontières entre le nous et le ils, se trouvent peu à peu définis de nouveaux rapports entre le nous et le je. De fait, l'affaiblissement du nous signale déjà une autre façon de définir des adhérents individuels. C'est aussi une autre régulation des relations entre vie privée et vie militante qui se trouve en jeu. (Ion, 1997, p.60)

Avec la perte du prolétariat comme condition commune, il semble qu'il n'y ait plus une identité suffisamment partagée par tous et toutes. Ainsi, nous nous retrouverions dans une époque où les personnes s'engagent en tant que « Je » ou sujet. Nous aurions donc à faire avec un nouveau type de militants et militantes.

À première vue, l'importance de tirer du plaisir lors des actions menées ou au sein des collectifs, ainsi que de faire des actions qui font sens pour les participantes et les participants pourraient être comprise comme une extension de l'individualisme et la manifestation d'une forme d'engagement qui en découlerait. Toutefois, nous aimerions proposer qu'il en est tout autrement.

En effet, dans un tel contexte, quand l'action est sa propre finalité, le « comment » ou autrement dit les moyens qui lui donnent forme ne deviennent-ils pas porteur d'un sens particulier? Il appert qu'en abandonnant l'idée du grand soir et celle de la finalité de l'action, il est possible de penser que le fait de mettre de l'avant des moyens et des pratiques que les participants et participantes « aiment », qui font du sens pour elleux soit davantage le corolaire de l'agir en situation, que d'un individualisme consommé. Le fait de mettre en action les désirs et volontés qui les portent, de vivre de la façon dont illes aimeraient vivre, dans l'ici-maintenant, nous semble fortement lié à l'expérimentation et au développement de puissance et par voie de conséquence au fait d'être affecté et d'affecter le monde en retour. Qui plus est, comme nous l'avons remarqué dans le chapitre précédent, le fait de le faire avec d'autres est présenté de façon similaire. C'est-à-dire que le caractère collectif des actions n'est pas d'abord perçu comme accordant une légitimité à leurs actions ou permettant un rapport de force, mais comme une alternative aux modes actuels d'existence. Nous y entrevoyons à l'instar de Day un exemple de création d'alternatives, ce qui serait selon lui, une autre façon de réaliser un changement social. « [...] the best way to do this is to create sustainable alternatives to the existing order, to show concretely that the way things are now is not the only way they can be. » (Day, 2005, p.186) En ce sens, rappelons cet extrait qui illustre cette volonté de création d'alternatives.

*y'avait aussi toute cette idée-là de réappropriation spatiale et qui pouvait être faite justement avec les gens avec qui on était et ça je pense que ça passe par différents trucs vraiment on avait avec des amis on avait fait de la bouffe que le monde ait de quoi à manger, on avait on s'était arrangé pour avoir un système de son inviter des bands de musique aussi pour justement que cette réappropriation là les gens aient envie de rester d'une certaine manière pour que ce soit pas juste une soulerie où le monde boivent de la bière jusqu'à temps que ça parte mais qu'il y ait une idée de rester donc j'ai l'impression justement cette action ce type d'action collective là passe par la réflexion aussi de comment faire en sorte que les gens puissent se sentir à l'aise de venir et trouve ça enthousiasmant, je pense y'a y'a toujours cette idée-là genre derrière (Alix)*

Ainsi, par cette détermination à créer et à devenir ces alternatives, le commun qui s'y joue semble devenir en soi une de ces alternatives. Dès lors, il semble possible d'affirmer qu'il s'agit non seulement d'une expérience qui fait sens pour les participants et participantes, mais s'inscrit aussi dans une volonté politique concrète, c'est-à-dire qui vise à transformer la façon dont on vit ensemble.

Synthétiquement pour commencer le commun n'est pensable qu'en acte : comme devenir. Le commun n'est ni le fondement ni l'issue du devenir : il est le devenir lui-même. (Benasayag et Del Rey, 2011, p.150)

### 5.3.2 Des communautés d'affects

Mais alors quelles seraient les formes de ce commun? Quels en sont les attracteurs? S'il nous est impossible de fournir une réponse précise et complète à ces questions, les propos des participants et participantes ont fait émerger une piste qui demande à être explorée. En effet, illes ont souvent pris soin de se distancier d'une identité fixe et commune, certaines et certains en précisant qu'illes ne parlaient qu'en leur nom et qu'illes ne pouvaient pas parler au nom du groupe, alors que d'autres critiquaient ouvertement l'idée selon laquelle ils se regroupaient autour d'une identité, pour insister particulièrement sur le fait que ce qui les lie/les associe aux autres se situe au niveau des désirs ou encore de volontés d'agir partagées. Le regroupement autour d'affinités est d'ailleurs évoqué par tous les participants et participantes pour qualifier les bases des actions auxquelles ils ont pris part. Les affinités sont même présentées comme étant aux sources des rencontres qui donneront ensuite lieu aux actions ou aux collectifs. En ce sens, l'amitié nous apparaît comme étant centrale, elle serait en quelque sorte un élément constitutif de l'action et non pas une heureuse conséquence. Le but n'est donc pas de se regrouper avec des gens s'identifiant sous une appartenance commune afin d'obtenir des revendications précises ou pour faire

valoir leurs droits, mais de vivre et de se rapprocher de la vie désirée avec d'autres qui partagent les mêmes envies.

*Moi y'a un truc qui va peut-être paraître un peu, y'a un truc fondamental dès qu'on parle d'action collective, c'est que sans faire un processus de clôture identitaire pis ça je pense que c'est vraiment important, mais c'est très souvent proche quand on parle d'un groupe quelconque, mais moi j'ai envie d'agir avec des gens qui ont envie d'agir à peu près de la même manière que moi, pis ça peut avoir l'air un peu dogmatique et voire même un peu tautologique, mais en fait ce ne l'est pas du tout. (Rapha)*

Ainsi, les communautés ou le commun auxquelles plusieurs participants et participantes ont fait référence se situeraient à un autre niveau, c'est-à-dire, ce qu'elles partagent seraient une façon d'être affecté qui s'actualisent dans une volonté de vivre autrement afin de laisser place à ce que ces affects et désirs permettent. Cela rejoint notamment les propos de Michel Maffesoli (1988), pour qui les communautés ne prendraient plus forme autour d'un projet rationnel, mais auraient plutôt « pour principal ciment une émotion ou une sensibilité vécue en commun. » (Maffesoli, 1988, p.45)<sup>15</sup> Qui plus est, nous croyons que cela a un rôle plus important que celui de liant, et que ces émotions et sensibilités vécues en commun sont directement liées à cette expérience et à ce désir de communauté. En somme, le fait de faire communauté serait en soi une façon de vivre, de mettre en pratique ce qui les affectent et d'affecter en retour. Dès lors, le fait de se regrouper avec d'autres pour partager, résister et faire vivre un commun pourrait être plus fondamental qu'il n'y paraît.

*J pense que y'a peut-être un élément dont on a peu parlé ben un peu quand même c'est beaucoup la question des désirs la question de vouloir faire ensemble pis ça j pense que c'est quelque chose si on essaie de se questionne*

---

<sup>14</sup> Si les idées avancées par Maffesoli nous apparaissent pertinentes et intéressantes pour comprendre les pratiques des personnes rencontrées, il nous apparaît toutefois qu'il ne fait pas de distinction entre les groupes, quels qu'ils soient (musique, sportif, politique, ...). Nous pensons toutefois que le caractère politique implique un rapport particulier au commun qui doit être pris en compte.

*sur qu'est-ce que c'est l'action collective c'est vraiment c'est fondamentale c'est une volonté d'ensemble tsé c'est une ouais une volonté. (Rapha)*

Selon nous, ces constatations font échos à la pensée, présentée dans le chapitre deux, de différents auteurs et auteures qui définissent et réfléchissent autrement l'idée du commun ou de la collectivité. Le commun y est présenté comme fondamentalement ancré dans le partage d'une sensibilité active, d'inclinaisons et d'affects.

La communauté est un milieu, pas une idée. Elle est au milieu des humains, des êtres d'une autre nature, des objets techniques. Le communisme est le partage sensible de l'expérience du commun. Rencontre, toujours provisoire dans le lieu du partage de l'abstraction de l'idée politique. La communauté ne saurait se réduire à un face-à-face entre des humains qui ont des idées. (Raffanrli Orra, 2014, p.19-20)

Nous y entrevoyons donc une certaine forme de reterritorialisation, qu'illes expérimentent en mettant de l'avant des actions dans lesquelles illes performant le monde dans lesquels illes aimeraient vivre. Comme dans un mouvement d'aller-retour, l'expérimentation leur permettrait de connaître ce par quoi illes sont affectées, ce que les actions qui en découlent produiraient, les affecterait à nouveau en ouvrant sur de nouvelles possibilités à expérimenter.

*Dit d'une autre façon, le développement de la puissance d'agir ne signifie pas réveiller l'individu, mais refaire droit à la multiplicité des dimensions qui le traversent. Ce développement passe donc, [...], par la territorialisation, l'approfondissement des territoires qui tissent ces vivants que sont les humains. (Benasayag et Del Rey, 2011, p.125)*

### 5.3.3 La situation « nouveau » sujet de l'action

Alors, si les catégories identitaires traditionnellement utilisées pour définir les sujets de l'action ne font plus sens et si le commun (l'être-ensemble) revêt un caractère nouveau, quel serait donc le sujet, l'unité agissante, autrement dit le nouveau

paradigme de l'action de l'époque actuelle? Les observations précédentes nous amènent à adopter l'hypothèse proposée par Benasayag et Del Rey selon laquelle le nouveau sujet de l'action, celui adapté à l'époque actuelle, serait la situation.

*Or à l'époque contemporaine, les attracteurs ne fonctionnent plus autour de la figure, ni de Dieu ni de l'homme, mais configurent un conflit entre l'organique (biologique, écologique, culturel), et les tendances artefactualisantes technico-économiques. L'époque cherche donc ce « bloc homogène » dans de nouveaux paradigmes de lecture : notre hypothèse est qu'elle la trouve dans la « situation » ou plus exactement, dans un ensemble dynamique de situations agencées. (Benasayag et Del Rey, 2011, p.52)*

Ou plus précisément qu'il se trouverait toujours dans un « ensemble complexe et dynamique de situations. » (Benasayag et Del Rey, 2011, p.52) Ce faisant, cela appuierait la proposition de Healy (2000) visant à favoriser la prise en compte du contexte, mais surtout cela évacuerait la question de l'opposition binaire entre le « Nous » et le « Je », typique d'après Healy (2000) aux théories critiques, afin de se concentrer sur la situation.

*The critical social work literature is riddled with dualisms which no longer make sense, if in fact they ever did [...]. The oppositional representations through which critical social work is constituted contribute to the minimization of the radical potential of everyday social work practices. (Healy, 2000, p.124)*

Il serait bien présomptueux de prétendre que nous pouvons démontrer à l'aide de nos résultats que cette hypothèse est vraie. Toutefois, différents éléments nous laissent croire qu'il s'agit d'une possibilité et qu'elle pourrait s'avérer une piste digne d'intérêt pour d'autres travaux de recherche. En ce sens, le recours à l'art comme moyen de lutte se révèle intéressant et permet diverses interrogations sur ses liens avec la situation et l'époque. Le grand intérêt qu'accordent les participantes et participants à la création, ainsi que les possibilités qu'ils y guettent pourraient-elles être liées au fait que l'art serait plus à même d'exposer la complexité inhérente à l'époque actuelle? En ce sens, la démarche artistique peut-elle aussi être comprise



comme une expérimentation ou une tentative pour comprendre les situations desquelles nous sommes, comme dirait Gilles Deleuze (1988), les plis?

Si le contexte de cette recherche ne nous permet pas d'explorer davantage ces questions, il est toutefois possible de constater que l'idée de la situation comme sujet de l'agir recoupe les thèmes précédents, elle vient en quelque sorte les agencer et leur donner une cohérence d'ensemble. Ainsi, il s'avère possible d'affirmer qu'elle se trouve au cœur de toutes les idées et réflexions présentées plus haut. Plutôt qu'une boucle, les traces qu'elle dessine s'apparentent à une spirale de laquelle elle serait le point central. Elle est à la fois la focale de l'action, qui prend forme à travers l'expérimentation et de laquelle découle la reterritorialisation, qui elle-même permet d'être affecté pour ainsi agir. Dans ce mouvement, la situation sera aussi transformée par l'action, ainsi il faudra perpétuellement (re)commencer en fonction de situations toujours changeantes. La citation qui suit nous semble particulièrement bien résumer le mouvement dont il est question.

À l'inverse, je peux être affecté et transformer cette affection en agir, les stimuli qui me parviennent me permettent de connaître le monde et l'environnement dans lequel j'existe. En termes généraux, être affecté par le monde est le point de départ de mon agir. La potentialisation de la lutte passe donc par la territorialisation de la vie. [...] Dans le processus de reterritorialisation, la lutte prend un caractère objectif dans lequel on a plus besoin de promesses : connaissant la façon dont on est affecté par les différentes dimensions de la vie, on est en mesure de construire de nouveaux possibles. (Benasayag et Del Rey, 2011, p.54)

En somme, la prise en compte de la situation concourt à une critique de la rationalité moderne, comme permettant de saisir et expliquer tout phénomène à l'aulne de la raison, du progrès ou de la logique pour introduire la complexité, les désirs et l'indicible inhérents à la vie en situation.

[...]« l'engagement-transcendance » est le fruit d'une raison consciente d'agir, tandis que « l'engagement-recherche » (ou immanent) est l'expression d'un désir vital. Et c'est ce désir qui fait sa force, celle de répondre au défi de cette

époque. L'engagement immanent part des corps. (Benasayag et Del Rey, 2011, p.18-19)

Car, ce qui nous semble finalement ressortir des propos des participantes et participants, c'est qu'elles ne cherchent pas un aboutissement à la lutte comme à leurs actions, mais bien davantage à y développer leur puissance d'agir et surtout à y vivre pleinement. « De ne pas accepter n'importe quelle injustice même si je ne vais pas voir les résultats c'est comme juste de continuer à se battre. » (Amal)

En somme, nous croyons que les réflexions développées précédemment illustrent à travers différentes idées, ce que peut être une éthique de l'action. Elles éclairent comment il devient possible de développer des pratiques d'action collective organiques. Pratiques que l'éthique de l'action rend possibles en favorisant la prise en compte de la situation, l'exploration des territoires que nous sommes et devenons, le développement de notre puissance d'agir et ce qui nous lie aux autres et à la situation.

Les pages qui précèdent proposent différentes réflexions et idées qui ont été suscitées par nos entretiens auprès de personnes ayant pris part à des actions ou étant membres de groupes autonomes antiautoritaires. Elles rendent compte d'un univers riche et de pratiques singulières, mais celles-ci peuvent-elles contribuer aux pratiques d'action collective en travail social? La prochaine et dernière section de ce mémoire vise à introduire les modestes contributions que nous entrevoyons pour le monde du travail social.

#### 5.4 De possibles apports pour le travail social?

Au regard des réflexions présentées, il serait insensé de proposer de faire de l'éthique de l'action un modèle, puisque celle-ci suppose justement la volonté de se défaire de ceux-ci, pour trouver dans la situation des pratiques émancipatrices et sources de

puissance. Nous croyons néanmoins qu'elles se révèlent d'une pertinence importante pour penser et faire face aux enjeux relatifs aux pratiques actuelles d'action collective en travail social.

Par ailleurs, nous sommes conscients de la tendance des institutions à récupérer les pratiques marginales ou qui visent à les subvertir pour les intégrer. Le travail social est, selon nous, en grande partie le produit de ces captations. Si nous sommes critiques de cette tendance et de ces impacts, nous croyons néanmoins que dans le contexte actuel où les méthodes de la nouvelle gestion publique et de rationalisation s'imposent, les réflexions soulevées par cette recherche pourraient apporter à ceux qui tentent d'y résister. Ainsi, si nous souhaitons suggérer que le travail social s'inspire des pratiques d'action collective des groupes autonomes antiautoritaire, ce n'est pas pour les inscrire dans cette perspective de pratiques « innovantes » ou pour contribuer au développement de pratiques citoyennes « prometteuses et renouvelées » qui concourent souvent bien davantage au maintien du *statu quo* ou à légitimer les décisions d'élus et élues, mais parce que nous croyons que malgré son institutionnalisation, les liens privilégiés qu'entretiennent certains groupes communautaires avec des populations exclues et marginalisées représentent un lieu de résistance et d'alternatives qui doit être investi autrement. De même, si nous souhaitons, par cette humble tentative faire progresser les pratiques d'action collective, ce n'est pas pour qu'elles soient plus efficaces ou même plus populaires, mais bien pour qu'elles soient meilleures dans un souci éthique, c'est-à-dire qu'elles concourent au développement de la puissance de ceux qui y prennent part.

D'emblée, il semble que nos résultats viennent appuyer l'idée proposée dans notre cadre théorique voulant qu'une autre compréhension du lien entre théorie et pratique soit possible et nécessaire. En ce sens, revenons à nouveau à Benasayag et Del Rey (2011) pour qui :

[l]a recherche théorique constitue une dimension de plus, nécessaire mais non suffisante, à l'agir. Elle n'a de puissance que dans la mesure où elle constitue un élément de la boîte à outils, c'est-à-dire, dans et pour la situation concrète. » (Ibid, p.34)

Ainsi, il nous apparaît que la reconnaissance des discours qui traversent les pratiques d'action collective en travail social, pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des discours, particulièrement celui des théories critiques pourrait ouvrir sur de nouvelles façons de penser l'articulation entre théorie et pratique, et même de l'usage que l'on peut en faire. En somme, il ne s'agit pas nécessairement de tout rejeter, mais de réfléchir et considérer leurs implications. Ainsi comme le défend Karen Healy (2000), en les abordant comme des vérités contextualisées plutôt que comme la « Vérité » nous pensons que de nouvelles alternatives et possibilités pourront être mises de l'avant. « Thus rather than *the* Truth, these perspective become *a* truth, one set of a myriad of possibilities for working towards social transformation. » (Healy, 2000, p.130) D'autant plus, que nous croyons que la prise en compte du contexte et la remise en question des discours structurants de l'action collective permettraient de mettre en lumière des pratiques et des actions de résistances déjà existantes.

« [...] it becomes necessary to consider the local implications of activist social work discourses, including the local knowledge and actualities of resistance and change obscured by these perspectives. » (Healy, 2000, p.138)

De plus, nous croyons qu'il serait nécessaire de penser autrement l'idée du commun ou du collectif, notamment à travers la prise en compte des dimensions affectives qu'elle implique et les nouvelles configurations qui en découlent. Une piste intéressante pourrait être de dissocier l'idée d'engagement d'une volonté consciente ou la question de l'appartenance comme relevant du personnel/individuel, mais de plutôt réfléchir à ce qu'appelle, à un certain moment, une situation donnée. Ainsi, la situation comprise comme un rapport au monde et aux autres, et par extension l'idée de (re)territorialisation se présentent comme des outils conceptuels à explorer pour penser la participation et la mobilisation. De plus, la question des territoires

d'affectation nous apparaît comme un angle des plus riches pour repenser la place des personnes concernées.

Par ailleurs, la prise en compte de la situation, si elle s'avère un défi tant au niveau de la compréhension de ce qu'elle implique, que de sa mise en pratique, nous apparaît aussi comme un apport important de la pensée post-structurale et pourrait, d'après nous, apporter grandement aux pratiques d'action collective en travail social. En effet, tout en rendant possible une certaine déconstruction des modèles traditionnels, elle permet de comprendre l'action comme étant multiple et comme un processus en soi qui ne demande pas d'être parfaitement organisé à l'avance. Dans cette perspective, nous croyons qu'il serait possible de développer de nouveaux rapports à l'action, notamment à travers l'expérimentation. À ce propos et à la lumière de nos résultats, il serait intéressant d'explorer ce qu'une plus grande ouverture à la situation notamment en permettant une sortie des méthodes éprouvées ou des plans d'action structurés puisse renfermer. Nous croyons que sans devenir « la nouvelle solution » (ou pratique prometteuse) la prise en compte de la situation pourrait permettre de dénouer certains nœuds rencontrés en action collective. Qui plus est, des expériences significatives sources de possibilités nouvelles pourraient en découler. De même, nous y voyons aussi la possibilité d'une plus grande prise en compte de la complexité et de l'incertitude telle que défendue par Soulet. Si le renoncement « à la volonté de transparence et de cohérence qui a fondé le grand processus de la modernité occidentale » (Benasayag et Del Rey, 2011, p156) ne vient pas sans son lot de craintes et de doutes, nous y percevons néanmoins un cadre beaucoup plus à même de prendre en compte la diversité et la complexité qu'implique l'agir ensemble et les réalités propres au travail social. Il s'agit bien entendu d'un difficile pas à prendre, néanmoins, selon Benasayag et Del Rey (2011) ces efforts ne seraient pas vains, mais plutôt fait « [a]u nom d'une rationalité plus complexe, et parce que telle est la condition de la reterritorialisation de nos modes de pensée et d'agir. » (*Ibid*, 2011, p.156)

En somme, nous croyons que les différents éléments présentés ouvrent des voies intéressantes pour penser les pratiques d'action collective en travail social, tout en réaffirmant l'importance que ces dernières peuvent avoir pour comprendre et agir dans le monde qui nous entoure. Ainsi, en mettant en lumière les discours qui font office de vérité, la pensée poststructuraliste rappelle que ce qu'est et devrait être l'action collective ne peut, ni ne doit être figé, mais se joue à tous moments, en fonction d'éléments toujours changeants. Mais surtout, elle pose que la lutte pour l'émancipation n'est pas à comprendre comme dans un but à atteindre, mais faisant partie d'un devenir perpétuel.

Notre position commune, en ce sens, c'est d'abord l'hétérogénéité de nos formes de vie, la force de ces mondes que l'on habite, où l'on apprend et crée au quotidien de nouvelles façons de conspirer. C'est l'expérience et l'expérimentation des formes, sur les formes, la reconfiguration constante, le repli, le redéploiement de ces formes, l'enseignement que l'on en tire, qu'on remet en jeu, en recommençant, encore et encore. Le mouvement de nos formes, par opposition à la stagnation des formes dans lesquelles on voudrait enfermer le mouvement. En ce sens, il n'y a pas de théorie possible, d'unification possible de ces formes sauf à ras le sol, à fleur de peau, dans le mouvement même qui les porte. La solidarité comme forme de rencontre, d'identité dans la différence, un front commun et une plèbe bigarrée, pleine de ses mondes. [...] En jetant les bases d'une éthique de la lutte, le mouvement apprendra à composer avec ses forces. (Anonyme (Hōs Mē), 2014, p.3)

En ce sens, les pistes d'action et de réflexions présentées ne se veulent pas tant des recommandations, que l'affirmation de possibilités.

## CONCLUSION

Cette recherche avait pour objectif de réfléchir aux pratiques d'action collective en travail social à travers le prisme de la pensée post-structurelle. Il s'agissait dans un premier temps d'en dégager les discours/modèles dominants, pour pouvoir s'intéresser ensuite à des pratiques qui s'inscrivent à l'extérieur ou en opposition à ces derniers, et ce, afin d'ouvrir la réflexion sur ce que de « nouveaux » modes d'action pourraient engendrer comme potentialités. Nous nous sommes donc intéressés à des pratiques d'action collective concrètes, plus particulièrement à celles de personnes impliquées et/ou membres de collectif s'identifiant comme groupes autonomes antiautoritaires. Nous jugions qu'il était plus intéressant d'interroger des pratiques marginales, plutôt que celles déjà bien documentées du milieu communautaire ou institutionnel. Qui plus est, nous avons déjà une intuition quant aux liens possibles à faire entre leurs pratiques et certains concepts post-structurels.

Ainsi, sept personnes ont accepté de prendre part à une entrevue semi-dirigée afin de répondre à notre question de recherche : *Comment les personnes impliquées et/ou les membres des groupes appartenant aux groupes autonomes antiautoritaires définissent et appréhendent l'action collective et quel sens accordent-elles à leurs propres pratiques?*

Étant donné qu'il s'agit d'un univers peu exploré, nous avons opté pour une démarche exploratoire. Nous avons donc pour premier objectif de recueillir les récits des personnes participant à des mobilisations ou faisant partie de groupes qui militent en marge des modes de participation institutionnalisés. Nous nous sommes intéressés à leurs pratiques, c'est-à-dire à leurs analyses, le sens qu'elles attribuent à leur participation, les modes organisationnels qu'elles préconisent, leurs définitions de l'action collective et les similitudes et différences qu'elles observent par rapport aux

groupes institutionnalisés. Nous avons aussi tenté de dégager le sens qu'elles accordent à leurs expériences d'action collective en explorant leur rapport à leurs actions et leurs pratiques. Finalement, dans la discussion nous avons analysé leur propos à la lumière du cadre théorique développé, pour finalement en faire ressortir quelques réflexions et implications pour les pratiques d'action collective en travail social.

L'analyse des résultats nous a conduits à des observations intéressantes, notamment en ce qui a trait à la façon dont les participants et participantes définissent l'action collective. En effet, elles évitent d'adopter une définition précise et prescriptive pour la garder ouverte et changeante. Elle inclut des pratiques variées et extérieures au cadre habituel, ainsi elle ouvre sur une vision de l'action et du changement qui peut se transformer en fonction du contexte et des enjeux en cause. Ce faisant, elles proposent une compréhension de l'action collective beaucoup plus ouverte et à même de prendre en compte la complexité et les contingences des situations. Conséquemment, les formes que prennent leurs pratiques d'action collective sont elles aussi variées et ont pour caractéristique commune la quasi-absence de structures, de modes organisationnels et même de finalités prédéterminées. Il semble que soit cela qui permette aux actions de prendre forme en situation. Par ailleurs, le caractère collectif revêt une qualité particulière puisqu'il s'avère être en soi une action ayant une portée politique. En effet, il permet d'affirmer et d'expérimenter une façon de vivre en rupture avec les modes dominants. Par ailleurs, l'autonomie, la plus grande liberté et la radicalité des actions sont aux nombres des distinctions qu'elles ont présentées par rapport aux groupes institutionnalisés. Néanmoins, ce qui apparaît les différencier se situe davantage au niveau de ce que sous-tend leur vision et rapport à l'action collective.

Cela nous a conduits à développer, dans la discussion, l'idée que les groupes autonomes antiautoritaires adopteraient une éthique de l'action qui se distingue des



cadres et aprioris moraux, théoriques et méthodologiques mis de l'avant dans les modèles habituellement utilisés en travail social et dans les milieux institutionnalisés. En effet, nous avons, dans la discussion, dégagé quelques thèmes qui permettent de saisir certaines des caractéristiques de cette éthique de l'action. Il s'agit de l'action comme finalité de l'action, qui implique l'idée que l'action s'inscrit d'abord dans un projet qui n'est pas prédéfini, mais qui se constitue à travers l'action elle-même. Elle dépasse ainsi l'opposition « fins et moyens » pour ouvrir sur une vision du changement qui lui aussi prend forme dans le contexte. Le second thème, est celui de l'expérimentation comme façon d'agir en situation, qui de par son ancrage dans le contexte permet d'être et de se sentir affecté. Le fait d'être affecté aurait pour corolaire le développement de puissance. Le troisième thème tend à suggérer une compréhension du commun, qui se développe autour d'attracteurs que sont des désirs d'agir et des affects partagés, qui s'élaborent et s'expérimentent aussi en cours d'action. Finalement, l'articulation de ces différentes idées conduit à appuyer l'hypothèse de Benasayag et Del Rey (2011) selon laquelle la situation serait le nouveau sujet de l'action.

Bien entendu, il ne s'agit que de quelques pistes de réflexion, mais qui selon nous doivent être étayées, puisque les questionnements qu'elles soulèvent sont fondamentaux. D'abord, puisque certains des éléments soulevés réitèrent l'importance de la question du rapport entre théorie et pratique, et tracent quelques pistes à explorer, notamment la prise en compte des discours émergents. Aussi, car dans cette époque caractérisée par un vide existentiel, l'augmentation des injustices et de la détresse sociale et psychologique il nous apparaît que l'action collective en travail social, mais aussi de façon générale, le fait d'agir ensemble, a encore toute sa raison d'être. En ce sens, les pistes dégagées dans cette recherche pourraient être des alternatives aux modèles existants qui apparaissent pour plusieurs comme étant dépassés et encore moins adaptés pour répondre à la complexité grandissante des problèmes vécus par différents groupes et populations, et ce tout en faisant contre

poids à cette tendance clientéliste et de bonne gestion publique qui tend à s'imposer dans le domaine des services sociaux. De surcroît, car ces pratiques proposent une rupture avec une vision et une compréhension du monde et du réel qui nous apparaît nécessaire ou à tout le moins à considérer.

Puisqu'elles proposent d'explorer en situation les actions plutôt que d'adopter en amont des guides pour l'action, il serait contradictoire de suggérer de faire des pratiques d'action collective des groupes autonomes antiautoritaires des modèles, elles présentent une incompatibilité fondamentale avec le modèle professionnel : celui qui sait avant l'action. Nous croyons néanmoins qu'il est juste d'affirmer que les pratiques et réflexions présentées offrent des exemples et des pistes qui apparaissent être en lien avec les besoins de l'époque et c'est en sens qu'elles se révèlent d'un intérêt considérable. Qui plus est, le fait de proposer des modes d'existence et d'être ensemble alternatifs qui refusent la fatalité pour ouvrir sur l'exploration des possibilités qui se trouvent en situation porte, selon nous, les remises en question essentielles et les ferments d'une lutte qui nous semble des plus nécessaire, alors que les crises se succèdent et ne se font que plus éminentes.

## ANNEXE A

### Canevas pour les entrevues

#### **Thème 1 : Action collective**

Pourriez-vous me décrire dans vos mots qu'est-ce qu'une action collective?

-Est-ce qu'il en existe différents types ?

#### **Thème 2 : Participation à des mobilisations-actions**

Dans un premier temps, j'aimerais que vous me parliez des expériences de mobilisation/ actions qui ont été significatives pour vous?

-Qu'ont-elles de caractéristique/spécifique?

-Pour quoi luttez-vous?

-Comment se déroulent les rencontres/ les actions auxquels vous participez?

-Quelles sont les analyses (problèmes sociaux...) que vous mettez de l'avant?

-(possibilité de relance) Comment expliquez-vous les inégalités sociales et les difficultés vécues par certaines personnes (personnes marginalisées, en situation de pauvreté, racisme, exclusion, sexisme, ...)

-Quelles sont vos revendications et comment vous les mettez en action?

-Quels sont les modes de lutte que vous préconisez?

-Qu'est ce que vous apportez?

-Est-ce que vous y voyez des limites?

#### **Thème 3 : Formes d'engagement traditionnel**

Comment situez-vous vous par rapport aux mouvements ou aux groupes plus institués-traditionnels?

-En quoi votre pratique se distingue-t-elle des formes de mobilisations instituées-traditionnelles?

Est-ce qu'il y a des choses ou des éléments qui n'ont pas été couverts et qui sont importants pour vous ?

ANNEXE B  
Formulaire de consentement



**Formulaire de consentement pour une personne majeure et  
apte à consentir**

**Action collective et travail social : apports des acteurs et  
actrices des groupes autonomes antiautoritaires.**

**Projet visant l'exploration des pratiques d'action collective en marge des  
groupes et mouvements institués.**

**Personne responsable du projet**

Chercheure responsable du projet : Marjolaine Lord

Programme d'études : Travail social

Adresse courriel : [mlordphoto@gmail.com](mailto:mlordphoto@gmail.com)

Téléphone : 514.654.7851

**Direction de recherche**

Direction de recherche : François Huot

Département ou École : École de travail social

Faculté : Sciences humaines

Courriel : [huot.francois@uqam.ca](mailto:huot.francois@uqam.ca)

Téléphone : 514.987.3000 poste 2636

**But général du projet**

Vous êtes invitée, invité à prendre part à un projet visant à explorer les pratiques d'actions collectives qui prennent place en marge des groupes ou mouvements institués. En effet, nous souhaitons documenter et explorer les expériences d'action collective qui s'inscrivent en rupture avec les milieux dit traditionnels de l'action collective en travail social (ex. : CLSC, organismes communautaires, groupes associatifs, syndicats, etc...) En rencontrant les personnes y ayant pris part, nous poursuivons l'objectifs de dégager le sens que les participant-e-s accordent à leurs

expériences d'action collective, afin d'en faire ressortir des pistes de réflexion pour repenser les pratiques d'action collective en travail social.

#### **Tâches qui vous seront demandées**

Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire, entre autres choses, vos expériences de mobilisations et de participation à des actions collective. Ainsi que votre perception des formes instituées ou traditionnelles d'action collective. Cette entrevue sera enregistrée numériquement avec votre permission et prendra environ 1 heure à 1 heure trente de votre temps. Le lieu et l'heure de l'entrevue sont à convenir avec la personne responsable du projet. La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier.

#### **Moyens de diffusion**

Les résultats de cette recherche seront publiés dans un mémoire de maîtrise.

Si vous le souhaitez, les résultats de la présente recherche vous seront communiqués lorsqu'ils seront disponibles.

#### **Avantages et risques**

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances dans le champ de l'action collective et des pratiques alternatives d'action collective. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous devez cependant prendre conscience que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à une expérience de mobilisation que vous avez peut-être mal vécue. Une ressource d'aide appropriée pourra vous être proposée si vous souhaitez discuter de votre situation. En tout temps, vous pouvez mettre fin à l'entrevue et vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Il est de la responsabilité de la chercheure, du chercheur de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue si cette personne estime que votre bien-être est menacé.

#### **Anonymat et confidentialité**

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seules la personne responsable du projet et sa direction de recherche auront accès à l'enregistrement de votre entrevue et au contenu de sa transcription. Le matériel de recherche (enregistrement numérique et transcription codés) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé par la personne responsable du projet pour la durée totale du projet. Les enregistrements ainsi que les formulaires de consentement seront détruits suite au dépôt du mémoire.

#### **Participation volontaire**

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure et que, par ailleurs,

vous être libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas, les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que le responsable du projet puisse utiliser aux fins de la présente recherche (incluant la publication d'articles, d'un mémoire, d'un essai ou d'une thèse, la présentation des résultats lors de conférences ou de communications scientifiques) les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

**Compensation financière**

Votre participation à ce projet est offerte gratuitement.

**Questions sur le projet et sur vos droits**

Vous pouvez contacter la personne responsable du projet pour des questions additionnelles sur le projet. Vous pouvez également discuter avec la direction de recherche des conditions dans lesquelles se déroule votre participation et de vos droits en tant que personne participant à la recherche.

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPÉ) de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Pour toute question ne pouvant être adressée à la direction de recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter la présidente du comité par l'intermédiaire de la coordonnatrice du CERPÉ, Anick Bergeron, au 514 987-3000, poste 3642, ou par courriel à l'adresse suivante : [bergeron.anick@uqam.ca](mailto:bergeron.anick@uqam.ca).

**Remerciements**

Votre collaboration est importante pour la réalisation de ce projet et nous tenons à vous en remercier.

**Signatures****Participante, participant**

Je reconnais avoir lu le présent formulaire et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que la personne responsable du projet a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la personne responsable du projet.

Je souhaite être informée, informé des résultats de la recherche lorsqu'ils seront disponibles : ☐ oui ☐ non

---

---

---

---

Nom, en lettres moulées, et coordonnées

---

Signature de la participante, du participant

---

Date

**Personne responsable du projet**

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages et les risques du projet à la personne participante et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

---

Signature de la personne responsable

---

Date

**Un exemplaire du formulaire d'information et de consentement signé doit être remis à la personne participante.**



## BIBLIOGRAPHIE

- Agamben, Giorgio. 1990. *La communauté qui vient*. Édition le seuil, 119 p.
- Anadon, Marta. 2006. « La recherche dite qualitative : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents », *Recherches qualitatives*, vol.26, no 1, pages 5-31.
- Anonyme. 2014. « L'austérité comme condition partagée. De la crise à la grève. *Hôpital Mê* (bulletin de liaison printemps 2015), No.1, novembre p. 1-3.
- Angermüller Johannes, « Qu'est-ce que le poststructuralisme français ? » A propos de la notion de discours d'un pays à l'autre, *Langage et société*, 2007/2 n° 120, p. 17-34.
- Aubenas, Florence, et Miguel Benasayag. 2002. *Résister, c'est créer*. Paris: La Découverte, 122 p.
- Benasayag, Miguel, et Angélique Del Rey. 2011. *De l'engagement dans une époque obscure*. Le Pré-Saint-Gervais: Éditions le Passager clandestin, 156 p.
- Bordeleau, Érik. 2012. *Comment sauver le commun du communisme*. Le Quartenier, Montréal, 185 p.
- Bourque, Denis, et al. 2007. *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, Les presses de l'Université du Québec, Québec, 556 p.
- Bourque, Denis, et René Lachapelle. 2010. *L'organisation communautaire en CSSS : service public, participation et citoyenneté*. Coll. «Collection Initiatives». Québec: Presses de l'Université du Québec, 165 p.
- Collectif de débrayage, 2013, *On s'en calisse. Histoire profane de la grève printemps 2012*. Sabotart, Montréal, 283 p.
- Day, Richard J. F. 2005. *Gramsci is dead : Anarchist currents in the newest social movements*. London, Toronto: Pluto Press , Between the Lines, vii, 254 p.
- Day, Richard J. F. 2005. *Gramsci is dead : Anarchist currents in the newest social movements*. London, Toronto: Pluto Press , Between the Lines, vii, 254 p.

- Deleuze, Gilles. 2003 (1981). *Spinoza. Philosophie partique*, Les éditions de minuit, Paris, 175 p.
- \_\_\_\_\_. 1988. *Le pli. Leibniz et le baroque*. London, Les éditions de minuit, Paris, 192 p.
- Delisle L'Heureux, Nicolas et Anna Krusynski directrice de mémoire. 2008. L'action directe des groupes antiautoritaires oeuvrant au Québec : analyse de discours de documents produits et/ou distribués par certains de ces groupes selon le modèle de l'action sociale, mémoire de maîtrise en service social, Université de Montréal, 165p.
- Dépelteau, J., F. Fortier et G. Hébert. 2013. « Les organismes communautaires au Québec -Financement et évolution des pratiques » Rapport de recherche, Institut de recherche et d'informations socio-économique (IRIS), Montréal, 38 pages.
- Duncombe, Stephen. 1997. *Notes from Underground: Zines and the Politics of Alternative Culture*, London and New York: Verso, 256 p.
- Duperré, Martine. 2007. L'organisation communautaire: une méthode d'intervention du travail social. Dans J. P. Deslaurier et Y. Hurtubise *Introduction au travail social, 2e édition*. Presse de l'université Laval, Québec, 382 p.
- Dupuis-Déri, Francis. 2008. *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Coll. «Futur proche». Montréal: Lux, 276 p.
- Duval, Michelle. 2005. *Les organismes communautaires au Québec : pratiques et enjeux*. Montréal: Gaëtan Morin, xi, 164 p.
- Duval, Michelle, Esther Fillion et Pierre Fournier. 2011. «Intervenir pour favoriser l'agir ensemble». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 23, no 2, p. 26-46.
- Fillion, Esther. 2005. «Les pratiques démocratiques dans les groupes d'alphabétisation populaire : libération ou insertion culturelle?». Thèse (M en intervention sociale), Montréal, Université du Québec à Montréal, Université du Québec à Montréal, vi, 136 p.
- \_\_\_\_\_. 2011. «Vers une amélioration des pratiques démocratiques en alphabétisation populaire». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 23, no 2, p. 47-64.
- Fillieul Olivier et Cécile Péchu. 1993. *Lutter ensemble. Les théories de l'action*

*collective*. Paris : Éditions L'Harmattan, 196 p.

Foucault, Michel. 1971. *L'ordre du discours leçon inaugurale au collège de France prononcée le 2 décembre 1970*. Paris: Gallimard, 81 pages.

Gagnon, Gabriel et Marcel Rioux. 1988. *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Institut québécois de recherche sur la culture, Ville St-Laurent, 190 pages.

Gendron-Blais, Hubert et Lucille Beaudry directrice de recherche. 2012. *Dimensions politiques de l'émancipation à travers les théories esthétiques et des pratiques artistiques. Mémoire de maîtrise en science politique*, Université du Québec à Montréal, 168 p.

Goupil, Sylvie. 2013. « La constellation postmoderne. Décentrer le politique pour penser le politique. » dans D. Giroux et D. Karmis, *Ceci n'est pas une idée politique. Réflexion sur les approches à l'étude des idées politiques*, Presse de l'Université Laval, Québec, p. 405-421.

Hanley, Jill. 2009. «Challenging Gendered and Ethno-Racial Assumptions in Organizing for Housing Rights.» Dans *Racialized Migrant Women in Canada*. Toronto: University of Toronto Press. P. 295-316.

Healy, Karen. 2000. *Social work practices contemporary perspectives on change*. London: Sage, ix, 165 p.

———. 2005. *Social work theories in context : creating frameworks for practice*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, xiv, 238 p.

Healy, Karen, et Peter Leonard. 2000. «Responding to Uncertainty: Critical Social Work Education in the Postmodern Habitat». *Journal of Progressive Human Services*, vol. 11, no1, p.23-48.

Holloway, John. 2007. *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Lux/Syllepse.

Ion, Jacques. 1997. *La fin des militants ?*, Les éditions de l'atelier, Paris, 109 p.

Krusynski, Anna et Éric Shragge. 1999. « Getting organized: anti-poverty organizing and social citizenship in the 1970 », *Community Development Journal*, vol. 34, no. 4, p. 328-339.

Lambert-Pilotte, G., M-H. Drapeau, et A. Krusynski. 2007. « La révolution est possible: Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec. » *Possibles* (Les

jeunes réinventent le Québec), 31 (1-2),

- Lamoureux, Diane. 2008. « Québec 2001 : Un tournant pour les mouvements sociaux québécois ? », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements*, Montréal, Lux p. 11-34.
- Lamoureux, Henri et al. 2008. *La pratique de l'action communautaire*. Québec, Presses de l'Université du Québec, xiv, 530 p.
- \_\_\_\_\_. 2007. *L'action communautaire : des pratiques en quête de sens*. Collection Partis pris actuels, Montréal: VLB éditeur, 204 p.
- Lavoie, Jocelyne et Jean Panet-Raymond. 2011. *La pratique de l'action communautaire*, 3e éd. Québec: Presses de l'Université du Québec, xx, 416 p.
- Maffesoli, Michel. 1988. *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Meridiens Klincksieck, Paris, 284 p.
- Non Fides. 2003. *Do it yourself, techniques et philosophie*. Récupéré <http://www.non-fides.fr/> (avril 2015)
- Pilcher, Jane, et Imelda Whelehan. 2004. *Fifty key concepts in gender studies*. Coll. «SAGE key concepts». London ; Thousand Oaks, Calif.: SAGE Publications, xv, 193 p.
- Quéniaert, Anne et Julie Jaques. 2002. *Apolitiques, les jeunes femmes? Regards sur les formes et le sens de leur engagement*. Montréal: Remue ménage, 154 p.
- Raffanel i Orra, Josep. 2014. « Corbeau », *Le merle*. Montréal, Vol.2, n.1. p.15-27.
- Rancière, Jacques. 1998 (1990). *Aux bords du politique*. Paris, Gallimard, 262 p.
- Rothman, Jack. 1995. *Strategies of community intervention macro practice*, 5th. Itasca, Ill.: F. E. Peacock, xiii, 464 p.
- \_\_\_\_\_. 1974. *Planning and organizing for social change action principles from social science research*. New York: Columbia University Press, xvii, 628 p.
- Sarrasin et al. 2012. « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec. » *Lien Social et Politiques*, n.68, p.141-166.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2009. «L'entrevue semi-dirigée». In *Recherche sociale. De la*

problématique à la collecte de données. In Gauthier, Benoît. (dir.). Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, pp. 337-360.

Shragge, Eric. 2006. *Action communautaire : dérives et possibles*. Montréal: Éditions Écosociété, 242p.